

L'AUTRE MENT

L'ACTUALITE VUE D'EN BAS
N° 1.3 - AOUT-SEPT. 2013
PRIX LIBRE

lautrement93@gmail.com
www.lautrement93.over-blog.com

TUNISIE, SYRIE, PALESTINE
**LUTTES SOCIALES
DANS LE MONDE ARABE**
P. 10-17

CRIMES POLICIERS
**L'ORDRE
ET LA MORALE**
P. 18-19

DOSSIER

SANS-PAPIERS, RROMS...
**DE LA NECESSITE
DE L'AUTONOMIE**
P. 2-9

FEMINISME
MOBILISATIONS
P. 22

LITTERATURE
POESIES, NOUVELLES...
P. 23-27

INNOVATIONS
GRANDEURS



LE CAIRE, ÉGYPTE, ANNIVERSAIRE DE LA CHUTE DE MOUBARAK - 25 FÉVRIER 2012 / PHOTO : RODRIGO AVELLANEDA

EDITO

Se saisir de la rue, réquisitionner, squatter, ouvrir des centres sociaux, y installer des écoles pour imaginer l'éducation et la culture populaires. Investir ce qu'on a vidé de sa sève, les bâtiments de nos villes, carcasses abandonnées par des technocrates charognards. L'Europe pourrit. Les camarades italiens du mouvement *Occupy Sifito*, l'ont compris : *basta case senza persone, basta persone senza casa*. Avec eux, d'autres d'habitants du vieux continent qui ont choisi de ne plus se laisser faire. Éparpillées, nos luttes laissent encore à désirer. La grosse machine à discours, le capitalisme en « crise », produit ses êtres humains persuadés de la nature profonde de leur égoïsme, stérilisés, sûrs que leurs vies de merde pour un travail vide de sens, en marge du chômage de masse, sont sans autre possible. Combien sont-ils encore à résister, pour défendre la valeur d'un métier - la production du bien et du bonheur commun - malgré le parasitage de la société de l'individualisme, du consumérisme ? Pour quoi travailler ? Et notre temps libre, nos distractions, à quoi cela se résume-t-il ? L'immobilité cadavérique d'hommes et de femmes pétrifié-e-s devant leurs écrans. Il y a un goût qui s'est perdu. L'a-t-on déjà testé, en fait ? La dégradation est irréversible tant que nos sociétés n'auront pas, à nouveau, tremblé.

Et comme il nous est impossible d'applaudir les gens qui nous promettent la Révolution après avoir voté pour eux, nous ne pouvons pas non plus attendre. Le combat pour transformer nos vies a lieu tout le temps, il ne se trouve pas dans le discours des politicards qui rejouent les guides de la Nation, et attendent de nous, encore, la passivité - la pire, celle où l'on se persuade de changer quelque chose en remettant notre sort entre les mains du brave chef à la bonne gueule. Les intellectuels et les artistes qui débattent en circuits fermés, dans les lieux que le pouvoir leur prête, ne nous intéressent pas non plus. L'élite qui accepte qu'on se moque d'elle afin de jouir du privilège d'apparaître tolérante et capable de rire d'elle-même donne beaucoup de place, et des gros billets, à ses bouffons de la culture. Il y a autant de poésie dans leur art que dans le regard vide d'un CRS en train de saccager un camp de Roms.

C'est un peu de lumière autour de ceux qui se battent tous les jours que nous essayons de réfléchir ici. Et pour que l'éclairage soit le plus clair et net : leur parole, directe. De Tunis à Calais, sur les routes où nous marchons, où nous les rencontrons, les gens parlent, les peuples bougent. Dans les quartiers populaires, les voix de la contestation ne se taisent pas. On fait en sorte qu'elles apparaissent le moins possible, comme les centaines de milliers de sans-papiers qui rentrent du boulot au petit matin avant que les salariés des glorieuses entreprises françaises aillent investir leurs locaux lavés par ces mains invisibles. L'économie du monde du spectacle déteste, bizarrement, les maux qui se voient trop. C'est qu'ils ne veulent pas nous regarder en face, ces propriétaires provisoires du monde, les fesses en équilibre sur les fondations branlantes des frontières de leurs États.

Nous voilà !

**POUR SOUTENIR,
S'ABONNER, DIFFUSER,
TROUVER L'AUTREMENT :**
www.lautrement93.over-blog.com
POUR NOUS CONTACTER :
lautrement93@gmail.com

— Rédaction : **Mahaut Acide, Yahia Aglaé, Daniel Andrade, Camila Areas, Bertrand Cantal, Luc Chauvin-Bertrand, Alais Chaut, Françoise Clément, Farhat Ghomrasni, Groupe enquête prison, Samuel Idir, Tisha Ivana, Naïssam Jalal, Najma Jamee, Mariama, Sanaa Meriem, Lagri Mita, Ar Moal, Élie Octave, Isadora Peres, Marguerite Rollinde, Skalpel, Asia Tamini**

— Graphisme : **Sébastien Marchal**
— Photos : **Rodrigo Avellaneda, Karim Azhich, Charlotte Durand, Ricardo Gonzalez, Tanya Habjouqa, Samuel Idir, Fatou Meité, Rabaa Skik, Wolf (Bon Pied Bon Œil)**

— Illustrations : **Rabaa Skik, Ivan, Ahmad Jalal, Mouc, Loup Praz**
— Couverture : **Rabaa Skik (+ Sébastien Marchal)**

— Complices : **9^e collectif, Ancrage, Antonin, Collectif contre l'enfermement, Collectif étudiant-e-s étranger-e-s Paris 8, CREA, CSP 93, Colette, Natacha F., Fédération Sud-PTT (big up à Olivier et Stéphanie), Hiyem, Salameh Kalleh, Sandrine L., Monique M., M.A.P., Ziad Medoukh, Saimir Mile, Mœurs Attaque, Haythem Msabhi, Neral, Osloob (Katibeh 5), Boualem Ouaras, Sabinia P., Première Ligne (Akye, Eone, Skalpel) / Bboykonsian, Mathieu Rigouste**

— Imprimé en 3000 ex.
par l'**Imprimerie de l'Avesnois**,
59440 Avesnes-sur-Helpe
— Publié par l'**association de l'Autre Journal**, Centre socioculturel
Clara Zetkin, 1 avenue Jean Jaurès
- 93430 Villetteuse.



Bon Pied Bon Œil,
collectif de
photographes.
www.bonpiedbonoeil.net

Au départ de Bon Pied Bon Œil, une petite dizaine de personnes réunies par des convictions communes et l'envie d'informer, de dénoncer, de partager. Photo, vidéo, V-Jing, articles. Quel que soit le support, ce qui est au centre du collectif et ce qu'il souhaite montrer, c'est l'injustice, la lutte, les différentes formes de résistance, les acteurs de celle-ci ou simplement l'humain, des gens qui vivent.

DOSSIER

DE LA NECESSITE DE L'AUTONOMIE

Beaucoup de choses sont dites à propos des personnes sans-papiers, souvent en lieu et place des principaux concernés. On évoque une population comme prise dans un étau, coincée entre les griffes d'un patronat avide de main-d'œuvre corvéable, les postures racistes et électoralistes des politiciens, et le bras armé de l'État, qui rafle et réprime à tout va. Sans parler de la délation, qui semble faire de plus en plus d'adeptes, comme ces employés d'un centre de soins dentaires à Alfortville (94) qui ont fait appel à la police le 4 juin dernier, soupçonnant un patient d'être en situation irrégulière. Ainsi dénonce-t-on, à juste titre, les conditions de vie des sans-papiers, qui par ailleurs ne sont pas en reste sur le terrain de la contestation. Organisés depuis le milieu des années 90 par le biais de nombreux collectifs, multipliant occupations et manifestations, les sans-papiers peinent pourtant à voir leur principale revendication satisfaite, à savoir la régularisation de tous et toutes, et par là même un réel changement politique en matière d'immigration.

Il est vrai que les multiples formes d'oppression subies par cette population ne facilitent pas le rapport de force.

Mais les freins à l'auto-organisation et l'unification de ces collectifs, préalables indispensables à une véritable remise en cause des politiques migratoires, se trouvent aussi à l'intérieur même du mouvement de lutte des sans-papiers. À commencer par les pratiques paternalistes et néocoloniales, souvent de mise dans les rangs de la gauche arrogante et bien-

pensante qui dit soutenir les luttes des sans-papiers. Il n'y a qu'à observer ces militants chevronnés prêchant la bonne parole et les grands principes de la lutte auprès des différents collectifs de sans-papiers. Il y a aussi ces syndicalistes autoritaires qui jouent du chantage à la régularisation, sous condition d'adhésion et de soumission à leur syndicat. D'autres encore, pseudo-humanistes et prosélytes de la méritocratie républicaine, n'ont de cesse de diviser les luttes des sans-papiers et de les dissocier de leur dimension politique, en privilégiant les demandes de régularisation au cas par cas. Même si beaucoup se parent de bonnes intentions, ce schéma du bon militant civilisé qui impose sa vision de la lutte au profane venant du Tiers-monde vient perpétuer un ordre colonial qui dessert évidemment le mouvement des sans-papiers. Bref, certains feraient mieux de se fondre dans la masse apathique des Français et Françaises impossibles et incapables de réagir face au traitement infligé aux sans-papiers.

Malgré ce manque de soutien et les innombrables tentatives de récupération, le mouvement des sans-papiers se perpétue, se renouvelle, avec des collectifs autonomes très actifs, bien décidés à rappeler au nouveau gouvernement qu'il ne pourra pas jouer indéfiniment la carte du pseudo changement.

Vous avez détesté Sarkozy ? Vous gerberez Hollande. Eux le savent déjà, confrontés quotidiennement à la répression de la police de Valls, qui n'a pas hésité, exemple parmi les exemples, à boucler le quartier de la Goutte d'Or à Paris pour rafler au faciès une centaine de personnes sans-papiers le 6 juin dernier. Ainsi, pour ce numéro de *L'Autrement* et ce dossier sur les luttes des sans-papiers et des migrants, nous avons fait le choix de laisser la parole aux premiers concernés. Ne pas parler « à la place de », c'est aussi revendiquer cette nécessité de l'autonomie, en l'illustrant par des expériences de vie et de lutte concrètes. Quelques récits valent souvent bien plus qu'une longue analyse discursive, si l'on veut prendre toute la mesure du combat quotidien pour les droits des personnes sans-papiers.





MIGRANTS À CALAIS SUITE À L'EXPULSION D'UN LOCAL DE L'ASSOCIATION SALAM / PHOTO : CHARLOTTE DURAND

DISCOURS DE BARACK OBAMA ONCE UPON A TIME IN CALAIS... IL ETAIT UNE FOIS A CALAIS...

« Vraiment ? Mon nom ? Mon identité, c'est ça ? Tu es du Mossad ? [rires] Barack Obama. Je suis Barack Obama. Pour plus d'informations, appelle mon cabinet. »

Vous passez quelques mois dans les artères schizophrènes de Calais et pensez vous être construit une vision acérée de la lutte quotidienne menée par celles et ceux qui jouent à saute-mouton avec les murs de la forteresse Europe et font des pieds de nez aux milices frontalières¹ : plus rien ne vous étonne puisqu'il faut s'attendre à tout. Et voilà qu'au coin de l'office du collectif No Border, vous tombez sur Barack Obama qui, après un pèlerinage soudanais, s'est converti au franc-parler et met des mots sur ses maux. Avez-vous déjà écouté un président qui ne ment pas ? Welcome in Calais !

Thé à la menthe avec « sugar sudanese » (moins de quatre, c'est un sacrilège) à la main, Maki, professeur d'anglais, Soudanais, ayant fait ses classes en Libye et transmettant son savoir tous les soirs à l'office de 20 à 22h pour ses compagnons de traversée, traduit les propos de Barack nouvellement arabophone, le rire aux lèvres et l'ironie à la langue. Afin de respecter la solennité de la fonction présidentielle, son impertinence ne sera pas retranscrite. Place à l'allocution.

Je suis enregistré ?
Il faut être prudent alors...
Tu sais, toutes ces années, j'ai aimé la France ! C'est une super puissance et elle a régné sur le monde ! C'est bon ça ? [rires]
Maintenant je veux partir pour l'Angleterre parce qu'il y a quelque chose que je veux accomplir là-bas, mais après la Belgique, Calais et le Royaume-Uni, l'Europe ce sera fini pour moi.
Après, c'est l'Amérique !

Quand la vie commence vraiment, personne ne le sait et moi, je dois commencer ma vie parce que j'ai

m'est arrivé en Belgique où on a pris mes empreintes et on m'a jeté en prison. J'y ai perdu mes illusions mais j'ai gagné en convictions. Depuis un an et demi, je vis dans la rue et qui sait quand est-ce que cela va s'arrêter ? Quand est-ce que je me réveillerai de ce cauchemar ? On nous pousse à devenir des hommes sans but, à nous sentir inutiles en nous faisant tourner en rond. Moi, je veux être un homme en mouvement, être actif dans la communauté. Pas manger ou vivre aux dépens d'autrui ou d'un pays : être un homme indépendant ! »

Un gars dans l'audience (peu coutumier de la bienséance diplomatique, convenons-en) lui conseille de se trouver une fille pour combler ses vides existentiels.

« Une femme peut m'aider mais elle ne peut pas me sauver. Elle finirait par ne plus supporter cette vie, et donc ne plus me supporter moi. [rires] La vie, ce n'est pas manger et dormir. La vie, c'est l'envie et l'engagement. Trouver des partenaires pour faire face, la partager avec la personne qu'on aime, sa petite-amie par exemple. C'est aussi ce qui n'est pas possible dans cette situation, et c'est une des choses les plus dangereuses. Tu peux avoir des amis avec qui partager tes histoires, mais ils ne pourront jamais remplacer un amour parce que lui seul est capable de te montrer la bonne voie. De te faire prendre conscience de ta force.

Un homme sans foyer, sans argent, peut résister s'il arrive à prendre conscience de sa force. S'il n'y parvient pas et se laisse envahir par une sensation de faiblesse, il dévie. C'est ce sentiment qui pousse les gens à vendre de la drogue ou à voler les autres. Ces comportements sont générés par le dépouillement et la volonté de vivre à tout prix ! Même à Calais... Mais j'ai du mal à me représenter Calais, et à m'y sentir vivant. Souvent, je m'abandonne et je me crois en Belgique ou en Angleterre. C'est quand je vois cet office que je réalise que je suis toujours ici.

[rires] Et c'est pour ça que je reviendrai, je n'ai pas dit mon dernier mot ! Aucun homme n'est jamais vraiment fini. »

propos recueillis par Mariama

Plus d'informations sur celles et ceux qui travaillent dans l'ombre du président : www.calaismigrantsolidarity.wordpress.com

NB : Parce qu'il n'y a pas de pouvoir sans argent, Barack Obama et son cabinet vous invitent aussi [et non vous incitent] à faire un tour dans la rubrique donation, sur le site internet ci-dessus, où vous pourrez lire un appel à contribution financière afin de soutenir notre projet

d'ouverture d'un nouveau centre social autogéré avec les communautés de migrants, après la fermeture de l'espace Zetkin par la mairie et ses sbires en uniforme.

NB Bis : Last but not least, vous êtes les bienvenu-e-s à Calais, toute présence construit la résistance !

1. FRONTEX : Agence européenne de gestion des frontières extérieures créée le 1^{er} mai 2005 et opérationnelle le 3 octobre 2005.

Plus d'informations sur cette milice d'utilité publique dont les mandats sont étrangement méconnus : www.frontexplode.eu/files/2010/01/Presentation_Frontex.pdf

2. Pour plus d'informations sur le réseau « No Border », voir encadré.

Présentation du réseau No border

Le réseau No border est un outil pour les groupes et organisations populaires qui travaillent sur la question des migrants et demandeurs d'asile afin de lutter à leurs côtés pour la liberté de circulation, la liberté pour tous de rester là où ils ont choisi, et contre la répression et les nombreux contrôles qui se multiplient aux frontières dans tous les pays. Ce réseau est différent des lobbys humanitaires et organisations non gouvernementales parce qu'il est basé sur le travail de collectifs autonomes et populaires et a bien l'intention de le rester. La coordination entre les différents groupes est réalisée à travers deux meetings annuels et une liste mail. Le réseau No border est né de la convergence de campagnes lancées dans différents pays européens lorsque des migrants sans papiers ont commencé à s'auto-organiser et à devenir visibles (occupations, spécifiquement d'églises, actions, manifestations), à prendre leur lutte entre leurs propres mains. Liberté de mouvement, des papiers pour tous, l'abolition des lois racistes, la fin des déportations, étaient les slogans principaux de ces sans-papiers. Le réseau No border a été créé en 1999. Le sommet européen de Tampere en octobre 1999 a été un pas en avant dans la construction de l'Europe corporatiste avec la mise en place de contrôles adaptés au degré d'exploitation. Plusieurs collectifs européens ont appelé à des manifestations contre ce sommet avec l'idée que « cela implique de fait plus de contrôles, plus d'arrestations, plus de déportations ». Des actions et des manifestations se sont tenues dans 8 pays. La première réunion des No border a eu lieu en décembre 1999 à Amsterdam. C'est là que la liste mail a été établie. Liste qui permet à de nombreux collectifs populaires, incluant ceux en dehors de l'Europe, de coordonner leurs actions, d'échanger des informations et d'échanger sur les migrations et les frontières. Au sein du réseau no border, nous avons pour objectif de lutter contre toutes les formes d'exploitation et de division en travaillant ensemble pour créer des nouvelles formes de collaboration et de résistance. Nous voulons créer une plateforme d'échange d'informations et d'expérience entre les groupes et individus engagés dans différentes luttes politiques avec des perspectives émancipatrices et anticapitalistes. Nous cherchons aussi à travailler avec les groupes de migrants autogérés. Nous désirons interconnecter des gens avec des pratiques politiques et des expériences locales différentes. www.noborder.org

[En anglais dans le texte original]

COORDINATION 93 DE LUTTE POUR LES SANS-PAPIERS

« LA FEE CLOCHETTE » DE LA CSP 93

Comme à chaque permanence, au local de la Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers (CSP 93), située au rez-de-chaussée de la bourse du travail de Saint-Denis, on s'agit comme dans une ruche. Bien qu'un peu exigu, le lieu garde toute sa convivialité et gratifie tout nouveau venu d'un accueil chaleureux et des sourires qui vont avec. Des militants et militantes (celles-ci sont bien plus nombreuses) s'activent, d'autres patientent en bavardant au coin des tables ou du côté des canapés, dans un joyeux brouhaha rythmé par les rires d'enfants. La photocopieuse et l'ordinateur fonctionnent à plein régime. Les papiers administratifs et les conseils circulent comme un ballet savamment orchestré. Méthodiquement, on constitue les dossiers de demande de régularisation et d'aide médicale. Sur les murs, on peut lire des inscriptions qui sonnent comme les leitmotsiv de la Coordination, à l'image de la formule « *Union, lutte, solidarité = régularisation.* »

C'est dans ce QG de la lutte autonome des sans-papiers du 93 que nous avons rendez-vous avec l'une des quatre femmes de la Coordination qui avaient répondu favorablement à notre proposition d'entretien. « *Une seconde, je finis avec lui et j'arrive* », lance-t-elle entre deux photocopies. Ce jour-là, elle aide un jeune, qui vient de prendre contact avec la CSP 93, à constituer son dossier de demande de régularisation. Légèrement gênée d'avoir tardé, la militante propose alors de se retirer, à la recherche d'un coin plus tranquille pour l'entretien. « *Vous allez dans ton bureau ?* », chambre un militant. « *Il me charrie, explique-t-elle, il sait très bien que je n'ai pas de bureau !* ». Direction les étages de la bourse du travail, où l'on trouve un coin de couloir qui fera l'affaire pour notre entretien avec celle que l'on nommera « la fée clochette » de la CSP 93.

Je préférerais que mon prénom n'apparaisse pas, vous pouvez m'appeler... la fée clochette tiens, ça rime avec mon vrai prénom ! Si j'en avais le pouvoir, avec ma baguette magique, je régulariserais tout le monde ! J'ai 41 ans et je milite avec la Coordination depuis 2006. La CSP 93 a été créée en 1996. Tout a commencé réellement avec l'occupation de la Basilique de Saint-Denis en 2000. L'objectif était de sortir de l'ombre et d'exiger des régularisations collectives. Pour la première fois, la Préfecture nous a pris au sérieux et des centaines de demandes de régularisation ont pu être déposées. Presque tout le monde a été régularisé. Depuis, la Coordination organise des permanences et des manifestations.

Nous tenons une permanence du lundi au vendredi, de 16h à 19h. Il y a toujours du monde. On reçoit les gens, on les aide à classer et rassembler leurs documents. Les jeudis, on va à la Sécurité Sociale de Bobigny pour les demandes d'AME (Aide médicale d'État, ndlr). C'est un vrai travail de constituer des dossiers ! Pour la régularisation, il faut toutes les preuves des années de présence en France, des papiers du pays, etc. Jusqu'à 2007, on faisait des dépôts collectifs de dossiers. Mais depuis, la Préfecture refuse le dépôt collectif. Chacun doit aller chercher son formulaire et déposer son dossier complet, avec le soutien de la Coordination. De 2011 à 2012, on a obtenu 41 régularisations. Mais dans la

Coordination, il y a quelques 610 sans-papiers qui attendent !

Pour ma part, je suis arrivée en France en 2003 avec un visa touristique. C'est la première fois que je laissais mon pays, Haïti. Je pensais que tout allait être facile pour moi, et qu'après les trois mois de visa, il suffirait d'aller à la Préfecture de Bobigny pour faire une demande. Ma première démarche a été rejetée. Puis je me suis adressée à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides, ndlr) pour une demande d'asile, rejetée également. Depuis 2005, je n'ai même plus de récépissé¹. J'ai déposé à nouveau un dossier en 2009. J'ai attendu 8 mois et on m'a rejeté. En 2010, j'ai constitué un autre dossier pour le tribunal. On m'a fait faire le tour du monde pour trouver tous les documents ! Je suis passée au tribunal de Versailles en juillet 2011, et en janvier 2012 on a encore refusé ma demande. J'ai fait un recours par courrier. Cela fait un an désormais, et toujours pas de réponse. Tous ces refus, c'est horrible. Chaque fois, je me dis qu'il faut recommencer la bataille, attendre les réponses...

Pendant ce temps, tu ne peux pas vivre normalement. En 2009, j'ai trouvé un travail et j'ai dû laisser la Coordination. Je travaillais comme auxiliaire de vie, auprès d'une personne âgée. Un travail d'esclave, je n'avais pas de dimanche, je devais tout le temps être présente. J'étais payée, comment dire... quand on n'a pas de papier, on n'a pas de droits.

La famille de cette dame âgée me payait comme elle le voulait. Sans contrat, je ne pouvais rien dire : 5 minutes de retard, on me tombait dessus. La dame est ensuite partie en maison de retraite et j'ai perdu mon travail. Aujourd'hui encore, ils ne m'ont toujours pas payé les derniers mois. Puis j'ai trouvé un autre travail dans deux entreprises de nettoyage. Je suis déclarée sous un autre nom. Tout se passe bien, mais il y a quelques jours, là où je travaille, il y a quelqu'un qui a volé. On m'a convoquée au commissariat. J'étais coincée : si je n'y allais pas, mon patron aurait imaginé que

j'étais complice. Mais en plus, au commissariat, on allait me demander mes papiers ! J'ai eu une peur terrible d'y aller. Là-bas, j'ai dû dire que je n'avais pas de papiers, que je travaillais avec le nom de quelqu'un. Finalement, ça s'est bien passé au commissariat, mais je ne voulais plus retourner au travail, de peur qu'on découvre que je travaille sur un autre nom. Jusqu'à présent, chaque matin, je vais travailler avec une angoisse terrible.

Je ne sais pas pourquoi on laisse les gens dans la galère des papiers. Parfois je me dis que c'est pour une histoire de cotisations pour la retraite. Pourtant, quand ils sont arrivés chez nous (plusieurs vagues de colonisation française ont ponctué l'histoire de l'archipel des Grandes Antilles, entraînant l'extermination des populations autochtones et l'instauration d'une économie coloniale basée sur l'esclavage, ndlr), ils se sont installés à l'aise. Pourquoi quand on vient ici, on ne nous accueille pas ? Ils ont du sang, et nous aussi, non ? Je n'arrive pas à comprendre. Quand j'étais enfant, on m'a appris que dans la vie, quand on a tout chez soi, on ne prie jamais Dieu pour les autres qui n'ont rien.

Eux, ils ont tout et en plus, ce qu'ils ont, ils l'ont pris à Haïti et au reste du monde ! Après le tremblement de terre de 2010, j'ai quand même eu un petit espoir. Je me suis imaginé qu'ils se diraient : « *cette nation on l'a pillée et maintenant avec le séisme, tout est détruit. On va donc régulariser les Haïtiens qui vivent en France, comme ça, ils pourront travailler et envoyer quelque chose à leur famille.* » Ils ont préféré donner de l'argent à des ONG, et on ne sait même pas ce qu'ils font avec. Là-bas, c'est toujours pareil, il y a encore des gens qui vivent sous des tentes. J'avais mis dans ma tête qu'en France c'était mieux que mon pays. Nous sommes très pauvres,

je voulais demander l'asile. J'ai laissé mes deux enfants là-bas. Ils ont aujourd'hui treize et douze ans. La deuxième, je n'ai même pas vu le jour où elle est allée à l'école pour la première fois. Je ne pense pas les faire venir, je préfère repartir là-bas. Ici, c'est comme si j'avais vécu des choses mal dans ma vie. Au pays, je ne connaissais pas

la police. Ici, on peut me mettre devant un commissaire pour me faire auditionner. Je suis obligée de me cacher pour tout, au travail, dans la rue. Quand tu vois que tu as laissé ta maison, que tu as tout abandonné,

quand tu viens ici, tu penses que c'est merveilleux...

Heureusement que j'ai découvert la Coordination. C'est une Française dont l'ami était sans-papiers qui m'a parlé en 2006 d'une organisation qui aide les gens qui n'ont pas de papiers. Ça a changé ma vie. La Coordination, c'est ma force, ma nourriture. Sans elle, je n'existerais pas, je serais abattue. Je lutte avec la Coordination pour mes deux enfants que j'ai laissés là-bas. Parfois, quand je suis découragée, les camarades m'encouragent pour rester positive. Dès que je retrouve la Coordination ça va mieux, mes dents sont dehors, je ris comme

si je n'avais aucun soucis ! Mes journées sont bien remplies : je travaille les matins, puis après, je vais aux permanences, tous les jours. Le fait de s'entraider, ça nous change la vie. Chacun d'entre nous a des problèmes, mais quand on met nos problèmes en commun, on arrive à oublier.

J'espère être bientôt régularisée. Prochainement, je vais tenter de faire une demande pour mes 10 années de présence en France. Le jour où j'ai mon titre de séjour, ça va frapper fort dans les tampons de la Coordination ! C'est sûr, j'organise une grande fête ! Puis j'irai voir mes filles à Haïti. Elles commencent à être grandes... La semaine dernière, ma fille m'a dit au téléphone « *J'ai grandi sans toi, j'ai tout fait, j'ai communiqué, je vais à l'école... Et toi, tu ne peux pas venir... Mais quand vas-tu venir ? À mes 18 ans ?* » Elle m'a dit aussi « *quand je vais à l'école, on me dit que tu vas venir me chercher, mais t'es jamais venue* ». Parce que quand je suis partie du pays, je lui ai dit quand elle est partie à l'école que ce n'était pas moi qui allais venir la chercher le soir, mais que je viendrais le lendemain. Elle a grandi avec ça dans la tête. Quant à la plus petite, elle m'a dit un jour : « *Je ne te connais plus... Comment vas-tu me reconnaître ?* ». Je ne peux pas m'arrêter de pleurer quand elles me disent des choses comme ça.»

Propos recueillis par Samuel Idir

1. Document qui atteste qu'un recours administratif est en cours et qui protège en théorie les personnes sans papiers d'une expulsion.

Les femmes dans la CSP 93

Les femmes ne représentent même pas un tiers des membres de la CSP 93 (150 environ sur plus de 500 membres) mais elles ont commencé à être plus visibles dans le cadre de la campagne de l'organisation Femmes Egalité. A partir de là, elles se sont rassemblées et sont sorties pour la première fois ensemble derrière une banderole « *Sortir de l'ombre pour vivre libres* » dans la manif du 8 mars 2009. Il y a eu ensuite une pièce de théâtre du même nom qu'elles ont joué 8 fois en public en 2010-2011. Par la suite, les actrices de cette pièce ayant été régularisées pour la plupart, la pièce s'est arrêtée. Mais depuis, les femmes sont plus présentes dans les AG de la CSP 93 et dans les manifs. L'année dernière, elles étaient 4 déléguées femmes pour 4 délégués hommes. Cette année sur 11 délégués, 4 sont des femmes (dont notre camarade surnommée « la fée clochette »). Un groupe de femmes est en train de se reconstituer progressivement, en partie autour d'un ciné club, avec l'association des Maghrébins de France à Saint-Denis et le groupe Femmes en lutte 93.

Autres inscriptions que l'on peut lire sur les murs du local de la CSP 93 : « *En prenant votre carte à la Coordination de lutte des sans-papiers, vous vous engagez à lutter pour vous et pour les autres dans un esprit de solidarité, c'est ainsi que nous obtenons des résultats, et non comme le font certains : d'abord l'examen de ma situation, le reste on verra plus tard.* » Ou encore : « *En ces temps difficiles, il est bon de rappeler le principe de base qui nous anime à savoir que votre présence est indispensable dans les manifestations. L'esprit de groupe doit l'emporter sur l'adversité. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Ne perdez jamais espoir, prenez courage auprès des anciens sans-papiers qui sont toujours à nos côtés. Notre cause est juste. Seule la lutte amène à des résultats.* »



PHOTO : CSP 93

9^e COLLECTIF DES SANS-PAPIERS COLLECTIF DES ETUDIANT-E-S ETRANGER-E-S DE PARIS 8

PAROLES AUTONOMES

À travers les paroles de militants du 9^e Collectif et du Collectif des étudiants étrangers de Paris 8, c'est l'histoire de la lutte des sans-papiers que nous essayons ici de reconstituer. Celui d'une lutte commune, où actions et principes se rejoignent. Ces deux Collectifs qui placent « l'autonomie » au centre de la réflexion se retrouvent désormais régulièrement en manifestation ou en action. C'est aussi l'histoire et le parcours singuliers de militants immigrés en France, engagés pour la régularisation de tous les sans-papiers.

Le 9^e collectif

Le 9^e collectif est le plus ancien collectif de sans-papiers de France. Il a été créé en 1999 dans la continuité des luttes pour la régularisation de toutes et tous dont l'occupation de l'église Saint-Bernard, en 1996, fut l'un des points d'orgue. Le gouvernement PS de Jospin venait de succéder à la droite, et prouvait sa lâcheté politique en régularisant arbitrairement moins de la moitié des dossiers des divers collectifs de sans-papiers de l'époque - il y en a eu 8. Il y a déjà 14 ans, le PS montrait que, pour lui, les sans-papiers ne sont qu'une matière monnayable politiquement.

«En nous mobilisant au sein du 9^e Collectif, nous voulions dire que nous refusions de continuer à vivre cachés, clandestins, humiliés, et que nous étions des hommes, des femmes déterminés à nous battre pour acquérir notre liberté et dignité, et ce malgré la mise en place d'un arsenal répressif par les différents gouvernements (de droite ou de gauche).»¹

Béja : «La gauche, en arrivant au pouvoir [ndlr : après les législatives de 1997], voulait faire croire à l'opinion publique qu'elle allait désormais régler le problème qui s'était posé sous la droite. En fait, elle a mise en place une circulaire qui s'est basée sur l'arbitraire. Il y a eu plus de 100 000 dossiers déposés, la gauche en a régularisé moins de 50% pour faire plaisir à son électorat, et a débouté le reste pour faire plaisir à la droite. En 1999, il y a eu un afflux des déboutés de la circulaire Chevènement. Des collectifs existaient, mais avec des listes fermées. On a pensé organiser les sans-papiers qui n'appartenaient à aucun collectif au sein d'un 9^e Collectif. C'est comme ça qu'on a lancé un appel pour tous les déboutés de la circulaire, sachant aussi qu'il y avait ceux qui n'avaient pas voulu déposer leur dossier dans le cadre de la circulaire. Ils n'avaient pas confiance, et ils avaient raison, avec les 50% de déboutés. C'est ainsi que le Collectif est né, sous l'impulsion de quelques sans-papiers déterminés. Depuis sa création, on s'est placés dans deux perspectives : à court terme, la régularisation de toutes les personnes qui viennent déposer leur dossier avec le Collectif;

à long terme, la régularisation de tous les sans-papiers. Nous essayons de travailler sur plusieurs enjeux, sur la question des immigrés, mais aussi sur la question de l'accès à la santé, la question des femmes, la question de la rétention, puisque les sans-papiers sont confrontés à cette problématique. Nous avons fait des manifestations devant les centres de rétention, des visites groupées. Nous travaillons aussi sur la question du travail, de l'exploitation, nous essayons de tisser des liens avec d'autres milieux comme les chômeurs, les précaires, les étudiants, parce qu'il y a aussi des étudiants sans-papiers.»

Le Collectif des étudiant-e-s étranger-e-s de Paris 8

Le CEEP8 est né dans le milieu de l'année 2012. Il a été créé par quelques étudiants qui avaient constaté le nombre croissant d'étudiants sans-papiers dans la fac de Paris 8 Saint-Denis. Cette université est la dernière fac d'Ile-de-France à accepter l'inscription des étudiants sans titre de séjour. Depuis plusieurs années, de nombreux sans-papiers se sont donc concentrés à Paris 8. En quelques mois, c'est plus de 200 dossiers que le Collectif est parvenu à rassembler. Le PS et l'UNEF (l'Union nationale des étudiants de France, syndicat étudiant contrôlé par le PS), qui depuis des années prétendent, à grand renfort de médias, régler la question des étudiants sans-papiers, poursuivent en réalité à leur égard une politique irresponsable de ségrégation raciale et d'exclusion. La lutte de ce Collectif est la conséquence de cette politique de tri humain, de clientélisme où les dossiers des sans-papiers sont gérés au cas par cas. Depuis un an, le nouveau pouvoir dit «de gauche» a montré la plus parfaite cohérence avec la politique de l'UMP et, au sein de l'université, les petits fonctionnaires du PS l'appliquent à la lettre. Danielle Tartakovsky (ancienne du PC) et son caniche de cabinet, Benjamin Vétélé (ancien membre du Bureau national de l'UNEF, et élu PS), refusent les revendications du Collectif, refusent la présence des délégués du Collectif pour défendre les dossiers lors des rendez-vous avec la Préfecture, refusent d'attribuer des salles

pour les réunions de l'Union nationale des sans-papiers dont le Collectif fait partie...

Ces braves politicards laissent la police rentrer dans la fac sans rien dire lorsque le Collectif déploie une banderole devant les archives nationales, situées en face de Paris 8, lors d'une visite de François Hollande, le 11 février 2013². De la part des carriéristes de la pseudo-gauche institutionnelle, que faut-il attendre ? Vingt membres du Collectif séquestrés 3 heures dans le Crous de l'université pour une banderole, sans la moindre protestation officielle. Disons-le clairement : les autorités de la fac n'ont que du mépris pour ceux qui veulent s'organiser de façon autonome.

Boualem : «On a été reçus par la Présidence par l'intermédiaire de son chef de cabinet qui essayait de nous dire : «la régularisation, ce sera du cas par cas». Nous avons été fermes sur cette question, nous avons refusé leurs critères de sélection. Le seul enjeu pour nous, c'est qu'il y a des étudiants sans papiers, il faut les régulariser. On ne peut pas demander à un étudiant qui vient d'arriver d'attendre trois ou quatre ans de galère pour avoir éventuellement ses papiers. [...] Comme il n'y a pas d'enjeu politique, notre discours tient, il est clair, c'est un discours de lutte sans promesses ni illusions comme l'UNEF et compagnie. S'ils avaient vraiment voulu faire quelque chose sur cette question, ils l'auraient déjà fait, mais ce sont des gens qui fonctionnent avec des circulaires et des directives d'un bureau national, du PS ou de l'UNEF, puisqu'ils sont liés organiquement. Notre démarche a décomplexé les étudiants sans-

papiers, il y a toute une confiance qui s'est établie entre nous, il y a de la joie dans la lutte, dans ce Collectif. C'est une construction qu'il faut faire, la joie dans la lutte. Il y a de la joie, du partage, de la solidarité, du soutien mutuel. Je pense qu'on est sur la bonne ligne.»

Itinéraires, immigrés

Béja, militante au sein du mouvement des sans-papiers et du 9^e Collectif. Je suis devenue sans-papiers en 1996, en voulant changer de statut, d'étudiante à salariée. J'ai fait ma licence de maths-physique à Paris 7, et après je suis passé au CNAM. En 96, c'était difficile, les lois se sont durcies, et j'avais des obstacles pour régulariser ma situation, c'est comme ça que je suis devenue sans-papiers.

Sanaa, je suis Algérienne, étudiante en master 2 Relations euro-méditerranéennes, et je fais partie du Collectif des étudiants étrangers. La préfecture m'a donné un récépissé, sauf que pour me donner mon titre, ils ont refusé une fois mon dossier parce qu'il manquait des pièces. Ils ne comprenaient pas vraiment mon parcours. Il a fallu que je leur explique pourquoi j'avais fait un master LLCE sans valider l'année parce que je n'avais pas rendu mon mémoire, et que je m'inscrivais par dérogation car c'était ma troisième année de master 2.

Fathi, je suis de nationalité tunisienne. Je suis en France depuis 1996. J'ai eu dernièrement mes papiers, en 2004, un récépissé, et je continue de faire partie du 9^e Collectif des sans-papiers. Avant je travaillais au noir, à droite à gauche. Aujourd'hui j'enchaîne les CDD.

Boualem, je suis étudiant à l'université Paris 8. Je suis en France depuis deux ans. J'étais inscrit l'an dernier en L3 d'Anthropologie, et j'ai validé ma licence avant d'arriver en master 1 de Science Politique. Je fais partie du Collectif des étudiants étrangers. La fac de Paris 8 m'a accepté, mais l'ambassade a carrément refusé de me délivrer mon visa. J'ai eu mon admission pédagogique, j'ai eu ma validation des acquis, j'ai fait un entretien avec Campus

France, mais l'ambassade a refusé de me délivrer mon visa. La réponse qu'on m'avait donnée c'était qu'il y avait un blocage par rapport à l'âge. Tous ceux, durant cette année, qui avaient plus de 28 ans, on leur a refusé le visa.

Wahiba, je suis sans-papiers, je suis d'origine algérienne. Je suis avec le 9^e Collectif, ça fait 8 ans. Je travaille, je donne des cours d'arabe, j'aide les enfants à apprendre la langue arabe. En 2006, malgré le fait que j'étais présente sur le territoire depuis 10 ans, je ne rentrais pas dans les critères. Heureusement que j'étais avec le 9^e Collectif. Malgré les refus, il y a toujours un rapport de force collectif, on ne baisse pas les bras. J'ai reposé un dossier de régularisation cette année, le 13 février, mais on ne m'a rien donné à la Préfecture par rapport à ça.

Les permanences

Boualem : On a commencé par des simples permanences au mois d'avril 2012, et puis on a fait une formation à propos des démarches administratives. J'ai rejoint le Collectif au mois de mai, et nous faisions les permanences pour les problèmes d'inscription, de titres de séjour. À la rentrée 2012, je venais quotidiennement à la fac pour les permanences. Et c'est là que nous avons remarqué qu'il y avait un nombre très important d'étudiants sans-papiers, entre ceux qui venaient d'arriver cette année, ceux qui étaient là depuis deux, trois, quatre, cinq, jusqu'à dix années, sans papiers.

Wahiba : Chaque semaine, on traite les dossiers, et puis on reçoit les sans-papiers pour les orienter. Voilà, grosso modo, on les aide. On reçoit jusqu'à quarante personnes par semaine. Il y a des gens qui viennent pour des problèmes d'hébergement, pour l'aide médicale, et puis pour s'inscrire avec le 9^e Collectif, pour la lutte. Ils sont découragés un petit peu parce qu'il y a des gens qui, comme les Algériens ou les Tunisiens, ont droit à la régularisation après une présence de dix ans en France. D'autres, comme les Marocains, n'y ont pas le droit. Il y a le problème de ceux qui doivent avoir des enfants scolarisés en France depuis trois ans pour être régularisés. Certains ont des enfants, mais ils ne sont pas scolarisés. Il y a toujours des

MANIFESTATION DU COLLECTIF DES ÉTUDIANT-E-S ETRANGER-E-S DE PARIS 8 - 18 MAI 2013, SAINT-DENIS / PHOTO : RICARDO GONZALEZ



contradictions. La nouvelle circulaire Valls demande des fiches de paye. Certains ont des fiches de paye, mais n'ont pas de Cerfa, ils ont peur. Il y a beaucoup de contradictions, avoir un contrat de travail n'est pas évident, surtout ces derniers temps.

Béja : Au 9^e Collectif, les sans-papiers tiennent les permanences chaque samedi de 10h à 14h. Il faut qu'ils comprennent l'arsenal juridique auquel ils sont soumis. On travaille sur un axe politique et un axe juridique. L'axe politique s'inscrit dans un cadre d'occupation, d'interpellation des politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Les actions

Béja : Nous avons été auditionnés par le Sénat en 2006, après l'avoir occupé. Il y avait une journée portes ouvertes « Les Français à l'étranger, une chance pour la France », que nous avons intitulée « Les étrangers en France, une chance pour la France ». Nous avons pu rédiger une note au Sénat pour le projet de loi sur l'immigration qui était préparé en 2006. Nous avons été auditionnés en tant que collectif devant la commission chargée de l'immigration, je trouve que c'est symbolique. Des sans-papiers qui participent à une commission d'audition pour un projet de loi qui les concerne, c'est très important, ça ne concerne pas que les juristes, les avocats.

Fathi : En 2005 par exemple, on a fait une action dans le 92, on fait une occupation de deux mois. On est restés deux mois devant les fenêtres de Sarkozy. A l'époque, il était ministre de l'Intérieur et conseiller général de Nanterre. On a arraché beaucoup de régularisations. Avec le rapport de force, on obtient beaucoup de choses.

Béja : Il y a le domicile personnel de Valls, à côté de la rue de la Roquette et depuis qu'il est ministre de l'Intérieur, il a viré tous les Brooms et les SDF qui étaient dans son quartier. On est là pour manifester dans ce quartier, car le 9^e Collectif est situé aussi dans le 11^e, pour dénoncer sa politique.³

La bureaucratie et le pouvoir

Fathi : Face à ce gouvernement, la vérité, c'est le rapport de force. Ils sont pires que Sarkozy, surtout Valls, il est plus ferme que l'UMP. Le jour où les socialistes ont

gagné, on eu un petit espoir, mais ce n'était que du blabla. Les socialistes sont pires parce qu'ils ne disent pas non, ils jouent sur les mots, ils jouent sur les sentiments des gens, sur l'humanité. Peut-être que la différence avec l'UMP, c'est qu'ils disent non, et quand ils disent non, c'est non. Par contre, les socialistes, jamais ils ne te disent non, ils jouent sur les mots, sur les sentiments des gens. Ils te font des promesses, mais en fait ils ne donnent rien.

Boualem : La manière avec laquelle la Présidence de l'université tente de copier et d'institutionnaliser notre démarche souligne clairement une récupération politique. Au lieu d'être partie prenante avec nous dans les négociations avec la Préfecture, en soutenant le travail du Collectif, elle a institutionnalisé sa propre commission parallèle, pour recueillir les dossiers officiellement, en nommant un ancien de l'UNEF-UEAF qui dirige actuellement la maison de l'étudiant de Paris 8. Nous avons toutefois toujours été fermes sur la question du dépôt collectif, c'est-à-dire que lorsqu'on dépose les dossiers à la Préfecture, tous les dossiers sont remis en même temps. On a demandé un accusé de réception avec la date, les noms.

La coordination, l'unité

Boualem : La lutte va maintenant se placer sur le terrain. Nous participons notamment à des rassemblements avec la CSP 93, le 9^e collectif. Un sans-papiers, c'est un sans-papiers qu'il soit travailleur, chômeur, homme, femme ou enfant je pense que c'est une lutte qu'il faut coordonner pleinement. Il faut être en contact avec les autres et c'est comme ça que nous pourrons créer un rapport de force.

Béja : Le jour de la suspension de la grève de la faim à Lille, on a fait un communiqué sur notre rencontre avec les gens de Lille sur le principe de créer un mouvement autonome, et de créer une coordination. Pour contrer cette politique qui se durcit contre les immigrés, il faut un mouvement uni, cohérent et crédible.

Sanaa : C'est la même lutte qui nous relie. Il faut que les étudiants étrangers sortent du cadre universitaire et qu'ils arrivent à voir que la cause des sans-papiers est au-delà. A la Préfecture, on s'en fout de la personne, c'est tellement une question

administrative que le fait qu'on soit étudiant ou travailleur ça importe peu. Le lien, je le vois là, dans des actions communes. Comment, nous, on peut soutenir ces collectifs-là, en étant en nombre, en aidant pour qu'il y ait le nombre ? Comment eux aussi peuvent faire ça pour nous ? C'est une question de solidarité, et plus on est nombreux, plus on pourra se retourner contre ce système.

L'autonomie

Béja : C'est un collectif autonome, les revendications sont portées par les concernés eux-mêmes. Il y a d'autres citoyens français ou immigrés, des syndicalistes par exemple, qui soutiennent le Collectif. Mais, depuis sa création, le Collectif s'est mis dans un cadre d'autonomie de sa structure. Lorsqu'on fait des assemblées générales, avec la participation des sans-papiers et des soutiens, toutes les perspectives sont discutées et les décisions sont prises dans ce cadre. Par contre, lorsqu'il y a des occupations et des actions, ce sont seulement les sans-papiers qui votent parce que c'est eux qui courrent le risque d'être arrêtés, mis en rétention, contrairement aux autres qui ont des papiers. Dernièrement, lors de l'occupation de la nonciature du Vatican pour soutenir les grévistes de la faim de Lille, c'est les sans-papiers qui ont décidé de ne pas quitter les lieux même si on avait la menace d'être arrêtés, et d'ailleurs, on a été arrêtés après l'expulsion.

Sanaa : Les autres formes ne marchent pas. Les autres formes ne marchent tellement pas qu'on en vient à haïr l'action qu'on fait. Je pense que l'autonomie, c'est ce qu'il faut, même dans la vie de tous les jours. C'est une question de respect mutuel, de respect de l'action de l'autre, d'entraide. Ce sont des valeurs qui n'existent pas si on les hiérarchise, parce que ça devient une obligation, ça devient un devoir, on a plus le même sentiment par rapport à ces valeurs. Il faut juste être assez nombreux pour propager ces idées d'organisation, dans ce monde c'est nous qui commençons.

Propos recueillis par Elie Octave

1. Présentation du 9^e collectif : www.9emelectif.net/faq

2. Communiqué sur : www.solidaires.saintdenis.over-blog.org

3. Au moment où ce journal est imprimé, au mois de juillet 2013, les manifestations du 9^e continuent tous les samedis à 14h place de la Bastille, rue de la Roquette.

DE LA NECESSITE DE L'AUTONOMIE

EXPERIMENTATION POLITIQUE AU SEIN DU COLLECTIF JEUNES MAJEURS DE LYON

mieux les combattre.

Parmi eux figure le Collectif Jeunes Majeurs RESF de Lyon (CJM). L'« expérimentation politique » que nous présentons ici est l'expérience d'un espace de politisation démontrant l'impassé de mouvements incapables de penser la question de la différence tout autant que la capacité d'une lutte unitaire, pouvant favoriser l'autonomie et la contestation de l'ordre raciste des choses dans le temps précaire des luttes.³ Cette expérience est propre au parcours de l'auteur et à son engagement au sein du CJM RESF de Lyon de 2007 à aujourd'hui en tant que soutien blanc et avec papiers. Elle engage donc son cheminement politique aux côtés des jeunes sans-papiers et des soutiens plus âgés ayant fait vivre ce groupe. Elle repose également sur toutes les productions écrites que nous avons publiées au cours de ces années (notamment le *Journal d'une jeunesse oubliée*, dont nous avons édité 10 numéros

Le CJM de Lyon est né à la toute fin de l'année 2006, lors de réunions dans les foyers du quartier des États-Unis autour d'éducateur·e·s et de personnel·e·s de l'éducation nationale réuni·e·s notamment dans le RESF. Les réunions propres au collectif se sont mises en place au cours de l'année 2007, autour des foyers, puis dans un local syndical. Dès le départ, le CJM suit la démarche interne au RESF national, luttant contre les expulsions touchant les jeunes scolarisé·e·s et leur famille. De fait, les soutiens présents étaient en majorité enseignant·e·s, ou éducateur·trice·s. Les premiers jeunes majeurs ont participé à la structuration du collectif, autour des dossiers de régularisation, des premières mobilisations de soutien mais aussi des rassemblements plus festifs visant à tisser des liens plus forts entre les jeunes et à faire « sortir de l'ombre » leur quotidien. Au fil des années le collectif a vu des jeunes régularisé·e·s quitter le groupe, beaucoup d'autres rester, même après leur régularisation (temporaire ou plus pérenne) pour participer aux réunions et aux actions. Du côté des soutiens-avec-papiers, beaucoup sont là depuis le début. Des ateliers d'écriture et de théâtre sont mis en place dès 2008 en collaboration avec des MJC, puis les premiers



Cette présentation grossit la réalité. Ces divisions ne sont pas étanches car dans ses interstices existent nombre de collectifs expérimentant dans les faits une véritable lutte commune basée sur l'autonomie, la régularisation globale et la solidarité avec des soutiens (notamment le Réseau Universitaire Sans Frontières, la FASTI, le GISTI et les collectifs d'étudiants étrangers autonomes comme le collectif de Paris 8, Lyon ou Montpellier.) mais il est parfois nécessaire de grossir les traits des réalités qui dérangent pour

numéros du *Journal d'une jeunesse oubliée* ont été publiés.

Après six ans d'expérience, le CJM peut être présenté comme un de ces objets politiques hybrides au sein du mouvement des sans-papiers, à la croisée des tendances générales présentées plus haut. Toujours lié au RESF, il reste enfermé dans la culture dominante dont nous avons parlé, perpétuant les efforts fragmentés afin de se battre pour des régularisations. Chaque cas est présenté en début de réunion par le jeune lui ou elle-même. Le principe est donc la réaction au cas par cas, selon le schème mis en place par le RESF au niveau national. La réaction est accompagnée d'une médiatisation des cas afin de créer un rapport de force en faveur de la régularisation à tous les échelons.⁴ Les premiers journaux du collectif insistent ainsi très fortement sur les victoires des régularisations individuelles. Le journal apparaît comme un acte réactif, une indignation alternant entre prise de position active des soutiens (notamment dans les éditos) et parole un peu plus située, de type témoignage, des sans-papiers eux-même. Pourtant, au fil des articles, et de façon hésitante, un peu épargnée, apparaît ce qui constitue la trame hybride de ce collectif : le besoin d'affirmer une revendication plus globale. La «régularisation» est alors appelée en ces termes : «continuons d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers»; ou plus loin au milieu d'un texte présenté dans un bandeau de conclusion que l'on retrouvera jusqu'au numéro 5 : «Seule la mobilisation de nous tous empêchera les expulsions. Ensemble seulement, nous pouvons obliger la Préfecture à régulariser l'ensemble des sans-papiers».

À partir du numéro 5 apparaît le mot d'ordre : «Régularisation de tous les sans-papiers. Abrogation des lois racistes et de Ceseda-s. Pour la liberté de circulation». Cette affirmation fait suite à de nombreux débats qui ont eu lieu pendant les réunions, afin de construire une ligne politique. Faut-il prendre position sur le mot d'ordre global ou rester dans une logique de réaction au cas par cas? C'est finalement le mot d'ordre global qui l'emporte – non sans créer des tensions avec le RESF local – et que l'on retrouvera sur les banderoles et les tracts du collectif. Cette prise de position n'est pas anodine. Elle est concomitante de la Marche Paris-Nice qui a fait escale à Lyon en 2010 et qui sera suivie par plusieurs jeunes du collectif. Cet événement porté par les sans-papiers autonomes de la CSP 75 porte en effet la revendication globale et l'autonomie des sans-papiers. Lors d'un débat organisé sur le lieu d'accueil de la marche, à La Friche de Lyon, une jeune du collectif prend alors le micro pour la première fois afin de partager ses sentiments lors d'une question portant sur la France «Je voulais dire que je suis pas venue parce que j'aimais la France. Comme si c'était le paradis! Si je suis là c'est parce que je suis obligée, je regrette pas mais on ne peut pas dire qu'on aime la France en général alors qu'ils ont un système de merde pour les sans-papiers. On aime pas ce gouvernement. On aime des Français, des potes, des familles,



CSP 75 - AVRIL 2010 / PHOTO : SAMUEL IDIR

des gens qu'on a rencontrés mais on peut pas dire en général qu'on aime ce bled.⁵ Reprise dans le journal n°6, cette déclaration a choqué et nous nous la sommes vu reprocher. Jouant le rôle de catalyseurs au sein de l'espace de libre parole du journal, la marche des sans-papiers ajoutée au contexte poussant au paroxysme la chasse aux étrangers sans-papiers, l'islamophobie et le racisme dans les discours médiatiques et étatiques, créent des micro-événements qui libèrent les voix et les besoins d'autonomie des jeunes. Les articles se font alors plus politiques. Le numéro 6 propose un témoignage d'un jeune du collectif pris au centre de la vaste opération policière pendant le mouvement des retraites d'octobre 2010 à Lyon, mettant aussi à nu la nécessaire approche des sans-

papiers au-delà de leur seul statut légal : ils-elles s'affirment comme «jeunes vivant ici» et prenant part à la vie publique comme lors de la garde à vue à ciel ouvert de Bellecour.⁶ Cet épisode permet de pointer les pratiques racistes à l'œuvre dans l'opération policière (faisant le lien avec l'expérience propre des contrôles au faciès). Dans le dernier numéro du journal sorti en avril 2013, les témoignages personnels et intimes font échos aux événements politiques. On dévoile dans une page entière ce que signifie crier «le peuple veut» en Tunisie. Un jeune originaire d'Algérie raconte avec ses mots l'importance de l'école, et les pressions économiques et familiales qui viennent toujours remettre en question l'horizon des études et de l'immigration.

Il y a une violence symbolique, et une discrimination de fait, à être sans-papiers dans un collectif de soutien, coincé entre les lois de l'État, et ce monde de soutiens, qui même dans son plus grand humanisme, propose une aide sur la base même de la division hiérarchique qu'il incarne. Nous aidons les sans-papiers grâce aux priviléges conférés par notre statut de blanc-he-s muni-e-s de papiers d'identité : priviléges symboliques mais aussi matériels, ne serait-ce que dans notre disposition du temps et de l'espace. C'est une logique de ce système. Cette reproduction est d'autant plus marquée dans le cadre d'un soutien à des jeunes en situation scolaire. En effet, dans l'espoir d'avoir des papiers dans

ce cadre [et donc de profiter du maximum d'attention de la part des soutiens], il faut prouver, en plus d'être un sans-papier «correct», «pas clandestin», de sa bonne intégration dans le système scolaire, de son assiduité et de bons résultats. Pris dans l'étau de l'État, nous sommes confronté-e-s sans arrêt à ce besoin de remplir les bonnes cases de l'intégration afin de gagner des dossiers : c'est la logique du cas par cas. Cette logique n'est qu'une reproduction violente de la discrimination des sans-papiers. Elle est peut-être pire que cela, lorsqu'elle est le prélude à des discours directs envers les jeunes afin de leur conseiller tel ou tel choix de vie ou d'étude en leur proposant de «rentrer au pays», de «prendre un avion» ou de choisir telle filière scolaire.

Cette impossibilité pour les sans-papiers à pouvoir se placer en référent fait des dégâts. Elle détruisent des vies, des estimes de soi. Le point de vue doit être décentré car l'oppression est vécue par les sans-papiers.

des habitudes sociales et mentales quant à la question raciale en France, et à sa participation à l'ordre du monde capitaliste. L'affirmation de la revendication globale n'est pas un caprice esthétique ou démagogique. L'expérimentation politique du CJM montre qu'elle est un impératif pour ne pas amputer la lutte pour la régularisation de ses multiples dimensions. C'est suite aux débats intenses sur les mots d'ordre du collectif, que le journal est devenu plus régulier, alternant témoignages et réflexions plus générales et plus politiques. C'est également suite à ces débats, que les jeunes ont été les premiers à impulser les prises de paroles publiques sur leur quotidien dans les lycées, à confectionner des banderoles autonomes, à prendre la parole de manière plus assurée lors des réunions, à se réunir à part, entre eux dans des lieux neutres (hors des locaux syndicaux qui portent un certain univers de lutte, de manières d'être etc.). C'est également suite à l'adoption du mot d'ordre global que le dépôt de dossiers groupés en préfecture s'est imposé.

La question des sans-papiers n'est pas flottante dans un univers a-historique, mais s'enracine bel et bien dans la France contemporaine, autrement dit dans des espaces saturés

de racisme et de dominations. Les voix autonomes qui s'imposent sont la seule solution à l'impasse politique des mouvements de sans-papiers qui mobilisent tout en immobilisant. Il y aura toujours des professeurs qui découvriront qu'un jeune d'une classe cachait son statut jusqu'au jour de son expulsion. Le rapport de force ne se gagnera jamais dans un champ politique coupé en deux, entre ceux et celles qui ont le pouvoir sur les un-e-s et ceux et celles qui n'en ont pas, entre ceux et celles qui sont légitimes à s'insurger et d'autres un peu moins. Nous pouvons en tant que soutiens blanc-he-s français-es nous placer en «référent de ce monde», en interlocuteur-ice légitime face à l'avocat, en rebelle acquis à la cause face au tribunal ou devant le centre de rétention, en militant-e infatigable etc. Ces postures ne résoudront jamais la question de l'exploitation des sans-papiers et de la discrimination. Car les effets des conditions matérielles et symboliques liées au fait de ne pas avoir de papiers sont aussi une conséquence de la perpétuation de ce référent du monde unique.

Le nôtre. Celui qui est au fondement de l'école républicaine comme de nos façons de militier. Cette impossibilité pour les sans-papiers à pouvoir se placer en référent fait des dégâts. Elle détruisent des vies, des estimes de soi. Le point de vue doit être décentré car l'oppression est vécue par les sans-papiers. La condition de la lutte est dans l'autonomie de leur voix, qui de fait, provoquera des clashs, des tensions et des blocages avec le référent un peu plus légitime qu'eux, celui des soutiens.

Les conditions de cette confrontation ne sont pas jouées d'avance. Cette dernière est plus redoutée dans les mouvements de soutien que par les sans-papiers eux-mêmes. Car à un moment donné, la coupe est pleine! L'expérience du CJM montre qu'il est nécessaire de produire alors des espaces autonomes et des espaces plus communs ou la confrontation doit se faire, pour éviter la rupture totale. Le fait que des jeunes quittent le collectif, régularisés ou pas, est souvent apparu comme un affront, comme un désaveu fait aux soutiens.

Les accusations de «baisser les bras», ou de ne pas «se battre assez», sont généralement faites dans une sorte de mise en scène théâtrale d'une exaspération fatiguée face à ces Autres qui ne comprennent pas les priorités. Comment ne pas comprendre ces désaffections comme un signe de lutte extrême : celui de quitter un monde qui ne comprend pas la parole et le vécu des sans-papiers, celui de devoir se battre contre des dominations venues des soi-disants alliés en plus de voir sa vie minée par les différentes étapes de la lutte pour la régularisation? Comment ne pas comprendre que vouloir appliquer un schème de lutte à une situation que l'on ne connaîtra jamais porte une violence symbolique extrême?

L'espace de politisation porté par le CJM illustre des moments où la hiérarchie se décompose, où la parole des sans-papiers s'affirme un peu plus fort. L'exemple de l'évolution du journal est à ce titre révélateur. A force d'efforts, c'est la parole des jeunes qui est vraiment devenue centrale : «en fait, on est confronté à des situations, on n'a pas le choix

de choisir»; «parce que y'a toujours l'idée il faut les papiers, il faut les papiers... y'a jamais ce que je veux faire». La critique dévoile dans le même temps la réalité et ses répercussions tragiques vécue par les jeunes.

Être dans une dynamique de combat véritable contre les exploitations et les discriminations signifie une démythification à la fois de notre statut unique et privilégié de référent du monde (tant dans la lutte que dans les aspirations à être) mais aussi des cadres proposés par l'État afin de garantir la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes. L'expérience du CJM tiraillera entre la lutte unitaire, les contingences des situations, les besoins d'autonomie, et les discours de soutiens qui dictent des façons d'être et de faire, nous montre bien que la seule solution est de combiner la lutte antiraciste à la lutte pour la régularisation.

À nous de prendre conscience des incarnations et des expressions du racisme structurel dans nos propres habitus afin de construire une culture des luttes communes, alerte, capable d'autorégulation des volontés hégémoniques qui sont historiquement construites et profondément inégalitaires. À nous de savoir entendre un jeune d'à peine vingt ans, capable de prendre le stylo dans une langue qui n'est pas la sienne pour exprimer ce que veut dire sa lutte :

—X: vit en France parce que c'est son choix.

—la France : veut l'expulser.

—X: hésite, mène sa guerre.

—la France : elle lui donne aucun droit sur le territoire.

—X: a eu son BAC de français (comment ben je sais pas c'est peut être un humain).

—La France : le nargue.

—X: veut niquer la France.

ou je sais pas... aller voir les extraterrestres leur dire que la Terre est pas nette.»⁶

Luc Chauvin-Bertrand

1. Par «blanc-he» et «racialisé-e-s», je fais référence au concept de «race sociale». Cela n'a rien avoir avec des différences et des classements biologiques ou de «couleur de peau» mais fait référence aux stigmatisations et discriminations sociales, déterminées par les rapports sociaux de la société et par l'ordre raciste (et sexiste) qui classifient les individu-e-s et les font rentrer dans des rapports de domination, d'oppression.

2. Voir les articles du numéro 7 du «Journal de la Bourse du Travail occupée par des travailleurs sans-papiers isolés», édition spéciale du Quotidien des sans-papiers, vendredi 10 octobre 2008

3. Il faudra en effet contextualiser ces luttes dans une actualité plus générale qui voient des résistances particulières et mettent en jeu la question raciale et la critique postcoloniale en France, notamment celles menées par les Indigènes de la République, ou par exemple par les différents collectifs luttant contre les crimes policiers et sécuritaires

4. Il ne s'agit pas ici de discuter l'efficacité de ces campagnes, et leur conclusion très heureuse parfois, mais bel et bien de pointer les angles morts de cette stratégie politique qui ne pourra jamais résoudre la question essentielle de la liberté de circulation et d'installation.

5. Le 21 octobre 2010 à Lyon, lors d'une manifestation appelée contre la réforme des retraites, les forces de police, accompagnées du GIPN bloquent la place Bellecour pendant des heures, usant de gaz lacrymogène, flashball, canon à eau, et filtrant entrées et sortie par des contrôles au faciès et vérification d'identités. Un collectif d'organisations et d'individu-e-s a porté plainte contre cette garde à vue à ciel ouvert.

6. N. «Jeunesse sans papiers Jeunesse volée», numéro 8, décembre 2011

DE LA NECESSITE DE L'AUTONOMIE

SI SEULEMENT RROM... ?

ENTRETIEN AVEC SAIMIR MILE

PRESIDENT DE L'ASSOCIATION LA VOIX DES RROMS ENSEIGNANT A L'INALCO

Le changement de présidence en 2012 a-t-il modifié la donne pour les Rroms vivant en France ?

Depuis l'été 2012, on note une continuité, voire un renforcement de la politique répressive. François Hollande avait exprimé sa position sincère dans une émission de télévision en direct (sur Canal Plus, le 13 février 2012) en soulignant la nécessité d'avoir des camps contrôlés par les pouvoirs publics, comme palliatif à la renégociation au niveau européen de la liberté de circulation, afin que cette population ne puisse plus circuler comme elle le fait. Interpelé ensuite par le CNDH Romeurope sur cette question, il a répondu le contraire en promettant l'ouverture du marché du travail pour les Roumains et les Bulgares, et l'arrêt des expulsions sans relogement. Après son élection, les faits ont confirmé sa première position. Lors de l'été 2012, le gouvernement socialiste a expulsé plus de camps que le gouvernement Sarkozy en été 2011.

Et la circulaire d'août 2012 ? [la circulaire interministérielle relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites a été publiée, le 29 août 2012, à l'issue d'un simulacre de consultation des associations, ndlr]

Avec cette circulaire, on n'est même plus dans le double discours. Malgré la satisfaction affichée de certains fleurons de l'establishment associatif, la circulaire est claire : elle commence par « *toutes les décisions de justice seront exécutées* », et met en avant « *l'encadrement des expulsions* ». Les vrais objectifs sont donc clairs. C'est une couverture soi-disant sociale d'une politique par essence brutale. L'accès au travail pour les ressortissants roumains et bulgares reste toujours quasi inexistant et par conséquent, les expulsions se poursuivront.

Au nom de La Voix des Rroms, tu t'es désolidarisé de l'appel « *La commune humanité bafouée* »¹ signé par de nombreuses organisations progressistes, pourquoi ?

Selon cet appel, la commune humanité serait bafouée, du fait des conditions qu'on impose aux Rroms en France. Ainsi, les Rroms existent, mais ne sont que des malheureux qu'on assigne à ce statut d'exclus. Mais on n'est jamais ni seulement ce que l'on se sent, ni seulement ce à quoi on

nous assigne. On est le résultat des deux. En l'occurrence, ceux qui veulent nous protéger en faisant cette pétition tombent dans le piège. Ces personnes veulent propager l'idée que le fait d'être Rrom n'a rien d'interne. L'identité rromani ne se construit pas par elle-même, mais uniquement par l'extérieur et par l'exclusion, elle serait par définition stigmatisante. La stigmatisation disparue, les Rroms disparaîtraient ! Si c'est fait pour défendre nos droits, alors merci, mais non. Le rétablissement de la commune humanité ne peut pas se concevoir comme un déni d'identité.

Quel est le cadre d'organisation des Rroms dans ce contexte de répression ? Quelle initiative politique peut-on prendre face à un Etat qui ne change pas de politique et des associations frileuses ?

Le fait est que les Rroms sont très peu organisés. Il y a très peu d'associations vraiment actives. Avec La Voix des Rroms, on essaie de faire le maximum. Rassembler, ce n'est pas simple, d'autant moins qu'on nous met des bâtons

dans les roues, que ce soit du côté répressif ou du côté de ceux qui portent des masques de gentils. Les moyens sont très limités, mais le besoin de se mobiliser est fort. Nous constatons aussi que nous ne sommes pas seuls dans cette situation. Face à l'Etat qui ne change pas de politique et aux associations exécutantes, il faut se rassembler, se coordonner et opter toujours pour des modes d'action efficaces.

Les villages d'insertion étaient très à la mode dernièrement. Où en est-on de cette « solution » prônée par une bonne partie des élus du 93 ?

Depuis 3 ans, les choses ont changé. On peut dire que c'est le fruit du travail de notre association. Lorsqu'en 2006, le premier village a ouvert à Aubervilliers, on était les seuls à dire : « Attention, voilà pourquoi ça ne va pas », en listant les

problèmes. Selon nous, on n'insère pas des gens sans leur donner le droit de travailler, et encore moins en les enfermant, loin de tout et des autres habitants, en leur interdisant de recevoir de la famille chez eux. On ne peut pas non plus mener ce type de projet sans une transparence qui permet de savoir ce qui est fait avec l'argent public. À l'époque, on nous a pris pour des fous furieux. On nous répondait que c'était un projet plein de bonne volonté.

On n'insère pas des gens sans leur donner le droit de travailler, et encore moins en les enfermant, loin de tout et des autres habitants, en leur interdisant de recevoir de la famille chez eux.

les gestionnaires (Association Logement Jeune, Pact Arim, Adoma, les structures que l'on trouve dans la « gestion » des immigrés) doivent rendre des comptes. Ces derniers relativisent désormais les succès qu'ils faisaient miroiter, dans un espoir

de renouvellement de leurs subventions pour continuer leur business. Aujourd'hui, le village de Bagnolet a fermé, et plus de la moitié des Rroms « pris en charge » pendant quatre ans ont retrouvé squats et bidonvilles. Il en reste quatre, à Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen et Montreuil, avec un avenir qui logiquement ne devrait pas être très différent.

Et concernant les anciens habitants du Hanul ? [Le plus important quartier informel de baraqués situé à Saint-Denis, expulsé en juillet 2010. Près de 170 personnes y vivaient, dont certaines depuis plus de 10 ans, ndlr.]

Après l'expulsion en 2010, on a obtenu par la lutte que la Mairie de Saint-Denis et la communauté d'agglomération Plaine Commune s'engagent à réaliser un projet pour reloger tous les habitants du Hanul. On a posé à l'époque une liste de principes directeurs : fonctionner avec des assemblées générales où participent toutes les familles, et des réunions en comités plus restreints pour des questions précises (mais définies par l'AG), garantir un suivi continu et régulier de tout le monde et de tout ce qui se fait. Ce n'est pas simple, mais plutôt que de bâtir simplement des châteaux de sable, on a préféré la construction difficile de quelque chose de nouveau et de solide. Nous sommes pour l'instant dans une phase transitoire. Les anciens habitants du Hanul sont logés dans des algécos [près de la cité des Cosmonautes, située dans l'est de la ville de Saint-Denis, ndlr] qu'ils ont aménagés eux-mêmes, avec l'aide d'un architecte. Au début, les voisins ont contesté mais on a su aller à leur rencontre et à modifier un peu les positionnements. La phase finale du projet sera le relogement pérenne, selon ce même principe de formation des gens à l'auto-construction d'habitats

“YOU TALK TO ME?”, JUIN 2011, ROUMANIE / PHOTO : WOLF BPBO



écologiques et économiques, sur trois autres terrains (un seul a été identifié pour l'instant). Concernant le terrain actuel, une convention de trois ans renouvelable a été signée avec la Préfecture, le temps de développer ce projet. Tout cela est le résultat d'une longue lutte. Comme quoi, «ça peut chémarrer» comme dirait l'autre. Ce n'est pas simple en effet. Le plus simple serait de filer de l'argent aux spécialistes de l'insertion qui n'insèrent personne, et on se paie une bonne conscience, ou au pire on expulse.

Pour revenir à cette idée d'un projet qui n'est pas un village d'insertion, mais un projet plus humain comme ce qui est fait à Saint-Denis, est-ce que le but n'est pas de généraliser l'expérience?

On espère en venir à reproduire l'expérience de Saint-Denis, et on va tout mettre en œuvre pour en arriver là. Il faut dire que les intervenants établis, comme Emmaüs, Fondation Abbé Pierre, Adoma, ALJ et Pact Arim, ont plus

d'entrées dans les circuits des décideurs, mais on ne baisse pas les bras. Il faut seulement mettre les bouchées doubles pour prouver qu'on peut faire autrement et mieux.

Ce sont des moyens que leur donne l'État...

Bien sûr, ça fait partie du système.

En gros, il faut que les gens prennent leurs responsabilités sans l'État?

Quoi qu'on pense de l'État, il est là et il est incontournable. Il faut donc dans toute la mesure du possible l'orienter vers les bons choix. L'opinion publique est, de ce point de vue, importante. Avec le racisme médiatique, nous sommes parfois obligés de faire appel aux instincts poujadistes des gens. Nous disons : «vous ne nous aimez pas, nous non plus. Ce n'est pas grave. Est-ce que vous aimez votre porte-feuille?». Ça, tout le monde y fait attention. Donc, nous expliquons, par des exercices d'arithmétique simples que finalement, les villages d'insertion et la politique actuelle coûtent trop cher et ne génèrent aucun résultat. C'est pourquoi il faut s'y prendre autrement, y compris pour ne plus avoir de bidonville à côté de chez soi.

On estime à 1419 la première trace de la présence des Roms en France. Pourtant, la République semble avoir du mal à reconnaître cette réalité historique?

Il y a au moins un demi-million de Roms en France. Au sein desquels 98% sont Français, depuis très longtemps généralement. Or, ils n'ont jamais été considérés comme Français, y compris lorsqu'ils ont pris les armes pour chasser les nazis. Je discutais avec Raymond Gurême, le dernier survivant du camp d'internement de Linas, qui a écrit un livre à ce propos² : il me racontait comment il s'échappait du camp la nuit, et revenait avec de la nourriture

pour sa famille. Il a fait partie des FFI (Forces françaises de l'intérieur, ndlr), de la Résistance, mais il n'a jamais eu de pension. Il s'en fuit, il a ses fils qui travaillent. Ce n'est pas l'argent qui l'intéresse, mais la reconnaissance de ce qu'il avait fait pour son pays. Cela n'a que trop duré : la France et les Roms ont une histoire commune de la même manière que tous les pays de l'Europe.

Tout ce spectacle répressif et stigmatisant nie le fait que les Roms sont issus d'une migration ancienne, avec une longue histoire. On ne sait pas que cela fait six cents ans que les gens sont là.

Selon la mentalité jacobine française, deux choses ne sont jamais arrivées sur le territoire français : le nuage de Tchernobyl et les minorités. «Nous sommes» : c'est ça qu'il faut comprendre. On existe, on est à la fois Manouches et Français, Gitans et Français. Où est le

problème ? Il n'est pas de notre côté. Le problème, ce sont ceux qui nous déniennent le droit de vivre ces deux identités à la fois, de manière égale. Tant que ça durera, rien ne changera pour de bon. On devient même transparents, on n'existe pas, on ne peut même plus donner notre avis sur notre propre sort. On charge des spécialistes de je ne sais quel business sale de s'occuper de nous. Entre un mec qui vend du shit dans son hall, et Pact Arim ou ALJ [Les fameux «bailleurs» d'intégration, ndlr], je préfère largement le premier. C'est un business illégal, certes, mais le gars prend des risques, sur ses propres deniers et sur sa propre personne. Les autorités sont là pour le réprimer, alors que d'un autre côté, elles engrangent des «opérateurs» parasites qui nous traitent comme la matière première de leurs pratiques stériles, mais si humiliantes et néocolonialistes.

Y-a-t-il un antagonisme entre la culture rrom et l'Europe du fric et de la technocratie ?

Dernièrement, je participais à un débat télé autour d'un reportage où une jeune rrom a dit «je rêve d'être commissaire européenne». Le journaliste s'est alors tourné vers moi et m'a demandé : «pour vous, est-ce un exemple d'insertion?». Je lui ai répondu «non, car l'intégration, ce n'est rien d'autre que d'être heureux, sans porter préjudice à qui que ce soit». Bref, il n'a pas dû comprendre ma réponse. La réussite sociale pour un Rrom, c'est d'être heureux ; cette vision est totalement opposée à la vision technocratique imposée par l'Europe d'aujourd'hui. Le modèle unique d'intégration dicte qu'il faut faire carrière dans une entreprise, pointer à l'entrée et à la sortie, aller chercher ses gamins

à l'école, où on les maintient comme dans une garderie et où on les dresse pour qu'une fois plus grands, ils fassent la même chose que leur parents. Est-ce que l'Europe cherche vraiment le bonheur des Européens ? Ouais... Si je bois quatre litres de tuică³ bien forte et que je fume un peu de moquette, après peut-être que je dirais oui !

Peux-tu nous parler de l'actualité des idées eurocentristes et nationalistes autour des nations de culture et de nationalité, que tu dénonces régulièrement ?

Est-ce qu'il reste encore des Européens avec un esprit européen ? Et si oui, combien va-t-il en rester ? S'il ne doit en rester qu'un peu, ça sera nous, les Roms. Et non pas parce que nous sommes le peuple élu, mais parce que l'histoire nous a mis dans cette position. Il n'y a pas un pays européen sans Roms, nous sommes partout, et nous sommes Roms tout en étant Roumains, Albanais, Français, Hongrois ou Bulgares. Il y a eu récemment en Hongrie la création d'une organisation paramilitaire pour répondre à Magyar Garda, la garde hongroise qui se revendique du fascisme et défile dans les villages en uniforme pour faire peur aux Roms, sous l'œil bienveillant de la police hongroise. Magyar Garda a entre autres tué un père et son fils de 3 ans sans qu'il n'y ait eu la moindre réaction de l'État hongrois. Que faire dans ce cas là ? Tu t'organises pour te défendre.

C'est ce que les Roms ont fait. Ça a pris du temps, ça fait des années que les fascistes sévissent. Ils ont créé la Rroma Garda, dont le drapeau est celui des Roms, orné d'une ligne diagonale aux couleurs du drapeau hongrois, pour dire «nous sommes Roms mais aussi Hongrois». Donc, même là où on a un mouvement extrémiste, les Roms se disent Hongrois et fiers de l'être. L'histoire a fait que nous sommes toujours à la fois Roms et membres d'une autre nation. Sans compter les identités régionales auxquelles nous tenons aussi beaucoup. Tu parles à un gamin de 7 ans au Kosovo, il connaît déjà les quatre langues qui se parlent autour de lui : Serbe, Albanais, Turc, Rromani. Est-ce qu'on veut construire une Europe pour les Européens ? Si c'est encore d'actualité, on est là pour ça. Nous l'avons exprimé, dans des termes convenant aux technocrates, en proposant un projet de statut cadre des Roms.⁴

Pourtant en Europe à un moment donné, avec les idées révolutionnaires ou la notion de République, on a eu cette tendance à faire tomber les frontières. Il y a eu des idées politiques qui voulaient remettre en cause les cadres étriqués des nations et des peuples (cf les écrits d'Elisée Reclus et les idées anarchistes du XIX^e). La gauche aujourd'hui a oublié tout ça, l'internationalisme, la philosophie politique révolutionnaire ?

Dans l'Europe de la Révolution française, il y avait une idée, notamment à travers les premiers principes républicains qui ont été récupérés et dénaturés. Les conditions pour devenir



RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE INSTALLE DES BARRIÈRES ET DES BARBELÉS ENTRE LE CAMP DE RROMS DE LA RUE MARQUILLIES ET LES VOIES SNCF, LILLE, AVRIL 2013

Français sous la Première République, au moment de la Révolution, sont intéressantes dans ce sens-là⁵, c'était très facile de devenir Français. Certaines idées républicaines de l'époque comme celles de Babeuf, «le bonheur commun», et même celles des Jacobins en général, sont peut-être à relire pour une Europe qui se fonderait sur d'autres principes. On peut se demander aujourd'hui ce qu'il en reste. Parce qu'aujourd'hui la République c'est ne pas cracher par terre et composter son billet à la gare. Si Marianne était une vraie femme, elle serait la plus maltraitée du monde.

Ou elle aurait été Rrom peut-être...

Pire encore, bien pire ! C'est dans le film *Le Président* que Jean Gabin a cette réplique : «Attention, à chaque fois qu'un mauvais coup se mijote, il y a une République à sauver; et derrière chaque cambrioleur, il y a un Préfet de police qui sommeille». On devrait passer ce film en boucle dans toutes les assemblées élues jusqu'à ce qu'elles apprennent un peu ce qu'est la République et la responsabilité. La République, celle qui parle du bonheur commun et du contrat social, n'a jamais vraiment existé. Les règles n'ont jamais été bonnes pour tous. La République française s'est beaucoup construite sur la répression.

Tu dis qu'il y a 500 000 Roms en France, dont 15 000 seraient en situation irrégulière, vivant dans des camps.

Ce sont des estimations, il n'y a pas de recensement. Les flics le savent mais ils ne le disent pas, c'est illégal [En France, les statistiques ethniques sont interdites, ndlr]. En pourcentage, il y a plus de Français placés sous tutelle et sous curatelle pour des raisons de santé mentale, que

de Roms en bidonville. Quand on parle des Français, on ne dit pourtant pas «les fous sous tutelle». Mais alors pourquoi quand on parle des Roms, on dit «les gens qui vivent dans des bidonvilles» ?

Il n'y a donc pas de «question rrom» selon toi ?

En tout cas, les sujets qui font systématiquement «débat» n'ont rien de «rrom». Il y a des problèmes sociaux qui se manifestent peut-être plus spectaculairement chez une partie des Roms : logement, emploi, etc. Ces problèmes sont même brandis comme le diable devant l'opinion publique afin que celle-ci ne les voit que sur «les Roms». Cela rassure ceux qui s'arrêtent à la surface et inquiète ceux qui analysent en profondeur. À voir la consommation médiatique, les premiers sont plus nombreux... pour le moment.

Propos recueillis par Elie Octave et Samuel Idir

1. Pétition initiée par un collectif de 105 personnalités en septembre 2012, qui entendait dénoncer «la politique d'expulsion des camps de "Roms"». Ce texte dénonce dans un premier temps «l'ethnicisation de familles issues de lieux et d'histoires multiples, qui ne se reconnaissent pas nécessairement de destin commun, sauf celui auquel on les assigne : le cercle vicieux de la misère et de l'exclusion.» mais utilise pourtant constamment le terme Rrom dans cette même acceptation. Le texte intègre ainsi l'assignation à une condition ou à un détail identitaire et culturel, imposé par le pouvoir.

2. Raymond Gurême, Isabelle Ligner, *Interdit aux nomades*, éd. Calmann-Lévy, 2011.

3. Alcool de prune roumain.

4. www.rroma-europa.eu

5. Constitution de l'An 1, Convention Montagnarde, promulguée le 24 juin 1793, «De l'état des citoyens», Article 4 :

«Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - y vit de son travail - ou acquiert une propriété - ou épouse une Française - ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité ; est admis à l'exercice des Droits de citoyen français.»

TUNISIE

ILS ROUGISSENT LA TERRE

يحرروا الأرض



VILLE-VERTIGE

L'image la plus frappante de ces derniers mois, puisque nous devons si souvent nous contenter des images, c'est la population de Siliana sortant de la ville par la route principale et déclarant en substance à travers cet acte : « *puisque vous êtes incapables de nous gouverner, nous vous laissons la ville, gouvernez-y les pierres* ». Ce n'était pas qu'une allégorie, les gens déclaraient à peu près ça, en conscience, et comme une blague qui a du succès, tout le monde la répétait. Quelques jours avant cette escapade populaire, la police avait violemment réprimé la grève locale déclarée par l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens). Le mouvement avait été suivi au point que la centrale syndicale fut elle-même, encore une fois, dépassée par les événements.

Ce qui s'était déroulé en janvier et février 2011, après la fuite de Ben Ali, était à peu près du même ordre – lors des deux occupations de la Kasbah qui firent tomber autant de gouvernements. Bien que réprimées dans le sang, les populations du pays étaient alors sorties des villes et des campagnes de l'intérieur et, après avoir réussi à se coordonner, avaient déclaré un sit-in à Tunis sous les fenêtres des principaux ministères, place de la Kasbah.

« Ce sont les jeunes de Menzel Bouzayene qui ont lancé la première occupation de la Kasbah et sont montés sur Tunis. Ce sont eux qui se sont coordonnés avec les autres villes, avec nous à Rgueb, Sidi Bou Zid, Meknassy, Mazzouna... Lorsque nous

sommes allés à la Kasbah, nous avons vu un souffle révolutionnaire populaire. Il n'y avait pas l'intervention des partis politiques et de la bureaucratie syndicale. C'était très intéressant.»¹

Puis, ces citoyens rentrèrent chez eux après quelques promesses des grands partis, trop contents de les voir rentrer, et se partageant déjà les postes et les sièges en vue des futures élections. En ce mois de novembre 2012, après la violence d'État contre la population de Siliana, malgré les rumeurs, il n'y eut pas de sit-in à Tunis. Par contre, la répression avait pris des formes inédites, avec de nouvelles armes, des chevrotines qui visaient la tête, pour cribler, défigurer, rendre aveugle, mais éviter la mort. Le ministre de l'Intérieur, Ali Laarayedh, parle : « *au lieu de tuer les enfants du peuple, nous utilisons la chevrotine, qui certes fait mal mais qui ne rend pas handicapé et ne tue pas.*»²

Le 12 décembre 2012, pour la première fois depuis le 25 janvier 1978, la grève générale était appelée par l'UGTT. Mais la centrale syndicale l'annulait la veille. Comme à Siliana, on sentait bien que l'UGTT était dans un jeu avec la troïka³ au pouvoir, les principaux partis de la pseudo-opposition, et que les mobilisations populaires n'avaient

pas d'autres effets que de servir des calculs politiciens. Pourtant, de nombreux syndicalistes luttent sincèrement. Le manque de coordination des différents mouvements locaux fait que c'est l'ordre de la centrale qui finit toujours par primer. Et le bureau national de l'UGTT n'a jamais été très loin du pouvoir. Aujourd'hui, ce bureau est proche des partis opposés au gouvernement du parti religieux Ennahda – et non pas « partis d'opposition », dans le sens où ces partis partagent déjà plus ou moins le pouvoir, et n'ont que des différences superficielles avec Ennahda, sur le plan « culturel ». Nida Touess, Al Joumouhouri, PDM⁴ sont tout autant libéraux qu'Ennahda, ils n'ont pas une politique économique différente. Tout le débat sur la culture, qui peut se résumer à Islam vs laïcité – et tous ceux qui s'embourbent dedans – semble être fait pour masquer cette réalité. La bureaucratie de l'UGTT est influencée dans une moindre mesure par le Front populaire qui a plutôt une implantation, bien que très limitée, dans les bases du syndicat. L'impasse politique des partis de gauche est patente en Tunisie, la récente coalition du « Front » ne fait guère illusion. De nombreux militants qui font cette analyse, et n'appartiennent pas à un parti politique autoritaire (du type PTT, anciennement PCOT), pensent, malgré tout, qu'il faut faire progresser la gauche en soutenant le Front. Mais serait-ce pour se retrouver avec quelques leaders ambitieux aux ordres du pouvoir, ou sans marge de manœuvre ? répondent d'autres.⁵

Et puis, il y a eu l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013. Deux jours plus tard, lors de l'enterrement du vieux leader marxiste, une manifestation partait de Djebel Djelloud, le quartier dont est originaire Chokri Belaïd. Djebel Djelloud forme une colline au sud de l'agglomération de Tunis, où l'on trouve aussi le cimetière et la mosquée du Jellez où avaient lieu les funérailles. Dès la fin de la matinée, une mer de gaz lacrymogène envahit la mosquée, le cimetière, et se répand sur Djebel Djelloud. La manifestation devait rejoindre le centre ville de Tunis, mais elle fut sauvagement attaquée par la police et des bandes de casseurs payés pour agresser les manifestants. Les militaires qui escortaient le cercueil – officiellement pour éviter les incidents 6 février, où des affrontements avaient éclatés dans le centre ville autour de l'ambulance qui transportait le corps du défunt – furent eux-mêmes touchés par les gaz ; on les voyait pleurer et tenter de se protéger les voies respiratoires. Un flic mourut non pas dans les affrontements comme le prétendirent la télé et la presse aux ordres du ministère de l'Intérieur, mais étouffé par une bombe lacrymogène qui avait explosé près du camion qu'il conduisait, et avait enfumé le véhicule. L'autopsie le prouvera près d'un mois plus tard. On pouvait le lire dans la presse à Tunis début mars, mais cela ne faisait déjà plus les gros titres. Ennahda n'avait aucun intérêt à retirer du meurtre de Chokri Belaïd. Qu'à la périphérie du parti, un groupe ayant pris son autonomie d'action ait pu le faire, cela paraissait déjà plus vraisemblable, et caractéristique

des groupes islamistes. Mais était-ce bien le bon scénario, et quoi qu'il en fût, quel en était le réel commanditaire ? Que pouvait-il en être des anciens RCDistes que Belaïd attaquait publiquement sans relâche et tentait de faire juger ? Notamment ceux libérés par Ennahda, comme l'ancien ministre de la Justice de Ben Ali, Béchir Takkeri ? La responsabilité d'Ennahda se situe, dans une longue continuité, en tant que principal acteur de la violence sociale et économique de l'après Ben Ali. Sa collusion avec de nombreux anciens du RCD, parfois son recrutement direct d'anciens du parti unique, son soutien passif aux « salafistes » ou groupes religieux radicaux chargés d'agresser tous les contradicteurs du parti, sa politique libérale de privatisation et de renouvellement des plans d'endettement constituent le contexte du meurtre de Chokri Belaïd.

Tunis – Sidi Bou Zid – Rgueb : résistances fertiles

Les luttes sociales s'accélèrent en Tunisie, et au-delà, dans toute la région. Le « territoire guide »⁶, ce territoire qui, dans la pensée de Fanon, est l'Algérie des années 50, moteur des révoltes africaines pour l'indépendance, est devenu aujourd'hui, plus largement, le territoire des luttes sociales qui se généralisent à l'échelle d'un ensemble de pays. Des luttes sociales à la révolution, il y a encore un pas qui n'est pas franchi. Tous les auteurs des discours qui parlent de « La Révolution » au passé, quelque que soit l'adjectif qu'ils y accolent, sans faire le lien avec toutes les grèves, les manifestations, les multiples affrontements direct contre l'État, sont les premiers ennemis d'une Révolution tout juste commencée ; ces luttes continuent d'agiter la Tunisie, comme l'Égypte et l'Algérie, autour des mêmes problématiques.

Alors que la société est traversée de combats sanglants, le discours dominant ne trouve pas de contradicteurs visibles sur ce plan où il faudrait : une transition démocratique, des élections et quelques réformes constitutionnelles. Il s'agit de préserver pour les uns la modernité occidentale, pour les autres respecter les valeurs de l'Islam, voir les deux, mais après le débat culturel, tous s'accorderont sur l'économie de marché, ou bien la question sera soigneusement évitée. Et quelle meilleure transition pour le capitalisme que la transition démocratique qui se matérialise seulement par le bavardage des intellectuels du pouvoir ? La transition du pareil au même, teintée de polémiques culturalistes et populistes où se caressent à la Une les purs produits du spectacle capitaliste : les Femen et les Salafistes. Qui veut, ou qui peut, sortir de ce débat, pour poser la question posée par les luttes sociales, la destruction des régimes autoritaires et du système auquel ils adhèrent : l'économie capitaliste ? Car si nous disons que le problème c'est le marché, et les pays impérialistes qui ont la main mise sur lui, il va bien falloir poser la question de son dépassement, au-delà de quelques constatations théoriques sur la culture. La parole des populations n'est pas prise au sérieux, et il faut la paraphraser

encore une fois « *cha3b urid eskat al nidad* ». Cette promesse violente. Le peuple veut détruire le système. Mais qui est ce peuple venu au centre de Tunis, au cœur du Caire, pour crier qu'il s'agit d'une Révolution. D'où vient-il ? Ici, nous répondrons en prenant le théâtre d'action tunisien.

Nous croyons qu'il y a un sujet peu étudié, méprisé, ou renvoyé trop souvent à la caricature. Ceux que parfois on appelle les *aroubi* (blébards, pecnots) les *zrog* (bleus), parce qu'ils ont le teint sombre des gens du sud, la peau cuivrée de ceux qui travaillent les champs, ou la figure sale des habitants des banlieues urbaines dans le chaos de la corruption et de la pollution, fils et filles de l'exode rural. Ils sont aussi les habitants du bassin minier, situé dans le gouvernorat de Gafsa, qui dès les premiers jours de l'année 2008 finirent par ne plus extraire seulement le phosphate de la terre, mais aussi l'histoire et ses luttes sociales :

« C'est un tournant dans l'histoire de la Tunisie parce que c'est le premier ras-le-bol collectif de l'ère Ben Ali. La Tunisie n'avait plus connu un mouvement populaire depuis les émeutes du pain en 1984. Et même les émeutes du pain en 84, ça a duré deux jours, ce n'était pas un mouvement de six mois ! »¹²

RGUEB, PAYSAGE DE VENT



Nous ne voudrions pas donner l'impression de tout expliquer par une insurrection des habitants des régions du sud, ou des paysans venus des campagnes, pour faire la guerre aux citadins. Mais d'où viennent les martyrs, Hafnaoui Maghzaoui Hichem Benjedou et Abdelkhalek Amaid : de Redeyef en 2008, d'où viennent Mohamed Ammari et Chawki Belhoussine El Hadri, de Menzel Bouzayene, le 24 décembre 2010. La liste serait longue, elle s'allonge à Kasserine, Thala, Gabès, Tozeur, Bizerte ou Ettadham [le plus grand quartier populaire de Tunis]. C'est souvent dans ces mêmes lieux où l'on combattait le plus durement – hasard, ou suite historique logique ? – contre les colons français.

Pour nous, ce sujet, c'est celui des chômeurs, précaires, agriculteurs, jeunes femmes et hommes qui si souvent viennent des régions de l'intérieur du pays où l'on fait « rougir la terre », autrement dit où l'on laboure la terre. Ce sont celles et ceux-là même qui, partis des villes rurales du gouvernorat symbolique de Sidi Bou Zid après le 14 janvier, vinrent tenter de reprendre le contrôle de leur vie en l'arrachant des mains du pouvoir concentré dans le centre-ville de Tunis, place de la Kasbah et sur l'Avenue Bourguiba, de l'ambassade de France au ministère de l'Intérieur.

La sociologie des régions intérieures de la Tunisie, comme d'autres régions des pays sous-développés, n'existe presque pas. Au rang des exceptions dont nous suivons les traces, Khalil Zamiti, qui s'est évertué à donner la parole aux fellahin de l'intérieur du pays : « *Sur la moindre des collines, surmontée de son espace habité, demeure à explorer une montagne de problèmes parfois inabordés* »¹³.

Au-delà de quelques indices d'un développement économique tardif, ces territoires constituent une véritable terra incognita du capitalisme. Nos camarades bouzidiens qui ont, pour certains d'entre eux, fait des études poussées en sciences sociales, nous ont souvent fois exprimé ce manque. Pas d'archives, pas de statistiques, pas de littérature – celle de l'histoire, comme celle du roman – peu ou pas de bibliothèques, de librairies, de salles de cinéma. Le vide culturel, ce « *sahara* »¹⁴ de la dictature, que nous a décrit Arbi Kadri, a succédé à la destruction de la culture par le colonisateur. Une tentative de reconstitution sociologique d'une région comme le gouvernorat de Sidi Bou Zid se heurte donc immédiatement à l'aridité des sources. Cette histoire, nous l'avons souvent découverte dans le récit de ses habitants.

Le mouvement social a été très commenté, au moins depuis la précédente insurrection qui a eu

lieu en Tunisie de janvier à juin 2008, dans le bassin minier, et notamment la ville de Redeyef. Quelques politologues et essayistes isolés s'étaient aussi bien attaqués à la critique des institutions corrompus qu'aux dérives mafieuses du régime de Ben Ali, ainsi qu'aux spécificités du mouvement syndical tunisien, leur travail était en grande partie le fruit d'exilés Tunisiens en France¹⁵. La démarche que nous amorçons se situe à un autre niveau. Ce sera celle d'une étude socio-historique, et d'une l'observation collective, où diverses techniques viennent apporter leurs spécificités pour comprendre le mouvement actuel de la société tunisienne.

Le fait d'écrire, et de créer, est ici rapporté à une réflexion politique collective. Ce travail est aussi une contribution à un mouvement plus large, le mouvement libertaire tunisien, plus précisément à Harraket A'ssyen, le Mouvement Désobéissance. « *Il n'y a pas d'intellectuels, il y a une intellectualité qui traverse toute la société. Tout le monde réfléchit. Ce qui importe, c'est que nous faisons ensemble de cette pensée.* »¹⁶

L'enquête que nous amorçons, dans les campagnes et les milieux pauvres d'un pays sous-développé, se situe à contre courant de la pensée du mépris des classes populaires.

Elle cherche à visibiliser ceux dont le droit à l'existence¹⁷ a été constamment nié. L'esprit révolutionnaire qui s'est emparé de la population tunisienne rejoint sur cet aspect d'autres périodes de l'histoire révolutionnaire, et lui donne un caractère universel :

« *Quel est le premier objet de la société ? C'est celui de maintenir les droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits ? Celui d'exister... Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même. Tout ce qui est indispensable pour la conserver est une propriété commune à la société toute entière.* »¹⁸

« *Du pain et de l'eau, pas de Ben Ali* », disaient les insurgés de Thala le 3 janvier 2011, avant les polémiques sur la culture, la religion et les mœurs. Est-ce pour autant que le problème posé au moment de l'insurrection généralisée est différent maintenant que les débats télévisés en posent d'autres ? Nous ne croyons pas et, avec la parole d'habitants de la région de Sidi Bou Zid, c'est notamment la question de la terre, et de son partage, que nous aborderons.

« *Revoir tout le système de propriété est une nécessité. À Sidi Bou Zid, il y a de vastes terrains vacants qui ne sont exploités par personne alors qu'ils sont connus pour être fertiles et pour leur capacité à produire. Depuis les années 60, il n'y a que les techniciens de l'État qui ont décidé quelles terres pouvaient être exploitées, la population n'a pas son mot à dire. Les agriculteurs pourraient s'installer sur ces terres, mais l'État les empêche. Tout le monde à Sidi Bou Zid en a conscience, mais pour le moment il n'y a pas d'initiative pour les récupérer.* »¹⁹

À Rgueb, une des douze délégations du gouvernorat de Sidi Bou Zid – elle a connu la plus

longue grève du pays avant le 14 janvier, deux semaines sans interruption – la gestion des terres est un enjeu d'autant plus crucial que la ville possède un microclimat synonyme de grande fertilité et de précocité unique. « *Rgueb, c'est la seule région en méditerranée qui a des cultures précoces en plein champ. Depuis le 15 avril jusqu'au 15 juillet, c'est la seule région dans toute la méditerranée qui a les pêches, les melons, les pastèques, les vignes. Il y a déjà 10 000 hectares à Rgueb destinés rien qu'à l'exportation des cultures précoces.* »²⁰ Qui possède ces terres ? De grands propriétaires venus de Sfax et du Sahel qui ont racheté les terres dans les années 90, lorsque le microclimat de Rgueb a été découvert. « *Ben Ali a facilité l'achat des terres pour de riches investisseurs, les entrepreneurs agricoles. On a forcé les petits paysans à leur vendre leurs terres à bas prix.* »²¹ Où partent les produits de la terre ? En Europe, où ils sont vendus très chers, « *avant-saison* ». Les habitants de Rgueb ne restent pas sans réagir.

« *À Rgueb, des petits agriculteurs se sont rassemblés en dehors des institutions, en dehors de l'État, parce qu'ils savent bien que le nouveau gouvernement ne donnera rien, que c'est la même chose qu'avant. Ils ont décidé de se regrouper, ils ont un petit local dans lequel ils discutent. Ils ont trouvé des prémisses de solutions. C'est eux qui gèrent à leur façon la distribution des médicaments, des engrains. Ils redistribuent les récoltes selon leurs propres intérêts, sans rapports avec les institutions de l'État. Ils essayent de s'implanter ailleurs en Tunisie, ils sont allés jusqu'à Tunis. Ils sont allés présenter leurs produits à Tunis. J'ai discuté avec eux afin de réaliser un projet autogéré. C'est en cours.* »²²

1. Entretien avec Arbi Kadri, coordinateur régional de l'Union des diplômés chômeurs à Sidi Bou Zid, octobre 2012

2. www.nawaat.org 4 décembre 2012

3. Ennahda, Ettakatol et le CPR

4. Respectivement « *l'Appel de la Tunisie* », « *Le Parti Républicain* » et le « *Parti démocrate moderniste* ».

5. Déclaration de principes du Mouvement Désobéissance, Harraket A'ssyen, sur : www.i-f-a.org

6. Frantz Fanon, *Pour la révolution africaine, Ecrits politiques*, éditions La Découverte/Poche, 2006. La guerre d'Algérie et la libération des hommes, p. 163.

7. Entretien avec Sami Tlili, février 2012, Tunis, in : Émergence d'un mouvement anarchiste tunisien, IFA (International des fédérations anarchistes) sur : www.i-f-a.org

8. Khalil Zamiti, *Le vieil homme et la montagne, sociologie de l'autre Tunisie*, Cérès édition, 2003, Tunis, p. 8.

9. L'expression est de lui : « *Après le 14 janvier, nous affrontons une situation de vide culturel. C'est le grand problème du mouvement social en Tunisie. Auparavant c'était le désert, le Sahara, aux niveaux politiques et culturels.* » Entretien avec Arbi Kadri, Sidi Bou Zid, octobre 2012.

10. Voir notamment : Sadri Khiari, *Tunisie. Le délitement de la cité : coercition, consentement, résistance*, éd. Karthala, Paris, 2003 ; Nicolas Beau et Catherine Gracié, *La régence de Carthage. Main basse sur la Tunisie*, éd. La Découverte

11. Tarek Teggia, *In Land – les activistes*.

12. L'expression est empruntée au langage des Montagnards de 1793.

13. Robespierre, intervention à la Convention le 2 décembre 1792 in *La Guerre du blé au XVIII^e siècle*, Florence Gauthier, éditions de la Passion, Paris, 1988, p. 122.

14. Entretien avec Hayet Hamami, membre de l'association « *Victoire pour la femmes rurale* », Sidi Bou Zid, octobre 2012.

15. Entretiens avec Ali Amri, Nejib Bhihi et Nour Saïd, membre de la mutuelle « *Les septes bonheurs* » de Rgueb et du nouveau « *Syndicat des agriculteurs tunisiens* », Rgueb, mars 2013.

16. Ibid.

17. Entretien avec Arbi Kadri, Sidi Bou Zid, octobre 2012.



LE MARCHÉ «AUTONOME» DE MOUROUJ 4

« L'intellectuel est là pour s'engager. Les affiliations, les relations, issues du travail des intellectuels, et que ce travail consiste à écrire, à dire, à organiser, ou à agiter, ne peuvent être individuelles. Elles doivent s'inscrire dans le cadre d'un mouvement social. »

Edward Said
in *Selves and others : un portrait*
d'Edward Said, Emmanuel Hamon, 2002

DES TERRES DE RGUEB AU MARCHÉ DE MOUROUJ : DE LA MUTUALISATION DES TERRES AU MARCHÉ AUTONOME

Tunis,
samedi 09-03-2013,
10h

Oumaima, Yousri, Tarek, Rabaa, Elie, Wael : ce matin, nous avons rendez-vous à Mourouj avec les agriculteurs de Rgueb qui viennent vendre les produits de leurs terres directement aux citoyens en dehors du marché habituel, et de son circuit de distribution fait d'intermédiaires opportunistes. Mourouj se situe dans la banlieue sud de Tunis à un endroit où la ville se développe rapidement. Le paysage se partage entre une urbanité chaotique, sans cohérence architecturale, et la vallée qui s'étire au sud et à l'est vers Zaghouen et Grombaliya. La localité se découpe en quartiers délimités de 1 à 6.

Nous allons à la rencontre des agriculteurs d'une des villes les plus productrices du gouvernorat de Sidi Bou Zid en tant que membre du groupe anti-autoritaire

Harraket A'ssyen. C'est Arbi, notre camarade de Rgueb, qui nous avait parlé d'eux pour la première fois au mois de novembre dernier.

Tarek, habitant de Mourouj, les a trouvé en bas de chez lui un peu plus tard, et il est rentré en contact avec eux. Nous nous intéressons à leur démarche qui tend vers l'autogestion. En effet, malgré les prêts bancaires dont ils continuent de dépendre, les agriculteurs ont mis en commun les produits de leurs terres et ils prennent en charge collectivement les frais du transport.

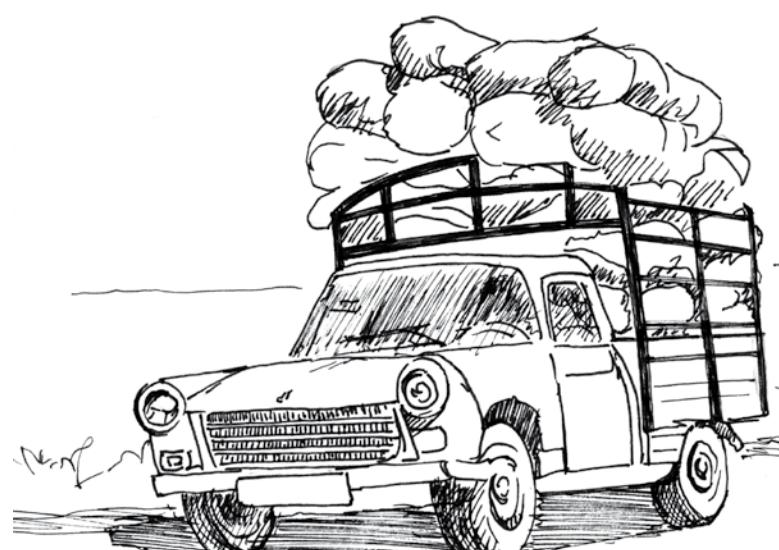


MARCHÉ DE MOUROUJ 4, SOUS LA TENTE

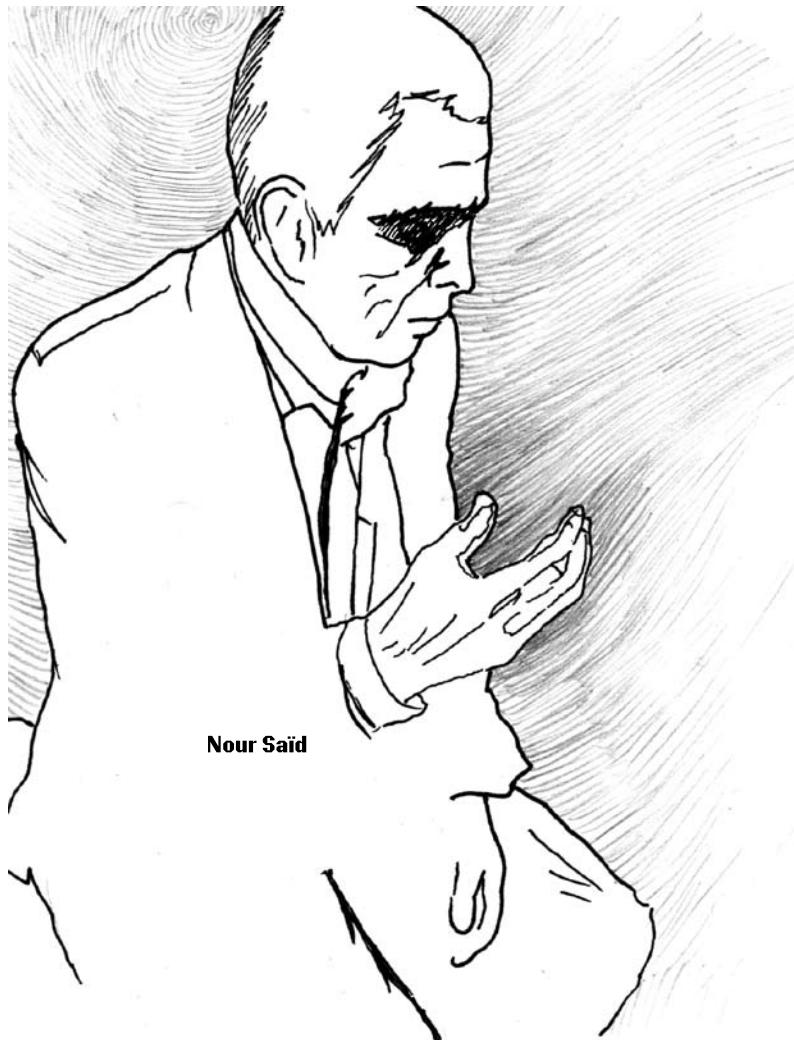
C'est au beau milieu de la cité de Mourouj 4 que les Rguebiens ont planté une grande tente et organisent leur propre marché. Leurs vaches paissent dans les prés qui bordent les immeubles du quartier encore en pleine construction. Le marché attire une petite foule qui vient se procurer des fruits et des légumes à des prix défiant toute concurrence. Quelques jeunes de Rgueb, venus avec les agriculteurs, se sont improvisés vendeurs et caissiers. Devant un comptoir sur lequel repose une vieille balance artisanale, les clients font la queue pour payer leur panier. D'énormes bottes de besbes (fenouil) font bon voisinage avec des grandes caisses de bortukal (oranges), délicieuses maltaises et thomson de saison, des cagots de slata (salades), de tmaten (tomates) ou d'énormes sacs en jute pleins à craquer de foul (fèves)...

Sous la tente, nous retrouvons Nour Saïd et Néjib Bhiri, deux des agriculteurs qui ont lancé la mutuelle et supervisent la bonne marche des opérations. Ils nous expliquent longuement leur démarche de partage des terres dans le contexte de grande pauvreté des agriculteurs

rguebiens. L'entraide leur a permis de faire vivre cette initiative de distribution des fruits et légumes qui, sans un collectif organisé dans ce but, seraient achetés et revendus par des grossistes. Ces derniers profitent du travail des agriculteurs et font monter les prix des produits à la revente. Comme nous l'avons observé quelques jours plus tôt dans la région de Kairouan, à Hajeb El Ayoun, les agriculteurs qui ne possèdent qu'une minuscule parcelle de terre n'ont souvent pas les moyens de payer le transport. La mutualisation de la terre et des moyens permet à la mutuelle de Rgueb de vendre ses produits directement aux citoyens. L'entraide a fait émerger un modèle de réponse contre l'apparente fatalité de l'économie capitaliste.



RGUEB, KILOMÈTRE 17



**Rgueb,
jeudi 14-03-2013,
13h**

Quelques jours plus tard, nous retrouvons Nejib et Nour au café journal, un café de Rgueb. Avec eux les accompagne Ali, un autre membre de «La Mutualité des 7 richesses», nom de leur initiative de mutualisation des terres et de commerce du producteur au consommateur.

Ali : La forme de notre organisation c'est une mutuelle, mais derrière il y a une forme juridique, qu'on expérimente pour la première fois en Tunisie, qui est une «société mutuelle». C'est pour que nous ayons accès à la banque, et aux marchés.

Et comment s'appelle votre mutuelle ?

Ali : Al khayrat assab3a, «Les Sept richesses». Nous sommes 9 fondateurs, et aujourd'hui il y a de nombreux autres adhérents. Le directeur général c'est Nour, le trésorier c'est Nejib, moi je suis simple membre, il y a 5 autres membres du conseil d'administration.

Vous êtes tous de Rgueb ?

Nour Saïd : Nous sommes originaires de Rgueb

Nejib : Et nous y habitons.



Ali : C'est la première fois qu'il y a une société mutuelle de ce type en Tunisie, avant et après la révolution. Il y a eu d'autres formes de coopératives de travail, mais c'est très ancien.

Comment vous faites pour vous organiser ici sur Rgueb, vous faites des assemblées générales ?

Ali : Nous avons un local pour ça et nous avons notre expert comptable, notre avocat, tout ce qui est administratif.

Vous regroupez combien de personnes sur combien d'hectares de terres ?

Nejib : Les membres fondateurs ont à peu près 160 hectares, mais notre projet c'est de travailler avec tous les petits et moyens agriculteurs de Rgueb qui ont un peu plus de 10 000 hectares sur les 104 000 hectares de Rgueb.

Vous faites des réunions régulièrement ?

Ali : Nous sommes en contact avec les agriculteurs, qui nous connaissent. Et nous avons une assemblée générale tous les mois où nous discutons de nos problèmes journaliers.

Comment vous fonctionnez collectivement ?

Ali : Ça marche mais il y a des difficultés de gestion parce que nous sommes débutants. Pour le moment, il n'y a pas de financement de l'État. Bon, les banques, il faut aller jusqu'au bout avec les banques. Nous avons demandé une aide via un fond de solidarité dépendant du ministère de l'Agriculture, le FOSDA (fond de solidarité pour le développement agricole). Nous avons fait une demande de 300 000 dinars pour acheter quatre tracteurs, juste pour commencer. La seule administration qui a marché jusqu'au bout avec nous c'est l'Agence de promotion d'investissement agricole (APIA), liée au ministère de l'Agriculture.

Vous avez le matériel ou pas encore ?

Ali : Non, on n'a pas signé le contrat de crédit.

Nejib : Tout ça, c'est juste sur le papier.

Nour : Le 19 mars, nous devrions signer.

Nour : Pourquoi la terre de Rgueb devient chère ? Nous avons des terres entourées d'une chaîne de montagnes, qui retiennent l'eau des pluies, le vent qui vient de la mer, ce sont des terres fertiles. Et la terre appartient aux citoyens à Rgueb, les familles possèdent des titres de propriétés anciens, l'État ne possède pas la terre. Qui sont donc les étrangers qui viennent acheter la terre ? Ce sont des industriels qui obtiennent des prêts bancaires et l'argent de l'État, des «Sahéliens», qui exportent en Europe les produits de la terre. Pendant ce temps, on ne donne rien aux paysans rguebiens.

Nejib : Mais les meilleurs terrains sont utilisés par les «étrangers».

Nour : Ce sont des colons internes.

Depuis combien de temps ils se sont appropriés ces terres ?

Nejib : Cela a commencé il y a vingt ans.

Ali : Cela a commencé avec la corruption.

Nejib : Ces investisseurs ne produisent pas pour les Tunisiens, ils produisent pour l'export. Et les petits agriculteurs exploitent pour les Tunisiens, les tomates, les piments, les oranges... C'est eux qui produisent pour les Tunisiens. Les autres produisent pour l'État.

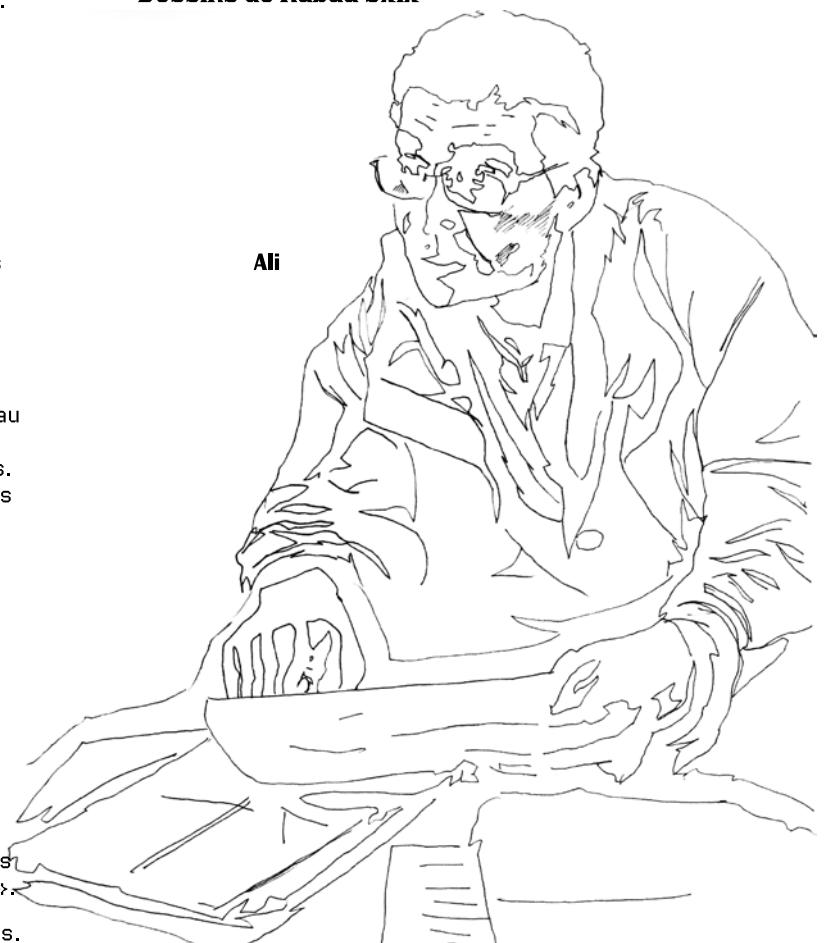
Ali : Avec ces 10 000 hectares de cultures précoces à Rgueb, les investisseurs étrangers tirent un montant global de leurs ventes à l'export équivalent aux recettes du ministère du Tourisme pour une année. Ce chiffre a été publié par la Banque centrale de Tunisie (BCT). Cela représente 40 tonnes de fruits et légumes, près de 4 milliards de dinars.

Nejib : Le directeur de la BCT, Mustapha Kamel Nabli, a donné lui-même ce montant. Avec ces 10 000 hectares, pendant trois mois, Rgueb égale les revenus du ministère du Tourisme. La plupart des terres de Rgueb produisent pendant ce temps là des produits qui concernent le marché interne tunisien, des piments, des tomates, des fèves. Ce qui part à l'export et vaut très cher, c'est les cultures maraîchères, les pêches, les abricots, les melons, les pastèques...

L'exode rural est de 108% à Rgueb, les paysans vendent leur terre, et partent travailler au Sahel, ou travaillent comme journaliers. La situation n'est pas tenable, il finira par y avoir un ras-le-bol dans les prochaines années ou les prochains mois, il va y avoir beaucoup de problèmes.

À suivre...

Elie Octave, Rabaa Skik
Dessins de Rabaa Skik



SYRIE

LES DEFIS DE LA REVOLUTION

ENTRETIEN AVEC SALAMEH KAILEH

Salameh Kaileh est un penseur marxiste palestinien né en 1955 à Bir Zeit. Il a plus de 20 ouvrages à son actif. Il a été détenu en Syrie pendant plus de huit ans au cours de la décennie 1990, puis de nouveau en avril 2012, pendant plusieurs semaines pour avoir pris part à la révolution populaire. Suite à une campagne de militants du monde entier pour le faire libérer, il a été expulsé de Syrie, et vit aujourd'hui entre le Liban, la Jordanie et la France. Nous l'avons rencontré dans le 11^e arrondissement de Paris.

Depuis mars 2011, les Syriens descendant dans la rue malgré une répression féroce qui a coûté la vie à des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, et d'enfants et cela pour réclamer la justice sociale, la liberté et la dignité. La situation dure depuis trop longtemps, les massacres deviennent d'une terrifiante banalité et aucune mesure internationale ne semble permettre l'arrêt du bain de sang. Quels enjeux géopolitiques sont à l'œuvre ? Et d'abord quel est le rôle de la Russie dans la révolution syrienne ?

Salameh Kaileh : La Russie a de nombreux intérêts en Syrie à la fois stratégiques et économiques. C'est le gouvernement de Bashar al-Assad qui est garant du maintien des intérêts russes en Syrie. C'est pourquoi la Russie apporte un soutien financier, militaire, logistique et diplomatique au régime syrien. Si le régime tombe, la Russie n'aura plus personne pour soutenir ses intérêts. Mais le régime de Bashar est voué à disparaître car malgré toute la violence déchainée contre lui, le peuple ne faiblit pas dans ses revendications. La Russie doit prendre en compte cette réalité. Elle doit encourager une partie du pouvoir à se retourner contre Bashar al-Assad et son clan.

DANS LE VILLAGE DE KAFRANBEL, LE DESSINATEUR AHMAD JALAL DÉNONCE LES MANIPULATIONS DU POUVOIR SYRIEN ET DES MÉDIAS INTERNATIONAUX DANS LA CONFESIONNALISATION DU CONFLIT. LE PEUPLE SYRIEN DANS TOUTE SA DIVERSITÉ LUTTE POUR SAUVER LA SYRIE.»

puissants qu'autrefois, ils n'ont plus les moyens financiers de guerroyer un peu partout dans le monde. La crise économique ne leur permet plus de le faire depuis 2008. C'est pour cette raison qu'il n'y aura probablement pas d'intervention militaire américaine directe en Syrie comme cela a pu être le cas en Afghanistan ou en Irak.

Ensuite, il faut rappeler que les États-Unis ont déjà tenté déjà en 2005, lors de la mort de Rafiq Hariri, d'allumer la mèche d'un conflit confessionnel généralisé au Liban et en Syrie. Aujourd'hui, ils n'ont pas les moyens financiers de mettre en œuvre cet objectif, par contre, des puissances comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar s'en occupent. Personne dans la région n'a intérêt à ce que la révolution syrienne aboutisse à ses objectifs de liberté, de justice sociale et de démocratie.

Israël sait très bien que si les Syriens sont maîtres de leur politique, ils n'hésiteront pas à reprendre la résistance contre l'occupation israélienne du Golan ou de la Palestine.

Israël sait très bien que si les Syriens sont maîtres de leur politique, ils n'hésiteront pas à reprendre la résistance contre l'occupation israélienne du Golan (région du sud de la Syrie occupée depuis 1967) ou de la Palestine (occupée depuis 1948). L'Arabie Saoudite ou le Qatar n'ont absolument pas intérêt à ce que la révolution soit victorieuse non plus, car ce vent de liberté pourrait bien se propager chez eux. La preuve la plus évidente de ce refus de voir la révolution syrienne aboutir est que l'Arabie Saoudite a apporté une aide financière au régime de Bashar al-Assad jusqu'en août 2011 avant de changer de stratégie, c'est-à-dire pendant les 6 premiers mois de la révolution,

Israël sait très bien que si les Syriens sont maîtres de leur politique, ils n'hésiteront pas à reprendre la résistance contre l'occupation israélienne du Golan ou de la Palestine.

Certains affirment que les États-Unis n'interviennent pas en Syrie parce qu'ils ont peur de la réaction de la Russie. Que pensez-vous de cette idée ?

S.K. : Les États-Unis n'interviennent pas en Syrie pour plusieurs raisons. D'abord les États-Unis ne sont plus aussi



KAFRANBEL OCCUPÉE, SYRIE – 14 OCTOBRE 2011
« QUE CHUTENT LE RÉGIME ET L'OPPOSITION OFFICIELLE...
QUE CHUTE LA QUMMA ARABE ET ISLAMIQUE... QUE CHUTE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ...
QUE CHUTE LE MONDE... QUE TOUT CHUTE...»

alors que les villes étaient assiégées et bombardées par le régime.

agissent ainsi ne sont pas nombreuses, ce sont des unités qui appartiennent au courant des Frères Musulmans ou salafistes, et elles se trouvent surtout dans le nord du pays. Ces unités défendent une vision militaire de la révolution, elles prétendent pouvoir libérer la Syrie du nord jusqu'à Damas par un mouvement militaire qui remplacerait la lutte populaire et pacifique. Ce sont ces unités que l'Arabie Saoudite soutient en leur fournissant des armes et en payant un salaire à chacun de ses combattants. Cette forme militaire et armée de la révolution n'a jamais été un exemple positif dans l'Histoire. Les révoltes qui aboutissent sont celles qui sont portées par des luttes populaires et pas uniquement par des luttes militaires.

Le problème n'est donc pas dans le fait que les Syriens prennent des armes pour se défendre. Le problème est que certains Syriens acceptent de remplacer une révolution populaire par une opération militaire, et de transformer une révolution en guerre civile sur des bases confessionnelles. Il faut refuser cette forme de militarisation. Il faut refuser la guerre civile. Il faut refuser l'instrumentalisation de la religion et de la diversité confessionnelle. Il faut dénoncer les tentatives de faire avorter la révolution syrienne qu'organisent l'Arabie Saoudite et ses amis américains et européens et notamment la France, ancienne puissance mandataire en Syrie.

Vous dites que la militarisation de la révolte n'est pas dans l'intérêt du peuple syrien. Pensez-vous que les Syriens ont tort de vouloir se défendre comme ils le peuvent en acceptant les armes qu'on leur donne ?

S.K. : Non, les Syriens n'ont pas tort de vouloir défendre leurs familles et leurs amis qui veulent manifester et exprimer leur refus d'un pouvoir dictatorial et criminel. Les Syriens doivent prendre les armes pour défendre leurs concitoyens. Mais il ne faut pas que les manifestations pacifiques deviennent une excuse pour prendre les armes et engager une guerre civile. Par exemple lorsque des unités de l'armée libre érigent des barrages pour empêcher l'armée régulière de parvenir aux quartiers où se déroulent les manifestations, et permettent ainsi à la lutte populaire d'avoir lieu sans effusion de sang, il s'agit là d'une action positive. Par contre les attaques de certaines unités de l'armée libre contre des militaires syriens dans une logique de guerre, n'est pas dans l'intérêt de la révolution. Les unités qui



SYRIE

CES PUISSANCES QUI REDOUTENT L'AVENEMENT D'UNE DEMOCRATIE

D'après les déclarations des représentants de l'Armée Syrienne Libre (ASL) et des informations circulant dans les milieux diplomatiques, les États-Unis et les Européens ne vendent pas d'armes à l'ASL mais au contraire limitent l'accès des armes fournies par d'autres pays (Qatar, Libye, etc.). D'une part, les États-Unis et l'Europe (en application de l'embargo européen) auraient interdit à leurs alliés (Turquie, Jordanie) d'autoriser le passage libre des armes à leurs frontières

terrestres. D'autre part, les États-Unis exerceraient un contrôle direct quantitatif et qualitatif sur les livraisons de munitions de certains pays (Qatar, Libye, etc.) à l'ASL en imposant à cette dernière de rendre des comptes de leur utilisation (unité bénéficiaire, objectif atteint).

Autrement dit, les occidentaux seraient maîtres du rationnement de l'ASL et du rapport de force matériel entre forces du régime de Bachar El-Assad (alimentées librement par la Russie et l'Iran et

ses alliés libanais et irakiens) et l'ASL. Cette maîtrise occidentale sur l'approvisionnement de l'ASL serait un des éléments de pression sur la Coalition pour contraindre l'opposition syrienne à accepter les conditions de négociation avec le régime imposées par le consensus entre les puissances (États-Unis, Russie, Europe, Iran, etc...) en fonction de leurs intérêts contradictoires ou partagés.

La demande de levée de l'embargo par l'ASL et la Coalition n'aurait pas pour objectif de favoriser une

entrée massive d'armes en Syrie, car les livraisons d'armes à l'ASL seraient déjà de fait très contrôlées et soumises aux intérêts stratégiques des uns et des autres. Elle viserait à permettre l'augmentation de la quantité de munitions autorisées pour réduire le déséquilibre des forces entre l'ASL et le régime. D'après le chef d'état-major de l'ASL, c'est ce déséquilibre qui permet au régime de poursuivre sa politique de répression car, militairement comme

politiquement, le régime ne tient que grâce à sa supériorité en armements. C'est donc ce déséquilibre en munitions qui serait responsable du meurtre quotidien de dizaines de Syriens et Syriennes de tous âges par le régime.

Toujours selon le chef-d'état-major de l'ASL, la chute militaire et politique du régime (par désertions et démissions massives) serait effective en quelques semaines si le déséquilibre en munitions était réduit (selon le degré de réduction de ce déséquilibre).

Selon l'opposition syrienne qui soutient la révolution, la chute militaire du régime ne comporte aucun risque de prise du pouvoir des islamistes et des jihadistes. En effet, leurs combattants ne représentent pas plus de 5% des troupes qui combattent celles du régime. Le véritable risque consécutif à la chute du pouvoir syrien serait l'établissement d'une véritable démocratie, menace pour tous les régimes dictatoriaux de la région (monarchies du Golfe et Iran) et leurs protecteurs, occidentaux ou autres.

Le soutien à une "solution politique" imposée à l'opposition, avec maintien du déséquilibre des forces en faveur du régime signifierait donc le maintien d'un régime honni par la majorité de la population, au nom du respect de la minorité craignant la prise de pouvoir des islamistes ou des vengeances communautaires, dans l'intérêt des puissances qui redoutent l'avènement d'une démocratie authentique.

Françoise Clément

SYRIE

LA MILITARISATION DE LA REVOLUTION SYRIENNE

Dans le film « Le chemin de la liberté », trois militants syriens, récemment réfugiés en France, témoignent et racontent leur révolution. Ce film met en valeur les propos poignants de ces jeunes révolutionnaires, présents dès les premières manifestations contre le régime syrien. En livrant leur expérience, ces trois protagonistes viennent tordre le cou aux analyses maladroites, voire calomnieuses, qui ont circulé à propos des débuts de la révolution syrienne. Comme par exemple, le fait d'affirmer que cette révolution ne serait que le fruit d'ingérences étrangères. Ainsi, à force de dénaturer l'authenticité de l'élan populaire qui a déclenché cette révolution, on justifie une absence de soutien effectif. Plus de deux ans et demi après les débuts de la révolution, le sang des Syriens continue de couler, dans une indifférence déconcertante, alors qu'on compte plus de 100 000 victimes et plus de 1,5 millions de réfugiés. Loin de verser dans la pseudo expertise géopolitique, ce film donne la parole à la rue syrienne, capable de penser et de s'organiser par elle-même. Nous en publions ici quelques extraits, issus du chapitre intitulé « une révolution pacifiste poussée à prendre les armes ». Les paroles sont de Shadi Abou Fakher, militant syrien et membre fondateur de la coordination des quartiers de Damas.

K La révolution en Syrie a commencé animée par une grande idée : créer une démocratie en Syrie, une démocratie des droits civiques qui établit l'égalité entre tous, quelles que soient les différences confessionnelles, sexuelles et ethniques. Tout le monde rêvait de briser les chaînes qui nous empêchaient d'être libres. Les manifestations ont commencé de manière très pacifique. Nous défilions, et dès les premières minutes de la manifestation, les snipers envoyés par le pouvoir, l'armée régulière, les forces de sécurité et les chabbihas, se positionnaient et tiraient sur la foule. À chaque manifestation, il y avait systématiquement quatre ou cinq

morts. Les gens ramassaient leurs morts et marchaient en cortège funèbre pour rendre hommage aux martyrs. Là aussi, sur le chemin du cimetière, les forces de sécurité tiraient sur la foule. Les Syriens ont persévéré avec une détermination infaillible pour rester pacifiques pendant de très longs mois.

Le régime a très vite poussé ces manifestations vers la violence, incitant de manière insidieuse les gens à s'armer, parce qu'il ne pouvait plus se battre contre la non-violence. Le pacifisme était réellement capable de faire chuter le régime, c'est pourquoi nous avions parié sur la non violence. Cette situation a duré pendant des mois. En vérité, ceux qui menaient

les manifestations, avaient beaucoup travaillé cette question de la non-violence. Le régime a aussi essayé de distribuer des armes en sous main, mais les gens ont refusé. Et, par exemple, à Rokn Eddine [un quartier de Damas au flanc du mont Qassioun, ndt], le prix d'une Kalachnikov est tombé à deux mille livres [30 €, ndt] une manière de dire à la population : venez acheter des armes !

Le peuple syrien a sans cesse essayé de négocier des solutions pacifiques avec ce régime. Il était ouvert au dialogue, mais le régime lui répondait systématiquement en le tuant. Ainsi, la délégation d'une ville pouvait aller rencontrer le régime et ne jamais revenir. Le régime pouvait très bien proposer aux gens de se réunir pour trouver une solution, et en fait leur tendre un piège, comme par exemple à Darraya. En avril 2011, 250 dirigeants du mouvement ont été reçus dans le centre culturel de Darraya. Mais le lendemain, ces deux cent cinquante personnes, tous des leaders de Darraya, dont les noms étaient jusqu'alors ignorés du régime, tous, ont été emprisonnés. Le principal but du régime était que tous les dirigeants pacifistes de cette révolution soient tués ou emprisonnés.

Au début du mois de Ramadan (du 1^{er} au 29 août 2011, ndt), le régime s'est lancé dans une grande vague d'arrestations qui visait le premier cercle des activistes des coordinations de la révolution. Ces arrestations massives avaient commencé une semaine avant le mois de Ramadan, et à la fin de



IMAGE EXTRAITÉE DU FILM « LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ ».

la deuxième semaine de Ramadan, 80% des chefs des coordinations étaient en prison. En même temps, cette vague d'arrestations s'est accompagnée d'une violence inouïe envers les manifestants pour les pousser à abandonner ou à s'armer. C'est alors que sont apparus les changements au sein de la population. Il faut dire qu'à cette date, et depuis le début des manifestations, le nombre des martyrs avaient atteint les dix mille morts, avec deux cent mille prisonniers dont au moins cent cinquante mille soumis à des tortures atroces. La répression était devenue insupportable, avec un sentiment d'impuissance face à toute cette violence. Les Syriens ne pouvaient plus se comporter de manière pacifique avec ce régime. Le problème en Syrie, c'est que lorsque le régime me gifle, si je tends l'autre joue, il ne me gifle pas, il me coupe la main, il ne me frappe pas, il me tue.

Malgré la persévérence de la population dans la voie de la non violence, des militaires de l'armée officielle ont commencé à déserter. Ce sont ces déserteurs qui ont composé le premier noyau d'action armée envers le régime. Cette résistance armée a commencé à grandir en intégrant dans ses forces de plus en plus de déserteurs. C'est ainsi que l'armée

libre s'est constituée. Cette situation n'a pas empêché la révolution pacifique de continuer. Car la première fonction de l'armée libre était la protection des civils durant les manifestations. Cette situation a continué pendant trois à quatre mois. Lorsqu'il est devenu impossible pour le régime d'entrer dans les manifestations et de les attaquer de près pour tirer sur la foule, il s'est posté à plusieurs kilomètres et a commencé à les pilonner avec les tirs de mortier. C'est aussi comme cela que l'action militaire a commencé à changer. Il y a aussi des Syriens qui ne faisaient pas partie de l'armée régulière et qui ont pris les armes pour rejoindre l'armée libre. Je considère que c'est de la légitime défense dans tous les sens du terme. Les gens sont descendus dans les rues en portant les plus grands idéaux de l'humanité et ce qu'ils avaient de plus précieux : ils offraient leur vie pour réaliser leur rêve. Mais le régime a utilisé les moyens de répression les plus abjects.»

« Le chemin de la liberté, paroles de révolutionnaires syriens », de Naïssam Jalal et Samuel Lehoux, 45 min, 2012.

En ligne sur YouTube et sur le blog : www.lautrement93.over-blog.com

PALESTINE

VOIX DE FEMMES DE GAZA

Si la guerre concerne bien toute la population, hommes et femmes, peut-on prétendre que la guerre vue du côté des femmes est la même que celle que nous racontent les hommes ? Sans adhérer à une vision essentialiste, une analyse générée montre qu'hommes et femmes vivent pendant un conflit des expériences différentes dans lesquelles le rôle des femmes reste toujours subordonné à celui des hommes. Mais dans le même temps, le rôle assigné et/ou assumé de garantes de la survie de la famille les amène à assumer des tâches quotidiennes qui font d'elles, parfois, les véritables chefs de famille, quand les hommes, décédés, blessés ou au chômage ne peuvent plus assurer la fonction qui leur revient. Ce texte est la synthèse d'une longue étude basée sur une grille d'entretiens¹, menés auprès de femmes de Gaza durant l'année 2011, grâce au concours actif de Najma Jamee, ingénierie et enseignante à l'université Al Azhar et au département d'études francophones de l'université Al Aqsa de Gaza.

PHOTOS : TANYA HABJOUQA, GAZA

Le contexte

Gaza, une bande de terre de la surface de l'île de Ré, avec son million et demi d'habitants, est totalement coupée de la Cisjordanie et transformée en zone de guerre, surtout depuis que l'armée israélienne en est sortie, en septembre 2005, après 38 ans d'occupation. Ce départ marque le début non pas de l'indépendance de ce territoire mais au contraire de son enfermement, véritable prison à ciel ouvert, sous surveillance des airs et de la mer, les entrées et sorties étant contrôlées par deux points de passage ; sans compter les incursions régulières de l'armée israélienne. Le résultat est la défaite aux élections législatives de février 2006 du Fatah, parti lié à l'Autorité palestinienne accusé de compromis avec l'État israélien, et la victoire du parti d'obédience islamiste, le Hamas. Israël, avec le soutien de la communauté internationale, réagit aussitôt par un embargo sur Gaza. Ce blocus va connaître son paroxysme au moment de l'opération « Plomb durci », en décembre 2008, caractérisée par des raids et bombardements aériens suivis par une offensive terrestre lancée en janvier 2009. L'objectif affiché des Israéliens était de mettre fin aux tirs de roquettes Qassam du Hamas, lancées depuis la bande de Gaza, et à son réapprovisionnement en armement. Il s'agissait de s'en prendre aux militants du Hamas en détruisant des infrastructures, en particulier les centaines de tunnels creusés sous la frontière entre la Bande de Gaza et Rafah côté égyptien. Cette opération militaire, aux allures de « punition collective » infligée au 1,5 million de civils de Gaza, a suscité une large réprobation dans l'opinion internationale, en raison du caractère jugé disproportionné de la riposte israélienne, du nombre de victimes civiles parmi les Palestiniens, et de l'utilisation par l'armée israélienne d'armes dont l'usage est restreint ou limité par le droit international humanitaire.² Bien que moins dramatique, l'opération « Pilier de défense » menée par l'armée israélienne,

en novembre 2012, a encore un peu plus fragilisé la population gazaouie. Une nouvelle fois, le bilan de la « confrontation » entre Tsahal et le Hamas est disproportionné, avec près de 180 victimes du côté palestinien, pour 6 Israéliens tués.

Des histoires de migration et d'exil

Le parcours des femmes interrogées est celui qu'on retrouve dans de nombreuses études sur la Palestine. C'est d'abord, pour leurs familles, une histoire de migration et de fuite qui commence par les réfugiés de 1948, chassés de leurs villages par l'armée d'Israël et obligés de rejoindre les camps de Jordanie, du Liban pendant que d'autres s'installaient à Gaza où peu à peu les tentes seront remplacées par des bâtiments en dur. Aujourd'hui 70 à 80% des habitants de Gaza sont des réfugiés.

A la recherche d'un avenir moins incertain, certains ont tenté l'exil, en Algérie, par exemple, comme Asma dont les parents ont quitté Gaza en 1965. Son père est resté en Algérie. Elle, qui y a vécu 25 ans, est rentrée il y a 5 ans, à Rafah. Elle est aujourd'hui assistante en langue française : « Je rêve, dit-elle, de retrouver mes amies algériennes mais je veux rester à Gaza pour lutter contre l'occupation ». D'autres ont choisi la Jordanie, comme la sœur de Najma, ou l'Irak.



Sous les bombes, la vie continue

À en croire les jeunes étudiants du Centre d'Al Aqsa³, si tous ont envie de partir temporairement, Gaza reste le lieu où ils veulent vivre. Et pourtant à Gaza, toute la vie est conditionnée par la guerre, comme l'évoque Shirin : « Les bombes à air pour faire du bruit, la panique pour les enfants, vitres cassées, impossible de dormir, les écoles fermées dans le nord. Jamais je n'avais connu une telle violence. On se réfugiait dans les écoles pour être plus en sûreté, donc elles étaient ciblées par les bombes à phosphore ». Dans chaque famille on compte les blessés, les morts, les prisonniers.

Au-delà des bombes, des incursions, des arrestations, c'est la vie quotidienne qui est touchée. Mais dans le même temps, c'est la vie « normale », un adjectif couramment utilisé par Najma, qui reprend : une vie pleine de projets, malgré l'intrusion de la violence militaire dans les moments et les lieux les plus intimes de la vie privée. Il en est ainsi des mariages qui n'ont jamais cessé à Gaza, témoignant d'une volonté de se projeter dans l'avenir.

La transformation du domicile en zone de guerre a des conséquences extrêmes pour les femmes, condamnées à l'insécurité. Les processus d'humiliation et de harcèlement qui accompagnent ces occupations suivies de destructions augmentent le stress à l'intérieur des familles.

Une lutte quotidienne pour la survie

La pauvreté touche un grand nombre de familles qui subissent le conflit d'autant plus durement qu'il vient s'ajouter à une longue période de blocus économique. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 90% de l'eau de Gaza est impropre à la consommation. 80% de la population vit de la nourriture distribuée par l'ONU. Les coupures d'électricité et la pénurie de carburants entravent le fonctionnement des pompes à eau qui alimentent les réservoirs des

immeubles et les générateurs de secours des hôpitaux. Il est impossible de cuisiner ou de se chauffer. C'est aux femmes qu'est demandé de surmonter tous ces obstacles.

A ces différentes formes de persécutions liées aux conflits, il faut ajouter l'épuisement dû à l'accroissement des activités de survie. Devenues chefs de familles en l'absence de leurs maris partis se battre, massacrés, disparus ou forcés à émigrer, les femmes remplissent à la fois les rôles de père et de mère et s'investissent dans plusieurs activités pour subvenir aux besoins de leurs ménages. Dans des sociétés dominées par le patriarcat et où les femmes éprouvent d'énormes difficultés pour accéder aux ressources, de tels contextes renforcent la féminisation de la pauvreté et créent des rapports de pouvoir et d'exclusion sociale et culturelle fondés sur le sexe.

Face au chômage massif (le blocus interdit aux hommes d'aller travailler en Israël, 95 % des entreprises du secteur privé sont fermées), reste à compter sur la culture des terres qui ne se trouvent pas près de la frontière et échappent à la vindicte des soldats, et surtout sur la capacité des femmes à trouver les ressources indispensables pour vivre, en faisant du travail domestique qui leur est traditionnellement dévolu une source de revenus, à l'exemple de ces femmes qui vendent aux associations locales les tissus, foulards et robes brodées que l'on retrouve parfois sur les stands des associations de soutien en Europe.

La violence politique engendre la violence sociale

Les restrictions et la violence quotidiennes ne sont pas les seules causes invoquées par les femmes pour expliquer les souffrances quotidiennes. En effet, les violences conjugales ont augmenté de 154 % depuis 1999, et 60 % des femmes en sont aujourd'hui victimes, selon une étude réalisée par une organisation de défense des droits de la femme palestinienne (PWIMC⁴).

Deux tiers des femmes interrogées sont responsables de la subsistance du foyer. Dans un grand nombre de familles, non seulement c'est la femme qui travaille, mais en plus elle ne parvient pas à joindre les deux bouts à la fin du mois. Il en résulte qu'un tiers des femmes brutalisées indiquent ne pas se défendre, car elles ont des priorités plus importantes.

La violence de l'occupation israélienne est bien la source principale des violences physiques et psychologiques subies par les femmes de Gaza, comme le souligne Meriem, la directrice de l'association Culture et pensée libre. Lors de son entretien avec Najma, elle lui a parlé des conséquences de la destruction de maisons sur des femmes obligées de se réfugier dans les familles des maris et de se plier aux exigences de la belle famille. Privées de leur autorité sur leur propre famille, obligées de s'adapter aux comportements exigés, parfois même harcelées, sans pouvoir trouver de soutien auprès du mari.

L'éducation au centre du projet d'autonomie des femmes

Si les femmes sont plus attentives à leur tenue vestimentaire ou si, au début de la prise de pouvoir par le Hamas, elles sortaient moins dans la rue, il semble qu'aujourd'hui, elles ont repris une vie plus libre, même si les pesanteurs traditionnelles sur les jeunes femmes restent très fortes.

Elles sont nombreuses, en particulier, à investir le terrain de l'éducation qui constitue un autre lieu de lutte contre l'occupation mais aussi de conquête de l'autonomie. Ce qui explique le très faible taux d'analphabétisme. « C'est une forme de résistance pacifique, insiste Najma, qu'Israël n'est jamais parvenu à détruire. C'est une victoire d'avoir des universitaires, des médecins... »

Même si l'université est privée et très partiellement financée par l'Autorité palestinienne ou par l'aide internationale, le nombre d'étudiants reste élevé.

Fait notable, les filles sont plus nombreuses que les garçons à faire des études et à obtenir des diplômes. L'université contribue ainsi à créer une nouvelle génération de femmes qui se différencient de leurs aînées en émettant des souhaits nouveaux.

L'engagement des femmes dans l'espace public

Malgré les difficultés à trouver un travail, de nombreuses femmes ayant fait des études se tournent vers les activités associatives, qu'il s'agisse de la santé, de la formation ou de l'aide juridique, à l'exemple de Mériem. Titulaire d'un bac en 74, elle a interrompu ses études pour se marier avec son cousin Bassam, en 76 à Khan Younes. C'est ce dernier qui l'a incitée à reprendre ses études jusqu'à l'obtention d'un magister en management qui lui permet de diriger son association. L'idée de



L'association est venue avec 4 autres femmes de Gaza. Elles ont développé plusieurs centres pour accueillir des femmes. Le centre de la santé reproductive (planning familial) était le premier. Au début, il n'était pas bien accepté, mais progressivement les femmes sont venues se renseigner. Des workshops sont organisés autour de la santé, des enfants, des violences. Ces centres accueillent aussi les femmes de martyrs souvent délaissées par leur belle famille. Des prêts sont accordés aux femmes pour développer des projets.

Derrière tout ça, il y a un projet plus global d'autonomisation des femmes, pour les amener à s'impliquer dans la société, en particulier sur le plan politique. Meriem dénonce le fait, par exemple, que les femmes soient exclues des débats au sein des partis politiques, bien qu'elles aient participé aux manifestations contre la division entre le Hamas et le Fatah. Pour elle, il ne faut pas laisser aux hommes le contrôle des partis politiques, les femmes doivent imposer leur présence, car c'est par elles que la société pourra évoluer dans le contexte d'un État palestinien libre.

D'autres femmes, sans inscrire leur action dans le cadre d'un parti politique ou d'une association, occupent régulièrement la place publique : ce sont les mères et épouses de prisonniers. À l'instar d'autres femmes de par le monde, elles sont une vingtaine à se réunir chaque lundi devant le portail de la Croix-Rouge, à Gaza ville. Elles viennent de toutes les villes de la bande de Gaza. L'une d'entre elles s'est confiée à Najma, sous couvert d'anonymat. Elle a raconté comment son fils, inscrit dans une université de Cisjordanie, s'est fait arrêté la veille de ses examens avec une cinquantaine d'autres personnes, lors d'une incursion de l'armée israélienne. Ce fut un choc d'autant plus fort qu'il s'apprêtait à rentrer à Gaza après quatre ans d'études, pendant lesquelles elle ne l'avait pas vu. Il lui a fallu apprendre à faire des démarches, consulter des avocats, des centres des Droits de l'Homme, se renseigner sur les droits des prisonniers avant de pouvoir le rencontrer au bout de quatre mois, par l'intermédiaire du PCRS (Centre palestinien de rapprochement entre les peuples). Après trois ans de détention, il a été jugé et condamné en première instance à 19 ans de prison, peine réduite grâce à une avocate à 9 ans et demi, et 4 ans avec sursis. Cela fait maintenant 5 ans qu'elle n'a pas vu son fils. Cinq ans d'inquiétudes et de démarches pour obtenir de l'université qu'elle accorde le diplôme à son fils, ou pour remplacer les lunettes cassées pendant les séances de torture du début de l'incarcération. Autant d'échecs. Mais parfois, elle obtient des nouvelles par l'intermédiaire d'autres familles qui visitent leur prisonnier.

Récemment, elle a reçu une lettre de son fils demandant de solliciter pour lui la main d'une étudiante qui était avec lui à l'université et qui se trouve maintenant à Gaza.

Pour toutes ces femmes qui «ne connaissent pas le goût du bonheur, ni même le sourire», selon les termes de Najma, et vivent dans l'inquiétude et l'attente de l'inconnu, les rassemblements du lundi sont essentiels. Elles y viennent avec

un drapeau palestinien ou la photo de leur fils ou de leur mari. Et surtout elles font connaissance, échangent des nouvelles, se racontent leurs histoires, afin de garder courage et de poursuivre la lutte pour des droits dont elles sont privées.

Ce travail extraordinaire que mènent des femmes comme Meriem, comme les mères de prisonniers, et comme tant d'autres femmes de Gaza, reste méconnu à l'extérieur. Ce sont elles que l'on retrouve dans les manifestations et dans les marches. Elles sont au premier rang lors des incursions militaires face aux soldats israéliens pour défendre leurs enfants avec leur voix comme seule arme. Elles sont là aussi pour protester contre la «démolition punitive» exercée contre les maisons des «ennemis d'Israël» et de leurs familles. Elles sont là, enfin, pour appeler inlassablement à la paix en affrontant tout à la fois le défi d'une société sclérosée qui veut les enfermer dans un rôle qu'elles refusent, et le défi israélien qui refuse à toute une société le droit d'exister.

Marguerite Rollinde, chercheuse au CRESPPA-GTM, CNRS/ Université Paris 8. En collaboration avec **Najma Jamee**, ingénierie et chargée de cours au département d'études francophones de l'Université Al Aqsa de Gaza, interprète pour les associations et ONG de langue française. **Version courte** **Samuel Idir**

1. Version complète et originale de l'étude disponible sur le blog : www.lautrement93.over-blog.com

2. Selon les chiffres du PCBS (Bureau central palestinien de statistiques) le bilan du «séisme noir», le 27 décembre 2008, était de 1317 morts, dont 410 enfants et 102 femmes; 5340 blessés, dont 1855 enfants (soit 35%) et 795 femmes. On peut également se référer aux rapports d'ONG internationales telles que Amnesty International, Human Rights Watch, ainsi qu'au Rapport de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le conflit à Gaza plus connu sous le nom de Rapport Goldstone, rapport de 575 pages rédigé à la demande du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui parle de «crimes de guerre» et fait état d'environ 1400 morts côté palestinien pour 4 Israéliens (3 civils et un soldat) tués par des tirs de roquettes et des obus de mortier au Sud d'Israël. Ce rapport a fait par la suite l'objet de controverses de la part du gouvernement israélien.

3. Centre d'information francophone du département de français de l'université Al-Aqsa de Gaza

4. À partir d'un sondage réalisé auprès de 350 femmes au cours des trois derniers mois de l'année 2009

Bonjour de Gaza

Depuis septembre 2012, Ziad Medoukh, responsable du département de français de l'université Al-Aqsa de Gaza, et ses étudiants animent une émission hebdomadaire en français, tous les dimanches de 14 à 15h (heure française). Cette émission est destinée aux Palestiniens et au monde francophones qui peuvent la suivre en direct et en image (www.yjctv.ps), et dialoguer avec les animateurs. Les 45 émissions réalisées depuis le lancement ont évoqué la situation dans la bande de Gaza sous blocus, et l'actualité de Gaza. L'objectif est de contribuer de manière dynamique à une meilleure connaissance de Gaza et de la Palestine et de développer les échanges entre les jeunes gazaouis et le monde francophone. Reprise des émissions en octobre 2013.

Pour toutes ces femmes qui «ne connaissent pas le goût du bonheur, ni même le sourire», selon les termes de Najma, et vivent dans l'inquiétude et l'attente de l'inconnu, les rassemblements du lundi sont essentiels. Elles y viennent avec



PHOTO : NAÏSSAM JALAL

OSLOOB PALESTINIEN DU LIBAN ENTRE LA RUPTURE ET LE LIEN

Osloob est rappeur palestinien du Liban et membre fondateur du groupe de rap palestinien Katibeh 5. Il est aussi le plus important producteur d'instrus de hip hop au Proche Orient. Nous l'avons rencontré dans la banlieue sud de Beyrouth dans le studio de Katibeh 5 aux abords du camp de réfugiés palestiniens de Borj el Barajne.

Pourquoi fais-tu du rap ?
Qu'est-ce qui t'as attiré dans cette forme artistique ? Est-ce qu'il y a une contradiction entre être un Arabe palestinien patriote et être rappeur ?

Je fais du rap parce que c'est une forme artistique qui est proche de la rue, proche des gens et de leur façon de parler. Ce qui m'a attiré dans le rap, c'est aussi que c'est une forme assez large pour permettre à chacun d'y mettre ce qu'il souhaite, d'exprimer ce qu'il a à dire. Pour ce qui est des contradictions, je ne pense pas qu'il y ait de contradiction, il y a des groupes comme Al Aacheqin qui étaient très patriotes et qui chantaient toujours pour la révolution palestinienne et qui n'utilisaient pas seulement des instruments traditionnels orientaux. On peut être patriote, se battre pour la liberté du peuple palestinien, pour le respect et le maintien de son identité et être rappeur. Ce n'est pas contradictoire. Au final la musique est un langage universel, ce qui fait la particularité de mon rap c'est ce que je dis, ce que je défends.

Quels sont les sujets que tu abordes le plus souvent dans tes chansons ?
Les causes que tu défends ?

La résistance, l'injustice, les problèmes de société qui concernent les Palestiniens en premier lieu, et les démunis en général. Je ne défends pas la cause du hip hop, je me sers du hip hop pour défendre des choses plus importantes.

Quels sont les problèmes de société qui concernent les Palestiniens en particulier au Liban ?

«Fasel» ça veut dire «rupture». Mais c'est aussi un jeu de mots. Car si on scinde le mot en deux on obtient «fa-sel» qui veut dire «donc lie» ou «donc relie». C'est un jeu de mot entre la rupture et le lien. Finalement, il n'y a qu'un cheveu entre la rupture et le lien ou entre le bien et le mal. Au départ on pense que je parle de rupture et puis on s'aperçoit que je parle de lien.

«Fasel» retient l'attention parce que tu as réuni de nombreux rappeurs du Moyen-Orient. Qui sont ces rappeurs et d'où viennent-ils ?

Il y a des rappeurs palestiniens du Liban et libanais comme Shahed Aayan et Abdel Jabbar qui sont tous deux membres de Katibeh 5 et puis les Libanais Rayess bek et Edd. Et puis il y a les Palestiniens de Jordanie Spiro, Kazz et Sati, les Palestiniens de Jérusalem Maqdeissi et Watan, il y a Rami GB de Jenine, et Mohamed Antar et Khaled Harara de Gaza.

Quel était ton objectif en concevant «Fasel» ?

D'abord, mon premier objectif était de réunir dans une même mix-tape des rappeurs qui sont en concurrence. Pour moi, c'était important de mettre tous ces rappeurs qui se font de la concurrence dans un même projet et que chacun d'entre eux ressente que cette mix-tape est la sienne, même si elle est aussi celle de ses concurrents.

Deuxièmement, c'était important pour moi de réunir des Palestiniens d'un peu partout (là où se trouvent des camps de réfugiés palestiniens) dans une unité musicale à défaut d'être nationale. Ce qui m'intéressait c'est que chacun parle du lieu où il a grandi, où il vit, où il évolue, et même s'il ne parle pas directement du lieu, son accent parle de toutes façons, parce que tu reconnaissas tout de suite l'accent du Palestinien de Gaza, de celui du Liban, de la Jordanie, ou de Jérusalem. Et ça je pense que c'est très important. Tous les Palestiniens veulent savoir qui sont ces autres qui sont aussi Palestiniens. Le Palestinien du Liban rêve de connaître celui qui est en Palestine 48 qui rêve de celui qui est à Gaza qui se demande qui sont ces autres Palestiniens de Jordanie ou de Palestine 67. Et donc faire une mix-tape qui réunit des rappeurs palestiniens de tous ces pays, c'était quelque chose de vraiment important. Quand j'étais petit je rêvais de monter dans un train qui irait du Liban à la Jordanie en passant par la Syrie et la Palestine. «Fasel», c'est un peu ce train.

Est-ce que vous vous êtes rencontrés ?

Non. Ceux qui sont au Liban se connaissent, ceux qui sont en Jordanie se connaissent, ceux qui sont à Gaza aussi, etc. Mais entre pays, on ne s'est jamais rencontrés. On s'est envoyé les instrus et les textes enregistrés par internet.

Qu'est ce qui vous empêche de vous retrouver dans la vraie vie ?

Les frontières de la colonisation.

Propos recueillis par Naïssam Jalal

1. United Nations Relief and Works Agency (Office de secours et de travaux des Nations Unies) pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.



CRIMES POLICIERS

L'ORDRE MORAL TUE

«La police assassine et la justice l'acquitte. Ici, c'est ainsi qu'on console une mère quand son fils la quitte. Ils veulent nous faire croire que les coups partent tout seuls. Comme si les armes de la volaille tueuse étaient toutes défectueuses.»
B.James, *La police assassine* (2005)

Des crimes policiers aux bavures policières, il faut que ça cesse!», scandait déjà le groupe de rap Assassin à la veille de l'an 2000 («État policier»). Malgré l'indignation, les cris de rage et les résistances, les affaires se suivent et se ressemblent, comme préinscrites dans le marbre d'un ordre moral inflexible. Inlassablement, le schéma se répète. Course poursuite létale, contrôle d'identité qui «tourne mal», interpellation «musclée», isolement carcéral... Derrière c'est la mort, la mort brutale, cruelle, injuste, d'une personne vivant en banlieue, noire, arabe ou tzigane la plupart du temps. Dans les quartiers, on réagit de manière légitime : marches silencieuses, révoltes, création de collectifs *Justice et Vérité*. Ces luttes locales ne trouveront comme réponse que le prolongement logique d'un système d'oppression général, combinant des éléments répressifs réels (quadrillage policier, dispositifs d'exception, arrestations) et des ressources institutionnelles (matraquage médiatique des versions policières et des représentants de «l'ordre», soutien à la «police républicaine»). Puis, au bout d'une attente et d'un combat interminable pour obtenir une instruction judiciaire, de retard de procédures en retard de procédures, vient le procès des flics, parfois seulement inculpés. Place à une justice de mascarade qui vient souiller un peu plus la mémoire des victimes. Place à l'ultime phase de la violence «légitime» de l'État de droit, auquel vient se substituer l'*État d'exception*. A l'annonce du verdict, le masque de l'égalité républicaine tombe et se fracasse sur le sol des tribunaux, les larmes et la colère des familles qui ont perdu l'un des leurs remplissent les palais de justice. L'État vient de mettre un point d'horreur à ce schéma infernal, en prononçant la relaxe ou des peines avec sursis pour les auteurs de ces meurtres.

Ne voyons derrière ce schéma systématique aucune espèce de nouveauté sociale. Mais plutôt l'actualisation, dans son expression extrême, d'un ordre moral dicté par la structure de pouvoir État français, qui se pare ici de l'uniforme policier et infiltre les tribunaux, garants ultimes de l'impunité organisée des forces de l'ordre. Ainsi, après avoir été marqué par l'internement et

le fichage des Tziganes, par les rafles de milliers de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, par l'ignoble massacre de centaines d'Algériens à Paris le 17 octobre 1961 et les jours qui ont suivi, le fil noir de l'histoire de la police française continue de se dérouler. Si les populations diffèrent selon le contexte, le schéma, identique, se perpétue jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit de marginaliser et réprimer des populations désignées comme indésirables, comme «menaçantes par nature»¹, représentant la figure de l'*ennemi intérieur*² fabriquée par le pouvoir et sa structure raciste pour mieux diviser les populations. En la matière, l'institution *police française* et ses branches administratives, répressives, juridiques, ont développé un *savoir-faire* historique, bien inspiré d'ailleurs par les méthodes de guerre coloniale de l'armée française, appliquées notamment en Algérie.

À partir des années 70, la deuxième génération de jeunes dits «issus de l'immigration», résurgence visible et revendicative d'un passé colonial peu glorieux, constitue la nouvelle cible à abattre. Le schéma évoqué ci-avant n'en est qu'à sa période de rodage. Mais déjà la police tue, en toute impunité. Jusqu'à la fin des années 90, des dizaines de jeunes de quartiers (Mohamed Diab, Abdallaoui Abdelmajil, Marina Fayes, Mohamed Larbi, Malik Oussekine, Aissa Ihich, Youssef Khaif, Abdelkader Bouziane, Habib, Houria...) pour ne citer qu'eux)

ont trouvé la mort face à des agents de police. La plupart avait utilisé leur arme de service, tirant parfois dans le dos de leur victime. Il semblerait néanmoins que les condamnations à 8 ans et 12 ans d'emprisonnement des policiers Compain et Carvallo pour les meurtres respectifs des jeunes Makome M'Bowlé en 1993 et Fabrice Fernandez en 1997, ont changé la donne. Le flic qui tue avec son arme de service peut désormais, certes exceptionnellement, se retrouver devant une cour d'assises.

Depuis ces condamnations, le mode opératoire – le meurtre par balle – s'avère trop brutal et peu justifiable, au moins sur le plan juridique (bien que l'invocation de la légitime défense, même dans les cas les plus improbables, favorise encore l'impunité). La police, dotée de toute une gamme de nouvelles armes (taser, flash-ball) depuis la fin des années 90, et formée à de nouvelles techniques d'interpellation, d'immobilisation et de «transfert» (compression thoracique, clé d'étranglement, technique du pliage...), a ainsi pu aménager son impunité autour de pratiques violentes plus sournoises. Faussement qualifiées de non létales, ces nouvelles armes et techniques, utilisées systématiquement par les forces de l'ordre, ont finalement perpétué la logique meurtrière.

Certains, aveuglés par leur confort ou leur malhonnêteté de classe, ne verront dans ces actes répétitifs que des situations exceptionnelles, isolées entre elles et dénuées de toute logique historique. Se faire tuer par la police serait donc dû à un manque de chance, au fait de tomber sur un policier un peu trop zélé ou sur une arme défectueuse. En somme, être victime d'une «bavure», puisque c'est l'euphémisme que l'on utilise pour qualifier ce que l'on nomme en général un «homicide»⁴.

À dresser une liste des victimes tombées face à la police, on a pourtant la preuve irréfutable qu'il s'agit bel et bien d'une réalité cyclique, qui se répète dans le temps jusqu'à aujourd'hui et se généralise à l'ensemble du territoire français. Ces meurtres visent une population déterminée et révèlent une continuité historique implacable, mobilisant l'ensemble des structures de pouvoir.

On pourra toujours objecter que le meurtre policier n'est pas la règle. Il constitue néanmoins une réalité sociale incontestable, en ce qu'il matérialise le point extrême d'un système général d'oppression raciste, dont le continuum va du contrôle d'identité récurrent au meurtre de sang froid, en passant par un nombre incalculable de tabassages et d'humiliations en règle. Comme le souligne Mathieu Rigouste, c'est tout un ensemble de violences symboliques et physiques qui sont provoquées par l'activité policière. «*Les rondes et la simple présence, l'occupation*

virile et militarisée des quartiers, les contrôles d'identité et les fouilles au corps, les chasses et les rafles, les humiliations et insultes racistes et sexistes, les intimidations et les menaces, les coups et les blessures, les perquisitions et les passages à tabac, les techniques d'immobilisation, les mutilations et les pratiques mortelles ne sont pas des dysfonctionnements ; il ne s'agit ni d'erreur, ni de défauts de fabrication, ni de dégâts collatéraux. Tous ces éléments sont au contraire les conséquences de mécaniques instituées, de procédures légales, de méthodes et de doctrines enseignées et encadrées par les écoles et des administrations.»⁵

Si les modes opératoires changent (déportation, noyade dans la Seine, torture, arme de service, taser, clé d'étranglement, technique du pliage...), les victimes, toutes des «damnés de la terre», sont les mêmes. Confrontées au couperet de la répression, mises au ban de la justice sociale par une politique d'État néocoloniale, elles sont cette population que l'ordre moral, pour se perpétuer et pour justifier sa violence légitime, prend en exemple. Cet ordre moralement violent, s'il prend des formes différentes au fil du temps, a ceci de constant qu'il s'emploie à désigner et à disqualifier ceux qui socialement et racialement, sont indésirables. Dans la pratique, la police se charge de la sale besogne, comme le décrivait à la fin des années 50, pour le cas

étatsunien, Malcolm X : «Le commissaire, presque chaque fois qu'il fait une déclaration, donne l'impression qu'il encourage ses unités de police à user de toutes les méthodes nécessaires pour "garder à l'oeil" les nègres. Et il fournit des statistiques aux populations blanches pour faire croire que Harlem est une zone complètement insécurisée, que tout le monde y est prédisposé à la violence. Cela donne aussi l'impression à la police qu'ils peuvent donc y aller et brutaliser les nègres ou les surprendre ou même leur faire peur. À chaque fois qu'il se passe quelque chose, 20 voitures de police convergent. [...] Cette force si visible, si présente dans la communauté, crée le ressentiment en chaque noir de vivre dans un état policier.»⁶

Samuel Idir

1. «Omerta dans la polis, Réflexions sur les violences policières, leur impunité et leur acceptation», Pierre Tévanian, *Les Mots Sont Importants*, mars 2011.

2. Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur, des guerres coloniales au nouvel ordre sécuritaire*, La découverte, 2009.

3. Cette technique vise à immobiliser un individu à plat ventre sur le sol en pressant son thorax. Toujours utilisée, elle a pourtant été interdite en 2003 par une note de la direction générale de la police nationale. Son usage avait entraîné la mort de plusieurs étrangers durant leur expulsion en avion.

4. De la même façon, comme le souligne encore Pierre Tévanian, on utilisera les termes «intervention musclée», pour qualifier un passage à tabac. «Omerta dans la polis, Réflexions sur les violences policières, leur impunité et leur acceptation», Pierre Tévanian, *Les Mots Sont Importants*, mars 2011.

5. Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*, éd. La Fabrique, 2012

6. Malcolm X, interview sur l'État policier, 1959

Des résistances, des infos

Livres

Je n'aime pas la police de mon pays, Maurice Rajfus, éd. Libertalia, 2012

L'auteur revient sur l'histoire de la police dite «républicaine» et de ses agents, «garants de l'ordre public», mais surtout de l'ordre moral, «en guerre contre la population». Il raconte toutes les difficultés rencontrées pour créer un centre de documentation sur les exactions de la police, de l'Observatoire des libertés publiques jusqu'à la publication du site et du bulletin «Que fait la police?».

La domination policière. Une violence industrielle, Mathieu Rigouste, éd. La Fabrique, 2012

Etude menée à partir de fragments de témoignages sur le fonctionnement de la violence d'État. Mathieu Rigouste analyse de manière «indisciplinée» les structures politiques, économiques et sociales qui déterminent les transformations des violences policières.

Rengainez, on arrive, Mogniss H. Abdallah, éd. Libertalia, 2012

Ce livre répertorie des chroniques de luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire, des années 1970 à aujourd'hui. «Rengainez, on arrive!» (titre qui reprend un des slogans de la marche pour l'Égalité en 1983) souligne les attentes, les dynamiques internes, les acquis, les contradictions de ces luttes.

Textes

«Notre vie est en suspens», Rapport d'Amnesty International, 2011

Retour sur les cas de 5 personnes décédées face à la police entre 2004 et 2009, et dont les circonstances n'ont toujours pas été établies par la justice. Amnesty international décrit dans ce rapport comment les magistrats sont

incapables de traiter les «affaires» engageant des officiers de police et rechignent à prononcer des mises en examen.

«Omerta dans la polis, Réflexions sur les violences policières, leur impunité et leur acceptation», Pierre Tévanian, *Les Mots Sont Importants* (mars 2011)

Ce texte décrit le «mur du silence» qui entoure la question des violences policières. Une omerta dans la police, mais également dans la polis, dans la cité, dans les espaces de la «vie démocratique» : associations, partis, organisations, médias. Pierre Tévanian montre comment les mots constituent une ressource décisive pour maintenir et accepter l'impunité des violences policières.

«Hardcore jusqu'à la mort : sur les suites judiciaires de la mise à mort publique d'Abdelhakim Ajimi», Jamel des Lilas (février 2012).

«Echecs aux mates. Chronique du racisme d'État en Sarkozie», Sam Deggout (janvier 2012).

Internet

www.atouteslesvictimes.samizdat.net

Recensement des personnes blessées ou tuées par ou à cause de la police de 1991 à 2004 en France

Brochure Ratonnade

Chronologie qui recense les assassinats perpétrés par des flics ou des «citoyens zélés» sur des immigrés, descendants d'immigrés et banlieusards entre 1971 et 2009 (téléchargeable sur infokiosques.net)

Réseau Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires

Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation. Publication chaque mois d'un bulletin, à télécharger sur : www.resistons.lautre.net

www.etatdexception.net

Pas de Justice, Pas de paix : 2002-2012

Wissam el Yamni, 30 ans.

Clermont-Ferrand.

1^{er} janvier 2012 : interpellation violente de Wissam. Sept véhicules de police présents sur les lieux. Un témoin affirme avoir vu trois policiers frapper Wissam, déjà menotté. Un policier reconnaît lui avoir maintenu la tête entre les genoux (technique dite du pliage) durant le trajet vers le commissariat. Wissam est déposé dans un couloir face contre terre, menotté. L'officier de police judiciaire, venu lui signifier sa garde à vue, découvre, quelques minutes plus tard, qu'il n'a plus de pouls. L'arrêt cardiaque a été trop long pour ne pas engager le pronostic vital de la victime. Wissam ne survivra pas à son coma.

6 janvier 2012 : information judiciaire pour «violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner». Deux policiers sont concernés, dont un est formateur en école de police. Ils sont toujours en fonction.

Juin 2012 : la famille récupère le corps de Wissam, après une lenteur injustifiée de la justice pour ordonner une contre-autopsie.

Mars 2013 : Les rapports de la contre-autopsie ne sont toujours pas connus.

Jamal Ghermaoui, 23 ans.

Gennevilliers.

3 octobre 2011 : mort de Jamal dans sa cellule, à la maison d'arrêt de Nanterre. Selon la version de l'administration pénitentiaire, Jamal se serait «suicidé» au mitard avec son «kit anti-suicide».

La famille Ghermaoui dépose une plainte «contre X» pour «coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner». Depuis, aucune enquête n'a encore été diligentée.

Mostefa Ziani, 43 ans. Marseille.

13 décembre 2010 : Mostefa Ziani est tué par un projectile de flash-ball tiré à bout portant dans sa chambre d'un foyer Sonacora.

Décembre 2011 : M. Baudis, défenseur des droits recommande une sanction disciplinaire contre l'agent impliqué.

Ali Ziri, 69 ans. Argenteuil.

9 juin 2009 : interpellation violente par la police nationale d'Argenteuil d'Ali Ziri et de son ami, Arezki Kerkali.

11 juin 2009 : mort d'Ali Ziri.

24 juillet 2009 : l'Institut médico-légal de Paris rend les conclusions d'une autopsie qui relèvent l'existence de 27 hématomes et démontrent qu'«Ali Ziri est mort suite à un arrêt cardiaque, généré par suffocation et appui postérieur dorsal» (autrement dit, la technique du pliage)

6 janvier 2012 : le procureur de la République de Pontoise requiert un non-lieu dans cette affaire. Arezki Kerkali reste lui poursuivi pour outrage. Les policiers impliqués dans la mort du retraité algérien sont toujours en fonction.

14 janvier 2012 : le municipalité d'Argenteuil, à la demande de Claude Guéant, retire la plaque posée par le collectif «Justice et Vérité pour Ali Ziri» en hommage au retraité algérien.

Abdelhakim Ajimi, 22 ans. Grasse.

9 mai 2008 : suite à une altercation à la banque, Abdelhakim Ajimi est interpellé et mis à mort par des policiers de la Brigade Anti Criminalité, sous le regard passif des pompiers et des policiers municipaux. Abdelhakim est mis à terre, menotté aux mains et aux pieds. Un flic lui écrase le thorax contre le sol, l'autre, lui fait une clé d'étranglement au niveau du cou. Les flics jettent le corps inerte d'Abdelhakim dans une voiture de police. Arrivés au commissariat, les policiers ne pourront que constater sa mort.

24 février 2012 : le Tribunal correctionnel de Grasse requalifie le meurtre en homicide involontaire et condamne deux «baqueux» à des peines d'emprisonnement assorties

de sursis (18 et 24 mois) et relaxe quatre autres policiers, jugés pour «non-assistance à personne en danger».

Les expertises attestent que le jeune homme est mort à la suite d'une asphyxie mécanique due à la compression thoracique et à la clé d'étranglement exercées par les policiers.

11 février 2013 : Les peines sont confirmées par la Cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Lamine Dieng, 25 ans. Paris.

17 juin 2007 : interpellation par 8 policiers et mort de Lamine à l'intérieur d'un fourgon

10 juillet 2007 : plainte déposée par la famille de Lamine. Aucun juge d'instruction n'a pour l'instant été désigné.

Lakamy Samoura, 16 ans, Mohsin Sehhouli, 15 ans. Villiers-le-Bel

25 novembre 2007 : Mohsin et Lakamy sont tués suite à la collision de leur moto avec une voiture de patrouille.

Avril 2010 : la justice rend un non-lieu en faveur des policiers impliqués dans la mort des adolescents.

Zyed Benna, 17 ans, Bouonna Traoré, 15 ans. Clichy-sous-Bois.

27 octobre 2005 : alors qu'ils rentraient chez eux, une escouade de policiers les poursuivent et les poussent à se retrancher dans une installation électrique où ils trouveront la mort.

27 avril 2011 : la justice requiert un non-lieu contre les policiers impliqués dans leur mort.

Hassan Jabiri, 33 ans. Strasbourg.

18 mars 2004 : Hassan est tué d'une balle dans la tête par un gendarme, suite à un contrôle d'identité.

Le Parquet de Colmar qualifie le coup mortel d'accidentel.

Janvier 2009 : le gendarme est condamné à une peine 8 mois d'emprisonnement avec sursis.

Abou Bakari Tandia, 38 ans. Courbevoie.

5 décembre 2004 : Abou Bakari est placé une garde à vue et tombe dans le coma. Les policiers assureront qu'il s'est tapé lui-même la tête contre la porte dans sa cellule.

24 janvier 2005 : décès d'Abou Bakari. Suite à la plainte déposée par sa famille, l'enquête a été dirigée par 4 magistrats différents. Plusieurs expertises ont montré qu'Abou Bakari a été victime de violences. Les policiers n'ont été entendus que comme témoins assistés, sans être mis en examen.

Septembre 2012 : le juge d'instruction prononce un non-lieu pour les 5 policiers présents au commissariat le 5 décembre 2004.

12 mars 2013 : la Cour d'appel de Versailles clôt le dossier Abou Bakari Tandia. La famille s'est pourvue en cassation.

Karim Ouad, 30 ans. Marignane.

26 février 2004 : Karim meurt dans l'enceinte d'un commissariat lors d'une garde à vue, asphyxié du fait d'une contention exercée par plusieurs fonctionnaires de police.

17 janvier 2012 : la Cour d'appel d'Aix-en-Provence examine le dossier après que 3 juges d'instructions se soient succédés dans cette affaire.

En septembre 2011, une juge conclut au non-lieu, ne pouvant imputer «avec certitude» à aucun fonctionnaire le geste fatal.

Mohamed Berrichi, 28 ans. Dammarie-les-Lys.

Mai 2002 : Mohamed, pris en chasse car il n'avait pas de casque, meurt d'une chute de son scooter. Aucune instruction n'a été ouverte.

La liste est loin d'être exhaustive.

Abdelilah El Jabri, Hakim Djellassi, Mamadou Maréga, et bien d'autres encore sont également morts après avoir «rencontré la police». On trouvera des informations plus précises sur les sites de chacun des collectifs «vérité et justice» montés pour défendre la mémoire des personnes tuées par la police.

“L'OMERTÀ MAFIEUSE”

«Gueule féroce, coupe à la brosse, main sur la crosse, tu verbalises des gosses, tu terrorises des vieux, tu utilises la force, brassard de police et drapeau sur le torse, tu fracasses des faces en légitime défense et rappelle qu'ici quand même on est en France [...]. Déjà un an de service et à ton palmarès des sales manouches, des sales bicots et négresses. Les collègues t'applaudissent, une juge te caresse et pour fêter ça tu tires en état d'ivresse» Casey, «Qui sont-ils?»

Organisée rationnellement pour produire de la violence dans un contexte donné, «la police est un appareil d'État chargé de maintenir l'ordre public par la contrainte»¹. En tant que tel, elle agit en toute impunité, l'État et la justice lui assurant une certaine autonomie d'action et une protection inconditionnelle.

À considérer certaines décisions de justice à propos de meurtres policiers, il serait malhonnête de nier l'existence d'une politique juridique allant dans le sens de cette impunité. Ainsi, en 2001, la Cour de cassation confirme la légitime défense pour un policier d'une BAC de Fontainebleau qui avait abattu en 1997 d'une balle dans la nuque un jeune de 16 ans au volant d'une voiture en fuite. Le juge avait alors fait référence à un arrêt de 1825 qui donne une définition pour le coup très extensive de la légitime défense. On peut également évoquer le cas d'Amine Bentounsi, 29 ans, tué par un policier d'une balle dans le dos le 21 avril 2012. Alors que l'auteur du coup de feu devait être mis en examen pour homicide volontaire, les syndicats de police, soutenus par Nicolas Sarkozy, avaient alors manifesté contre la décision de justice et revendiqué «une présomption de légitime défense» pour l'ensemble de la profession.

S'il y a parfois des exceptions, elles ne viennent que pour confirmer la règle. Le système est bien rodé et rares sont les magistrats qui ne font pas pencher leur décision du côté de la police, avec laquelle ils travaillent d'ailleurs en liens étroits, malgré l'indépendance supposée de la justice.

Peu importe si ce choix de politique judiciaire est «le pivot du sentiment d'impunité qui fonde toutes les dérives policières», comme le souligne l'auteure

Dominique Manotti. L'essentiel est de rentrer dans le rang, de garantir l'ordre moral, et surtout d'assurer sa carrière de magistrat. En ce qui concerne l'institution policière elle-même, la loi du silence et la solidarité entre collègues à toute épreuve sont des codes intégrés, de gré ou de force, par l'ensemble des agents. Une sorte d'«omerta mafieuse»² règne en effet dans les rangs de la police. «Un policier doit toujours être solidaire de ses collègues, quelles que soient les circonstances, il ne doit jamais témoigner contre un ses collègues et ne jamais avouer une faute.» Et puis il y a la pratique du faux témoignage, «rédigé en groupe de préférence» : un «mode de fonctionnement courant dans la police», rarement sanctionné par la justice.

En tout état de cause, on ne met donc pas en question les pratiques policières et les représentants de l'ordre sont là pour le rappeler.

De la même façon qu'on ne parle pas d'une mafia et de ses ressorts, sous peine de sanction.

Ainsi, à l'instar de nombreux artistes, le groupe La Rumeur a fait les frais de cette règle d'airain, victime d'un acharnement judiciaire de 8 années, soigneusement orchestré par Nicolas Sarkozy lui-même.

En tant que ministre de l'Intérieur, puis Président de la République, Monsieur Sarkozy n'a pas hésité à assigner les artistes en justice pour «diffamation, atteinte à l'honneur et la considération de la police nationale», pour avoir notamment écrit : «Les rapports du ministre de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété»³. Plus récemment, l'actuel ministre de l'Intérieur Manuel Valls a porté plainte en janvier 2013 pour «diffamation envers une administration» contre les responsables du site «Urgence, notre police assassine», qui répertorie les bavures policières. Dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris, Amal Bentounsi, webmaster du site, a été auditionnée le 31 janvier. Cette femme n'est autre que la sœur d'Amine Bentounsi, tué par un policier, le 21 avril 2012, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Samuel Idir

1. Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*, éd. La Fabrique, 2012

2. Dominique Manotti, «Bac de Marseille, l'Omerta», Libération (17 octobre 2012)

3. Extrait d'un texte publié dans le fanzine du groupe La Rumeur, à la veille des élections présidentielles de 2002, puis dans le livret accompagnant leur album L'ombre sur la mesure. Ce texte intitulé «Insécurité sous la plume d'un barbare» revient sur plusieurs décennies de brutalités policières.

Au final, la justice a donné raison au groupe en 2010, après une seconde pourvoi en Cassation de l'ancien chef de l'État.





FÊTE DES 1 AN DE LA CREA - AVRIL 2012 / PHOTO : RABAA SKIK

TOUT POUR TOU-TE-S, POUVOIR AU PEUPLE !

LA CREA ENVAHIT TOULOUSE ET LE RESTE DU MONDE

Lorsque sortait le précédent numéro de *L'Autrement*, la campagne de réquisition des logements vides tenait quatre bâtiments à Toulouse¹. Un an plus tard, en avril 2013, il y en avait quatorze. Une telle lutte, nous en sommes convaincus, repose d'abord sur la clarté du discours des membres de la CREA (campagne pour la réquisition, l'entraide et l'autogestion) – on attend rien de l'État, on réquisitionne. C'est aussi et surtout la réussite de pratiques autonomes dans l'organisation de la vie en dehors de l'État et des institutions avec, pour couronner le tout, une belle joie dans la lutte. Ainsi, durant ces deux ans où nous leur avons rendu régulièrement visite, c'était à chaque fois un temps émancipateur, un temps de réflexion et d'action sur ce que vivre ensemble veut dire.

DU 20 AU 29 JUILLET 2012, 70 ALLÉE DES DEMOISELLES, AU CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ (CSA), L'ANCIEN QG DU CREA, SE TENAIT UN « CHANTIER FESTIF, DIY ». DO IT YOURSELF. FAIS-LE TOI-MÊME. CET ÉVÉNEMENT ÉTAIT À L'IMAGE DE LA POLITIQUE IMPULSÉE PAR LA CAMPAGNE DE RÉQUISITION. COUPÉES DE CETTE VISION GÉNÉREUSE, OÙ FIGURENT AU QUOTIDIEN LE PARTAGE DES SAVOIRS, LES SPORTS, LES ARTS, L'ATTENTION PORTÉE À LA NATURE, LES LUTTES SOCIALES VERSENT SOUVENT DANS LE COMIQUE, LE DOGMATISME BORNÉ. « *Cette réappropriation de l'espace public a pour but de nous loger mais aussi d'organiser toutes sortes d'activités, d'ateliers, libres, gratuits et à disposition de toutes et tous. [...] Nous nous basons sur la solidarité, la récupération, le recyclage et le partage pour trouver à manger, se vêtir, faire la fête, se meubler, se rencontrer, apprendre, échanger et développer des savoirs...»² Au sein d'un travail militant acharné, la campagne de réquisition s'appuie solidement sur un facteur humain indispensable. Femmes et hommes, enfants et vieux, militants et simples citoyens, travailleurs et oisifs, étrangers*

et français, se rencontrent, se parlent et vivent autrement.

LE 28 AOÛT 2012, LE CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ ÉTAIT EXPULSÉ. COMME LE PRÉVOYAIENT LES MEMBRES DE LA CREA, APRÈS LES ÉLECTIONS, PENDANT L'ÉTÉ, QUAND ÇA NE SE REMARQUE PAS TROP. ET PUISQU'ILS AVAIENT VU LE COUP VENIR, ILS AVAIENT ANTICIPÉ UNE AUTRE OUVERTURE. DÈS SEPTEMBRE 2012, LE CSA ROUVRAIT SES PORTES AU 22 RUE DESMOUILLES, DANS UN BÂTIMENT IMMENSE APPARTENANT À L'URSSAF, QUI LEUR PERMETTAIT DE POURSUIVRE TOUTS LEURS PROJETS. MAIS LE LIEU ÉTAIT EXPULSÉ SEULEMENT QUELQUES SEMAINES PLUS TARD, ET C'EST DÉSORMAIS AU 2 RUE DU FAUBOURG BONNEFOY QUE SE TIENNENT TOUS LES JEUDI À 18H LES AG DE LA CAMPAGNE DE RÉQUISITION ET QUE VIVENT UNE QUARANTAINNE DE PERSONNES. S'Y TIENNENT AUSSI LESATELIER : AUTO-MÉDIA, LANGUES, DANSE, COMBAT, RÉPARATION ÉLECTROMÉNAGER, ÉCRITURE, RÉPARATION DE VÉLOS. DEUX AUTRES LIEUX SONT AU COEUR DE LA CAMPAGNE EN CE DÉBUT

2013, LA CAILLASSERIE OÙ SE TIENT UNE AUTRE ASSEMBLÉE, LE LUNDI À 14H ET DE MULTIPLES ACTIVITÉS : SÉRIGRAPHIE, INFORMATIQUE, BOXE, AUTODÉFENSE FÉMINISTE, CONCERTS, BAR, PROJECTIONS, INFOKIOSK, PERMANENCES JURIDIQUES, CANTINE POPULAIRE, SOIREE JEUX, SALLE NON MIXTE MEUFS ET NON-BLANC.H.E.S, FRIPE, SALLE DE RÉPÉT', ATELIERS... IL Y A AUSSI UNE MAISON DES ENFANTS, AVEC DES ATELIERS POUR EUX, DES COURS DE LANGUES ET DE L'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE.³

MAI 2013, UN AN APRÈS L'ARRIVÉE DE LA « GAUCHE » AU POUVOIR, LA PRÉFECTURE ET LA MAIRIE SONT DU MÊME BORD, DU PS, ET LE CHANGEMENT C'EST DEUX FOIS PLUS D'EXPULSIONS. LA CREA TIEN 7 BÂTIMENTS, ET LES DEUX QG PRINCIPAUX, LE CSA ET LA CAILLASSERIE SONT MENACÉS D'EXPULSION. LA PRÉFECTURE NE RESPECTE AUCUN DÉLAI, ET LES 200 PERSONNES QUI VIVENT DANS LES BÂTIMENTS RÉQUISITIONNÉS N'ONT AUCUN RÉPIT. MAIS LA CAMPAGNE NE FAIBLIT PAS, ET DE NOMBREUSES RÉOUVERTURES SONT EN COURS.

Élie Octave

1. A Toulouse : « Tout pour tous, pouvoir au peuple ! » Le Centre social autogéré et la campagne zéro personne à la rue. *L'Autrement* 1.2, avril-mai 2012

2. Le CREA, c'est quoi ? : www.creatoulouse.squat.net/sample-page/

3. Programme complet de la campagne sur le site www.creatoulouse.squat.net

Le peuple veut la chute du système

PARMI LES LIENS QU'ONT DÉVELOPPÉ LES HABITANT-E-S DE LA CREA, CELUI QUI LES UNIT AVEC LE MOUVEMENT ANTI-AUTORITAIRE TUNISIEN A'SSSYAN (DÉSOBÉISSANCE). LA CAMPAGNE A RÉUSSI À SE COTISER POUR LEUR ENVOYER DU MATERIEL AFIN DE MONTER UNE RADIO SUR PLACE, DES LIVRES, DES BROCHURES ET JOURNAUX. L'EXPÉRIENCE POLITIQUE, AUX CÔTÉS DES CAMARADES TUNISIENS, DE LEUR THÉÂTRE D'ACTION, A ÉTÉ AUSSI UN MOMENT FORMATEUR POUR PLUSIEURS TOULOUSAINS. UN FILM SUR L'EXPÉRIENCE DE L'AUTOGESTION DANS LES CAMPAGNES À RGUEB (VOIR PAGE 12-13) EST AINSI EN COURS DE RÉALISATION PAR LA CREA.

www.cine2000.org/le-peuple-veut-la-chute-du-système.html

« *Tourné et monté en mars-avril 2013, ce documentaire, libre et gratuit, part à la rencontre de diverses composantes du mouvement anti-autoritaire tunisien. Il porte les paroles de groupes organisés et d'individus : le Mouvement Désobéissance, la lutte contre le Forum Social Mondial, des activistes de rue ou des syndicalistes de base, une mutuelle agricole, un projet culturel autogéré... Il pose un regard sur le développement d'idées et de pratiques anarchistes et autogestionnaires au cœur du processus révolutionnaire en Tunisie. Il se veut être un outil, peut-être une arme, pour construire la solidarité internationale et renforcer le mouvement d'émancipation mondial dont l'un des actes fondateurs fut le soulèvement de Gafsa en 2008.* »

1h11 min. / Réalisation : Matouf Tarlacrea / Son : BLF
matouf.tarlacrea@riseup.net

PALESTINE

PRISONS ISRAELIENNES : LABORATOIRES DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

CE TEXTE EST LE RÉSULTAT D'UNE RENCONTRE ORGANISÉE ENTRE A. ET DES ADHÉRENTS ET SYMPATHISANTS DE GÉNÉRATION PALESTINE. ELLE NOUS DÉCRIT SES SIX MOIS VÉCUS À NABI SALEH ET DONNE SON ANALYSE SUR L'INFLUENCE DE LA PRISON DANS LA VIE QUOTIDIENNE DES PALESTINIENS. ADOPTEE PAR UNE FAMILLE DU VILLAGE, ELLE A PU CONSTATER QUE LA PRISON EST UNE DES ARMES DE GUERRE LES PLUS UTILISÉES PAR L'OCCUPANT SIONISTE POUR ÉTOUFFER LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.

Nabi Saleh fait partie de la dizaine de villages des Territoires Occupés de Cisjordanie qui se soulèvent face à l'opresseur sioniste. 13% de sa population y est incarcérée, souvent pour un temps indéterminé. Tous les vendredis, les habitant-e-s du village protestent contre la colonie illégale qui fait face au village et contre tout ce qui découle de cette occupation : le vol de leurs terres et de leur source d'eau, les incursions militaires, la fermeture des routes, la construction du mur... Sans oublier que les colons sont armés, et protégés par l'armée israélienne.

DEPUIS LES INTIFADAS, TRANSFORMANT CE LIEU DE DOMINATION COLONIALE EN UNIVERSITÉ DE LA RÉSISTANCE. LIEU DE FORMATION POLITIQUE ET CULTURELLE, OÙ SONT PARQUÉS LES « LEADERS NATURELS » DU MOUVEMENT DE RÉSISTANCE POPULAIRE, LA PRISON EST DEVENUE UNE ÉTAPE POUR LES SHABAB, LES JEUNES GARÇONS PALESTINIENS.

« Il faut se préparer à la prison quotidiennement, c'est-à-dire s'endormir chaque soir avec la probabilité de se réveiller entouré de soldats, avant qu'ils ne t'emmènent. »

LES ENFANTS JOUENT À LA PRISON, REPRODUISENT CE QU'ILS VOIENT DANS DES JEUX TRÈS VIOLENTS : ARRESTATIONS, MEURTRES, HUMILIATIONS... ILS S'AMUSENT AVEC LES ARMES UTILISÉES PAR L'OCCUPANT CONTRE LA POPULATION, MAIS TOUTS CONNAISSENT LES TERMES SPÉCIFIQUES À LA PRISON DÈS LEUR PLUS JEUNE ÂGE. ILS SAVENT QUE LES PROCÈS, DEVANT LA COUR MILITAIRE, SONT EN HÉBREU, UNE LANGUE QU'ILS NE PARLENT PAS. ILS SAVENT QUE BASSEM, UN DES LEADERS DU VILLAGE, REFUSE DE RECONNAÎTRE LA LÉGITIMITÉ DU TRIBUNAL COLONIAL ET PREND DONC TOUJOURS LA PEINE MAXIMALE : IL A DÉJÀ ÉTÉ EMPRISONNÉ SEIZE FOIS. ILS CONNAISSENT TOUS LES NOMS DES PRISONS, QUI SONT TOUTES SUR LE TERRITOIRE ISRAËLIEN (SAUF CELLE D'OFER) ; LE DROIT DE VISITE Y EST donc PRESQUE INAPPLICABLE. ILS SAVENT QUE LES PRISONNIERS PEUVENT SUBIR SIX MOIS D'ISOLEMENT COMPLET AU DÉBUT DE LEUR DÉTENTION.

« Qu'est ce qu'ils t'ont fait ? Tu a du sang partout !!! — J'ai rien avoué, maman ! »

CETTE CONSTRUCTION IDENTITAIRE, FONDÉE SUR L'OPPOSITION AU RÉGIME COLONISATEUR SIONISTE ET

CONFRONTATION AVEC LES FORCES D'OCCUPATION À NABI SALEH



revendiquant droits et justice, est devenue une tradition familiale, militante. L'âge d'or des prisons a eu lieu durant la première Intifada (25 000 personnes incarcérées par an) et a fait émerger un mouvement, déjà très structuré à partir de 1970 : revendiquant leur statut de prisonniers de guerre et de prisonniers politiques, les détenus lancèrent une série de grèves de la faim et de confrontations pour acquérir le strict nécessaire : un matelas, quelques cigarettes... Plus de 70 sections, gérées par des factions politiques, créèrent des « villages prisons » ayant une constitution, des élections, un tribunal révolutionnaire. Le premier rôle de ces sections, très structurées voire autoritaires, était de former les prisonniers (examens le vendredi, relevé de notes avant leur transfert...). Le premier livre à être rentré clandestinement en prison a été écrit en codes sur l'emballage du beurre par Abu Lutfi. Un responsable du décodage était formé dans chaque cellule. Ainsi, des bibliothèques entières ont été créées en secret.

Depuis 2009, le vendredi n'existe plus au village de Nabi Saleh. Autrefois jour saint, c'est désormais le jour du couvre feu, de la «closed military area» décrétée par Israël. Celui du gaz et des balles qui pleuvent dans la rue. La répression est permanente et difficile à vivre au quotidien. Cela fait maintenant trois ans que le village se divise entre deux camps, ceux d'Almoqawama (la Résistance) et ceux d'Almu'arada (l'Opposition). Une partie de la population ne supporte plus la situation, et ne voyant pas d'évolution positive au mouvement, préfère renoncer à la résistance populaire : entre tensions, rumeurs de collaboration et dynamiques des familles qui changent, la situation se dégrade mais n'empêche pas ceux et celles qui en trouvent la force de persister. Les arrestations massives des hommes ont aussi fait changer le statut des femmes : par exemple, Narimane Tamimi conduit les manifestations depuis que son mari est enfermé. La très nombreuse participation des femmes aux manifestations et dans l'organisation de la résistance est un peu l'orgueil du village et une spécificité de Nabi Saleh. C'est aussi la force de leur résistance, malgré les critiques des sceptiques qui pensent que leur place devrait être auprès des enfants.

«La peur d'Israël est que la «fièvre» de Nabi Saleh s'empare des autres villages palestiniens, jusqu'à la troisième Intifada.»

En plus de la répression quotidienne, Tsahal fait régner la suspicion afin que les villages résistants n'en «contaminent» pas d'autres en suscitant des tensions dans le mouvement et en créant le mythe de la collaboration dans l'imaginaire collectif. À l'intérieur des prisons comme à l'extérieur, la vieille recette du «diviser pour mieux régner» est très efficace. Mais pas tout à fait. De plus en plus, les militants se revendiquent d'abord palestiniens, avant un quelconque bord politique.

Asia Tamimi et Lagri Mita

www.generationpalestine.org
www.bdsfrance.org

1. Premiers mots d'un jeune détenu après sa libération



SYSTEME CARCERAL

CONTRE TOUS LES LIEUX D'ENFERMEMENT

La taule, c'est 66 995 hommes, femmes et enfants entre quatre murs, dans 191 établissements pénitentiaires, partout en France. Plus de 16 000 parmi eux n'ont pas encore été jugés. Un peu moins de 700, condamnés à une peine de mort administrative, la réclusion criminelle à perpétuité.

La taule, ce sont des familles, plus de 500 000 personnes, qui pâtissent non seulement de l'absence de leurs proches, mais également de l'ensemble des humiliations, grandes ou petites, que leur impose quotidiennement, à elles aussi, l'administration pénitentiaire.

La taule, c'est un lieu où se concentrent torture psychologique, harcèlement quotidien et brutalité constante sur des prisonniers en permanence rabaissés au rang de sous-hommes.

La taule, c'est tout l'arsenal des sanctions disciplinaires qui peuvent être ordonnées selon son gré par le chef d'établissement, doublé de toutes les condamnations supplémentaires que peuvent prononcer les tribunaux en cas d'atteinte importante au règlement et qui rallongent encore la durée des peines déjà trop longues, et qui ne cessent d'augmenter au fil des ans et des modifications législatives.

La taule, c'est un outil de gestion des misères sociales et des illégalismes, c'est un enfermement insoutenable au service d'une machine à broyer les gens, à les soumettre et à les exploiter. C'est un laboratoire d'expérimentation où tout est fait pour que les liens les plus élémentaires et les solidarités ne puissent que difficilement se tisser entre les détenus – comme le révèlent tant l'architecture des bâtiments que les techniques de «management carcéral» par la peur et l'intimidation. La prison, c'est une maison de fous où les personnels de surveillance et de direction, quoi qu'ils en disent, préféreront toujours dix suicides à une seule évasion.

La taule, c'est surtout un huis clos et une chape de silence maintenue à tout prix pour qu'aucune parole libre des prisonniers ne filtre à l'extérieur des murs. C'est la voix des détenus, sans cesse réprimée car toujours dérangeante, qui ne doit jamais franchir les murs d'enceinte.

La taule, c'est un lieu où se concentrent torture psychologique, harcèlement quotidien et brutalité constante sur des prisonniers en permanence rabaissés au rang de sous-hommes.

Afin de soutenir les hommes et les femmes que l'État prive de leur liberté, violente et tue à plus ou moins grand feu, mais aussi leurs proches et toutes celles et ceux qui entendent détruire ce système, le Groupe Enquête Prison relaie des prises de parole, des analyses et des informations de prisonniers ou d'anciens prisonniers sur le blog Contre Tous les Lieux d'Enfermement (www.contrelenfermement.noblogs.org). Il rassemble pour le moment quelques personnes qui s'intéressent aux thématiques carcérales et judiciaires depuis plusieurs années, dans plusieurs villes de France.

Voici un extrait de l'une des lettres publiées sur le blog, au cours de l'été 2012 :

«Concernant la sphère du travail pénal, elle relève de l'arbitraire de l'administration pénitentiaire. Pour y accéder, il faut faire partie de la catégorie des bons détenus. Ce qui t'explique pourquoi j'en suis écarté. Il faut aussi accepter une certaine dépersonnalisation, j'entends par là de porter une blouse ou un uniforme de couleur frisant bien souvent le grotesque. Tant et si bien que la prison est irisée dès le matin de toutes les nuances du prisme de l'exploitation. Quant à l'ambiance régnante, reprenons le cas de Malin. Pour impératif alimentaire, il intègre un atelier de confection de tapis d'auto. Après quelques mois, il constate que certaines quantités de travail disparaissent des comptes et ne lui sont pas rétribuées. Il s'adresse au responsable civil qui met aussitôt

sa bonne foi en doute face à l'administration pénitentiaire. Cela dégénère progressivement au point que l'intéressé bousculera physiquement Malin. Dès lors, l'administration pénitentiaire décide de déplacer mon camarade vers un autre atelier (confection à la pièce), bien moins rémunératrice, conforme à l'exploitation salariale intra muros, afin de le protéger (on croit rêver!). Malin n'en reste pas là et porte plainte au parquet. Il devient gênant. Quelques temps après, cet intervenant (Ahmed pour ne pas le citer) sera interpellé à l'entrée de l'établissement lors de son arrivée, placé en garde à vue par la gendarmerie, suspecté de faire entrer shit, alcool et portables afin de gagner les faveurs de certains membres de son atelier, les grugeant par là même sur leur production. Conjointement, une surveillante, Noémie pour les amis, est interpellée dans des conditions similaires pour des motifs quasi-identiques et quelques faveurs affectives accordées aux reclus. Les deux ont depuis disparu des lieux. Il va de soi que cela contraste avec le prétendu caractère sécuritaire de ce cloaque. Il y a une information ouverte au parquet. J'ai omis de te signaler qu'ils amènent actuellement dans ces lieux des longues peines libérables entre 2020 et 2030. Comment vont-ils les gérer ? En les maintenant enfermés dans des étages où il n'existe aucune activité ou en leur proposant du travail qu'ils n'ont pas, vu la conjoncture ? On est dans une gestion du stock humain à flux tendu, réalisée par de piétres administrateurs dont l'impératice est le trait majeur.

Le divorce est consommé. Je leur ai dit que je ne solliciterai rien jusqu'au départ (condi ou perme, encore moins l'accès au régime ouvert), ne faisant pas l'aumône administrative, ni judiciaire. J'ai hâte de partir, tu t'en doutes. Depuis son ouverture, cette prison est demeurée une page blanche, ils feront en sorte qu'elle le demeure malgré leur prétendue bonne volonté d'ouvrir le dialogue avec les détenus par l'entreprise d'un groupe de rencontre ainsi que cela se fait dans certaines centrales. Présentement, vu leur optique répressive, cela se résumera soit à de la poudre aux yeux, soit à de la masturbation intellectuelle, peut-être aux deux. Il va de soi que je n'y participerai pas, ayant fait le deuil intellectuel de ce lieu, donnant tout au plus

quelques pistes de réflexion à mes camarades.

Concernant l'aspect économoco-esclavagiste des lieux, je te ferai part de ma perception lors d'un prochain courrier. Parmi les exploiteurs, tu as de grands noms tels Louis Vuitton, Chanel (confection de sacs d'emballage avec leur logo) mais aussi des entreprises locales telles Pocheco (confection d'enveloppes cartonnées), il y a aussi les tapis de sol de voiture (Renault si je ne m'abuse). J'essaierai d'avoir plus d'informations, mais sache que cela se résume à une paye de misère.

Lorsque j'étais à Bapaume, je travaillais pour MKT-conseil, une société de télé-conseil dont le siège est à Versailles, ayant déjà implanté une première plateforme à la maison d'arrêt des femmes de Versailles. Jean-Marie Delarue l'avait déjà visitée. Question salaire, c'est éloquent. Tu bosses pour 300 € mensuels maximum ! Si tu veux, je t'envoie les fiches de paie.»

Groupes enquête prison

Permanences contre l'enfermement

Afin de s'organiser collectivement face à l'administration pénitentiaire, aux avocats et au système judiciaire, passer un message de solidarité aux personnes détenues, partager des expériences et les problèmes auxquels chacun est confronté, et faire savoir ce qu'il se passe à l'intérieur des différentes prisons de la région parisienne, une permanence est ouverte à l'intention des proches et des familles de prisonniers tous les 2^e et 4^e dimanche du mois de 15 heures à 17 heures au 33, rue des Vignoles, dans le 20^e arrondissement parisien (métro Avron ou Buzenval).

Pour toute information ou prise de contact :
www.contrelenfermement.noblogs.org
geprison@riseup.net
 06 28 91 23 52

APPEL FÉMINISTE POUR UNE MOBILISATION ANTIFASCISTE, ANTIRACISTE, ANTI-IDENTITAIRE, ANTICAPITALISTE EN NON-MIXITÉ MEUFS-LESBIENNES-TRANS'

Le débat actuel autour de la loi sur le mariage et l'adoption pour touTEs a été récupéré comme tribune par les homophobes de tous bords, et particulièrement par les groupes d'extrême-droite rejoints par les partis politiques de droite dits convenables, tel l'UMP. Ce qui a permis de banaliser leurs discours et de légitimer les fascistes comme des interlocuteurs et des figures médiatiques, ainsi que de réhabiliter le racisme et l'homophobie comme de simples opinions.

Les groupes de catho-tradilibéraux-contre révolutionnaires comme Renouveau Français s'offrent un lifting médiatique avec de nouvelles enseignes (Printemps Français). Dans le même temps, des groupes proches du national-socialisme (Bloc identitaire, Troisième voie, JNR - Jeunesse nationalise révolutionnaire -, Égalité et réconciliation...) investissent le terrain social. Ces groupes reprennent parfois une imagerie, un langage et des modes d'action «révolutionnaires», tout en s'inscrivant dans une pensée et des pratiques xénophobes, islamophobes, antisémites, sexistes, homophobes, nationalistes-régionalistes... Ils se présentent comme des résistants dans un monde envahi par le bolchévisme et la théorie du genre. Non seulement ils occupent plus de place médiatiquement, mais en plus, ils sont dans la rue : collages massifs, agressions, manifestations se multiplient. En juin : agression d'une musulmane à Argenteuil, agression au poignard d'un homme d'origine sénégalaise très gravement blessé par des skins à Metz, agression à Lyon de trois militants antifa, agression d'un couple de lesbiennes à Lille, agression de jeunes festivaliers anars à Agen et bien sûr, le meurtre de Clément Méric à Paris, le 5 juin dernier...

L'État et les partis gouvernants utilisent depuis quelques années des arguments pseudo féministes à des fins sécuritaires, racistes (lois sur le voile) et impérialistes (intervention en Afghanistan et récemment au Mali). Cette même rhétorique de la défense des

femmes est aussi récupérée par des groupes d'extrêmes droites : Riposte Laïque, et dernièrement les Antigones (groupe de femmes portant un discours essentialiste, et toutes ou presque liées à différents groupes identitaires et catholiques intégristes) ou encore les Belles et Rebelles (qui dénoncent les viols non comme des violences sexistes mais comme des crimes «racistes anti-blanches»).

On assiste aussi au retour d'un féminisme libéral soluble dans le capitalisme, avec la réussite sociale comme valeur absolue. Les femmes y sont invitées à devenir des «gagnantes» de l'exploitation capitaliste.

Certains milieux de gauche, d'extrême-gauche et libertaires ne sont pas exempts d'alliances douteuses et de confusion idéologique, autour par exemple de Dieudonné ou Soral.

C'est pourquoi il nous paraît primordial de tenir ensemble les luttes féministes, antiracistes et anticapitalistes.

Nous, meufs / lesbiennes / trans appelons les collectifs et individuEs se sentant concernéEs par ces violences et agressions misogynes, sexistes, racistes, homo et lesbophobes, à se retrouver en non-mixité sur un front uni de lutte féministe, antifa, antiraciste, anticapitaliste.

Le féminisme n'est pas le sujet de discussion, mais la base de notre pensée et fonctionnement : une attention à la circulation de la parole et à l'égalité dans la prise de décision. Il s'agit de créer un espace dans lequel nous pouvons décider de nos modes d'actions et de réflexions, pour proposer des actions communes ou inviter les copines à des actions parallèles, se tenir au courant les unes les autres, être solidaires...

Les féministes politiques ont leur mot à dire pour penser la résistance au fascisme au delà des divergences d'analyse sur telle ou telle cause.

Unissons-nous pour reprendre la rue et l'espace public!!

Contact : ragedenuit@riseup.net ou mmfjeunes@gmail.com

MŒURS ATTAQUE LE FÉMINISME N'EST PAS MORT ?

DU 1^{ER} AU 29 MARS S'EST TENU SUR L'UNIVERSITÉ PARIS 8-Saint Denis UN MOIS ENTIER DE QUESTIONNEMENTS FÉMINISTES. IMAGINÉE EN JUILLET 2012, L'INITIATIVE A PRIS RACINE DANS L'EXASPERATION DE PLUSIEURS MILITANTES DEVANT LA PERPÉTUATION À PEINE CACHÉE DU SEXISME, DE L'HOMOPHOBIE ET DES DISCRIMINATIONS DE GENRES DE L'INSTITUTION UNIVERSITAIRES, MAIS AUSSI DES MILIEUX AFFIRMÉS MILITANTS (MOUVEMENTS SOCIAUX, MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE OU POLITIQUE, ASSOCIATIONS...). A FORCE DE DISCUSSIONS ET DE TRAVAIL, ELLES ONT DÉCIDÉ D'UNE INVASION SPATIALE APPELÉE FESTIVAL MŒURS ATTAQUE. ALORS QUE SE DÉCHAÎNE L'HOMOPHOBIE DANS TOUTE LA PRESSE NATIONALE, NOUS CONSTATONS EFFARÉ-E-S QUE NOUS AVONS À PARTAGER L'ESPACE AVEC LES PIRES DES RÉACTIONNAIRES. L'HEURE N'EST PLUS AUX DÉBATS EN CATIMINI. DESSIN : MOUC

En seulement quelques semaines, une collective féministe s'est créée regroupant femmes puis hommes de divers horizons pour construire un programme costaud et participatif qui puisse à la fois nous libérer de trop de non-dits, interpeller, sensibiliser, convaincre, faire bouger des pratiques... Les fondations : il nous faut une lutte festive, qui implique hommes et femmes. Le festival a réuni plusieurs centaines de personnes et a réellement permis de relancer une dynamique féministe sur Saint-Denis Université.

Le pari du festival était loin d'être gagné d'avance tant les pratiques sexistes sont intégrées dans les universités que ce soit d'un point de vue institutionnel ou d'un point de vue militant. L'égalité homme - femme, le féminisme, tout le monde en parle, mais qui sait ce que c'est ? Qui est assez grand-e et fort-e pour se regarder dans une glace et se dire «*Oui, je suis sexiste, j'ai des pratiques d'oppression liées à des normes de sexe et de genre*» ? La difficulté pour être réellement féministe est de sortir de la bien-pensance. Le féminisme est une pratique qui nous implique pleinement, qui provoque une remise en cause fondamentale, et ce quel que soit, notre sexe, notre sexualité, notre genre, notre éducation, notre histoire, etc.

«oui, il n'y a pas de femmes, mais il n'y a pas de noir non plus» est sexiste ; laisser sa copine payer seule la pilule est sexiste ; forcer quelqu'un à faire des choses sexuelles dont elle n'a pas envie en lui vendant le fait qu'il ou elle n'est pas assez «libéré-e» est

Qu'est ce que le sexisme ? Le sexisme est une pratique de domination qui repose sur une différenciation et une hiérarchie entre les sexes. Le sexisme tend à faire croire et penser que nous faisons les choses ou des choses parce que nous sommes hommes ou femmes. Les exemples basiques : un homme est fort, une femme est faible. L'homme regarde le foot, la femme fait la cuisine. L'homme prend la parole en public, la femme corrige les tracts. Le résultat est que le sexisme assigne des personnes à des positions et des pratiques que la personne n'a pas envie de faire.

Le sexisme transparaît dans une pluralité de situations courantes : Penser que le masculin l'emporte sur le féminin grammaticalement est sexiste ; penser que l'homosexualité c'est cool mais pas pour moi est sexiste ; penser que hurler et insulter quelqu'un dans le cadre d'un débat (notamment politique) est une pratique «normale» est sexiste ; répondre à quelqu'un qui souligne l'absence de femmes quelque part (Assemblé Nationale, auteurs d'articles dans un journal...) «oui, il n'y a pas de femmes, mais il n'y a pas de noir non plus» est sexiste ; laisser sa copine payer seule la pilule est sexiste ; forcer quelqu'un à faire des choses sexuelles dont elle n'a pas envie en lui vendant le fait qu'il ou elle n'est pas assez «libéré-e» est

sexiste ; donner des leçons de sexualité à ses étudiant-e-s en se vantant de ses aventures est graveleux, mais aussi sexiste ; demander des faveurs sexuelles contre des notes s'appelle du harcèlement sexuel et relève du sexisme : l'étudiante n'est pas perçue en tant que personne mais comme un corps de sexe féminin... La liste serait vraiment longue, arrêtons nous là pour l'instant.

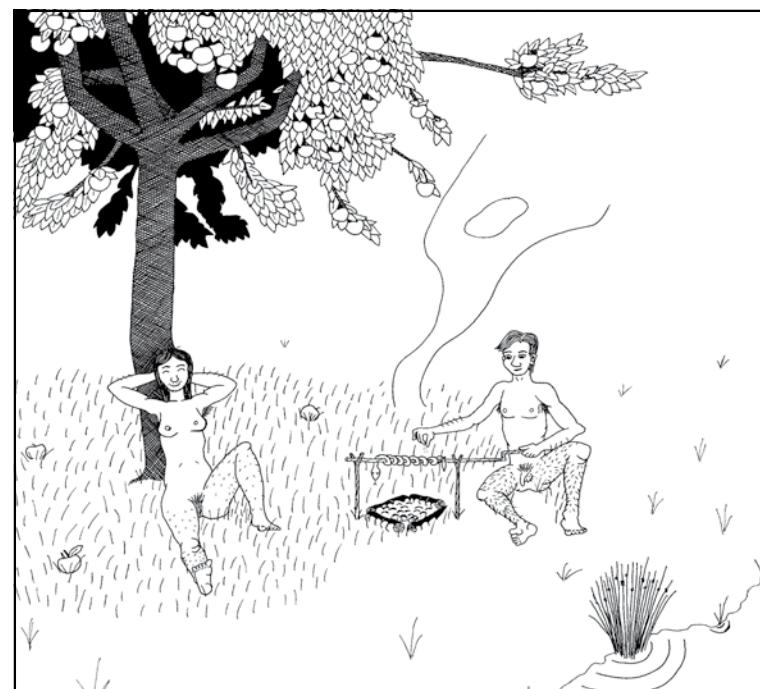
Toutes ces situations ont été aperçues et travaillées dans le festival. Car l'objectif est de faire prendre conscience, à la fois, à ceux et celle qui oppriment et à ceux et celles qui sont opprimées.

Il s'agit maintenant de voir la suite, car bien sûr un festival n'a pas suffit. Le festival Mœurs attaque s'est mué en Collective féministe et a décidé de pérenniser ses activités sur l'année : atelier slam permanent en lien avec le collectif Slam de fond, travail sur de la propagande féministe, permanence d'accueil non mixte, cinéclub deux fois par mois... les activités à relancer sont nombreuses et les personnes très motivées. Depuis la fin mars, elles ont ainsi participé à plusieurs événements dans et hors de l'université et appellent à la création d'AG féministe, en reprenant le modèle du collectif féministe de Bordeaux qui s'est monté pour dénoncer le harcèlement sexuel dans les facs et le développement du masculinisme.

En effet, dans ces temps difficiles, le féminisme a ses ennemis : hommes persuadés de perdre leur pouvoir, femmes qui sont bien à la maison, homo-, trans-, lesbophobes, religieux de tous bords, et, bien sûr, les meilleurs : hommes persuadés d'être déjà féministes parce que soit leur mère l'était, soit leur copine leur a dit, ils connaissent Louise Michel ou ont lu Marguerite Duras... Le problème c'est que face à ses ennemis, le féminisme est éclaté et excluant. Dans les groupes militants, le féminisme est un sous groupe : commission, réunion cachée... Or une lutte sans questionnement féministe (tout comme classiste ou raciste) n'est pas une lutte. C'est un mécontentement, une petite râlerie. Le monde ne changera pas sans remise en cause profonde des rapports de domination et de questionnements sur nos pratiques collectives. Ce sont de sacrés objectifs que s'est donnés la collective... Rendez-vous dans un an, au prochain festival pour faire un premier bilan.

Mahaut Acide

Cet article est la version totalement réécrite d'un premier texte trop long pour les pages de *L'Autrement*. Version originale sur le site de la collective féministe : www.collectivefeministe.over-blog.com



NOUVELLE

Contre-champs

« 10,20 + 2 + 1 = 13,20. 2×13,20 = 26,40. »

Le jeune homme a froissé le billet de 20 qu'il avait dans la main, puis il a blêmi. Sa chute a surpris tout le monde, la jeune fille qui l'accompagnait s'est agenouillée pour lui ouvrir la chemise. L'employée de l'UGC a poussé un petit cri strident. J'ai pris mes deux mères sous les bras et on s'est barré. Aujourd'hui, on se contenterait d'un DVD.

On a commencé jeunes. On partait en bande, bien sûr. Gare RER - Pierrefitte-Stains. Eviter les contrôleurs, quand y en avait bien sûr, et courir d'un wagon à l'autre. Arrivée à Chatelet. UGC, pas le plus aisé, mais on a réussi une ou deux fois. Ligne 13, Place de Clichy, Pathé Wepler, MK2 Quai de Seine. D'façon, tout ça, c'était même combat. Gaumont, UGC, MK2... on n'avait pas de tune et on voulait voir des films. On voulait voir ce que ça faisait d'être au cinéma. Un art populaire, disaient-ils. On passait par la sortie, ou on achetait une place et on restait tout l'après midi en courant de salle en salle. Ça nous obligeait parfois à rater la fin d'un film, parce que des vigiles se pointaient et qu'on savait qu'ils nous empêcheraient de continuer notre après-midi. On connaissait les connexions entre les couloirs de sortie. On courait beaucoup. On restait cachés dans des coins sombres. On entendait des pas sans jamais trop savoir qui c'était. Bien sûr, on s'est fait pécho. Jetés à coup de pied hors des salles, hors des cinémas par des molosses qui devaient même pas savoir ce que c'était qu'un film.

Estimez-vous heureux qu'on n'appelle pas la police. On ne veut plus vous voir ici.

La police ? Et ils leur auraient dit quoi ? « *C'est des méchants, ils veulent aller au cinéma...* » Qui sait ? On nous aurait peut-être embarqués. Ces molosses, ils ressemblaient aux personnages de certains films qu'on adorait, sauf qu'ils étaient réels et qu'ils nous pourrissaient la vie. Je me suis souvent demandé : « *auraient-ils été plus cléments s'ils avaient connu le cinéma ?* » Ici le cinéma, c'était du business. Tout le monde sait qu'ils vendent du mensonge, et pourtant on y croit encore. Leurs boniments : je suis devenue « *actrice par hasard* » ; « *Je passais par là* ». Mais bien sûr, il y avait tout un tas de postulants et le directeur de casting il est sorti dans la rue et moi t'étais là. Illumination. Faites vibrer les violons. Et nous on s'extasiait. Naïfs adolescents qu'on était.

Les surveillances se sont durcies et plus on grandissait, plus les prix augmentaient. C'était de plus en plus dur d'aller au cinéma. Ils ont construit le Stade de France et le cinéma Gaumont, juste à côté du canal, c'était plus près et moins cher qu'à Paris, ils devaient savoir qu'ici on n'est pas riche, mais les films c'était toujours en VF et c'était toujours les pires. Ils nous prenaient pour des débiles, quoi. Dans leur esprit, on ne savait probablement pas lire. Mais nous, on grandissait. Certains d'entre nous avaient même un peu « *réussi* » : lycée général, filières scientifiques. On voulait entendre la voix des acteurs, après tout on y avait droit. Finalement, Gaumont-Stade de France, c'était comme TF1. Certes avec un écran plus grand et ton père qui vient pas te déranger toutes les 5 minutes parce qu'il ne supporte pas que tu lui prennes la télé. Mais y avait bien des groupes de poufs qui piaillaient durant les films et des ados qui commentaient toutes les scènes. C'est en grandissant que j'ai compris : le cinéma, ça s'apprend.

J'aimais le cinéma, d'abord pour le frisson de rentrer en douce, pour le plaisir de le faire avec les potes. Quand on passe de salle en salle, on trouve des choses surprenantes, et je me suis mis à aimer le cinéma pour lui-même et j'y suis allé seul. Puis avec mes copines. Moins avec les copains. Sauf que le prix de la place, il a continué à monter, il n'avait même plus les pieds sur terre, mais moi, j'en avais marre d'être un clandé. Alors j'ai payé, puis ils ont inventé les pass. Et j'ai payé 20€ par mois. Je payais UGC, je voyais 5 à 10 films par mois, au début. Après c'est difficile de suivre le rythme, puis certains films

n'en valent vraiment pas la peine, mieux vaut attendre le passage télé et se les regarder avec une bière et un gros joint. Puis je me suis rappelé l'humiliation de l'adolescence, la rage face aux devants qui affichent le rêve inaccessible ; je me suis gerbé donc j'ai arrêté le pass. J'ai souvent rêvé d'avoir un lieu pour me faire une petite installation chez moi, où on aurait pu se casser avec les potos ; où j'aurais pu amener mes copines. Un souvenir : l'une d'entre elles qui voulait aller au cinéma, j'avais plus une tune, donc j'ai dit non. Comme elle insistait, j'ai fini par lui dire la vérité, l'honteuse raison de mon refus. Elle m'a proposé de me payer la place.

Jamais. J'ai pas de besoin de ton fric.

Quoi ? c'est ta fierté d'homme qui parle ? Franchement, t'es ridicule.

C'est ma fierté de pauvre.

Je suis parti en claquant la porte. On s'est quitté peu après. Elle avait raison, c'était ridicule. Quand on est jeune et qu'on se croit sans avenir, on est à cran pour pas grand-chose. Je me suis mis à télécharger des films, comme tout le monde. Qualité mauvaise, son pourrave mais je me donnais l'impression d'aller au cinéma.

Puis le grand écran et le son m'ont manqué. Alors je suis retourné à l'Ecran de Saint-Denis, là où nous amenait maîtresse, la prof. C'était plus au même endroit. C'était passé d'à côté du théâtre vers à côté de Carrefour, j'ai pas voulu en faire un signe. J'avais souvenir d'une énorme salle. La nouvelle me semblait plus petite. Souvenirs d'enfant, quand on criait tous ensemble laissant peu de chance aux autres de pouvoir réellement comprendre le film. Souvenirs d'adolescent, quand les profs nous traînaient pour voir des films auxquels on ne comprenait rien. Le prix était resté correct. Moins de choix de films que dans d'autres endroits, mais je me suis habitué. C'est là aussi que je me suis rendu compte que le contenu du cinéma était un peu bourgeois. D'où son prix peut-être. Les trois quarts des films me paraissaient bien lointain : beaux quartiers parisiens, des emplois improbables et des patrons gentils, des histoires d'amour romantiques [même quand elles finissent mal], des gens qui partent en vacances et des voyages en hélicoptère. Je me suis demandé comment j'aurais voulu voir représenté mes lieux : du Globe de Stains au Barrage de Pierrefitte en passant par le parc de la Courneuve, les Fauvettes ou les Moulins-Neufs. Même Saint-Denis, notre capitale, n'existe pas vraiment sur l'écran. Est-ce que l'œil de la caméra aurait embelli la nationale 1, le Collège Courbet ou le Lycée Utrillo ?

En sortant, je me prenais à rêver de carrière, j'aurai voulu être réalisateur par hasard. Bien sûr, je me suis rêvé acteur, comme tout le monde, non ? Je déambulais dans le quartier avec une démarche imitant Will Smith. Puis j'ai arrêté, faut dire que j'avais moins de temps pour rêver. Quand vous vous sentez vraiment dans la merde, le rêve du cinéma y tourne à vide.

À l'Ecran, je suis allé à des rencontres avec le réalisateur. Je pensais ne rien comprendre, mais en fait, les gens n'ont pas grand-chose à dire. Ils parlent pour parler. Pourtant le film était pas mal. En les écoutant, j'ai compris que faire voir n'est pas parler. Avec les potes de quartiers, j'ai compris que parler n'est pas faire des films. Parfois, mieux valait oublier qu'on avait rencontré les réalisateurs. Je savais que moi j'aurai pas su raconter, filmer, même si les caméras s'affichaient de moins en moins chères ; mais je sentais bien que les films qu'on vous montre en famille, c'est pas du cinéma.

Quand on aime le cinéma, on finit par trouver des gens qui l'aiment aussi - Bon, c'est pas comme ça que j'ai trouvé ma femme. - Quand j'ai connu mon plus long chômage, je me suis fait des sessions par réalisateur au Quartier Latin. Et c'était souvent les mêmes dans les salles : des gens divers. On finit même par retrouver des potes avec qui on allait voir de gros films d'action hollywoodiens.

Et maintenant j'amène mes gosses voir des dessins animés. Parfois on pousse jusqu'aux belles salles parisiennes pour le plaisir de redoubler le bonheur. Leurs yeux s'illuminent devant la hauteur du palais du Grand Rex. J'ai cru plusieurs fois entendre une respiration dans un coin ou des pas trop rapides. Je me souviens avoir souri et avoir posé la main sur les têtes de mes bambins en me disant que leur tour viendrait peut-être.

« 10,20 + 1 + 2 » Les places de cinéma, ça se gagne maintenant. Non, pas pour l'avant première ou la séance rencontre avec la super-hyper-star hollywoodienne, pour les séances de tous les jours. On appelle ça un produit de luxe. Tandis que le RER nous ramène vers Pierrefitte, je me dis, qu'avec les copains, les petits cris de l'employé UGC ça nous aurait fait bien rire quand même. Et je réalise soudain : on ne tombe pas à l'entrée d'un cinéma. La fille, elle était pas si surprise que ça. Et le mec peut-être pas aussi blanchâtre. Ma projection. Mon imagination. Well done, Pal ! Combien sont entrés pendant que les deux faisaient leur petit cinéma ?

Station Pierrefitte-Stains, notre RER ralentit. Je tiens mes enfants par la main dans la cohue. En sens inverse, des filles sautent par dessus le tourniquet. Les gars traînent devant la gare. Salon de coiffure à gauche, quincaillerie à droite. Le bar à l'angle ne désemplit jamais et il y a toujours la pharmacie où j'ai vomi à 10 ans. Quand je serai cinéaste, c'est ici que je viendrais filmer.

Alais Chaut

UNE AUTRE HISTOIRE...

Nouvelle ère

Extraits d'un texte écrit dans le cadre d'un atelier d'écriture animé par l'association du journal *L'Autrement*, au centre socioculturel de Villetteuse (93)

« Je proclame le début d'une nouvelle ère ! », lance féroce Gabrielle en brandissant vers le ciel son bâton d'autorité.

À ses pieds, la foule peuplée d'amazones l'acclame tandis que les quelques cent hommes restant de l'humanité pleurent.

Gabrielle et son peuple ont éradiqué le reste de la population masculine pour ne garder que ceux qui seront à leur service.

Gaston, qui se révèle être le porte-parole des hommes, intervient :

« Puissante reine dominatrice du monde, j'implore ta clémence. Rends-nous notre liberté.

Ton peuple a-t-il exaucé les demandes du mien lorsque nous lui réclamions l'égalité ? Il a été sourd à chacune de nos requêtes. Pourquoi devrais-je accepter les vôtres aujourd'hui ?

Parce que ta bonté est plus noble que notre bêtise. Ne commets pas les mêmes erreurs que nous. Pitié !

C'est avec ce genre de discours que ton peuple a manipulé le mien durant des siècles. Nous ne nous laisserons plus avoir. Gardiennes des amazones, emmenez-le au cachot ! »

Pendant que les gardiennes exaucèrent la volonté de Gabrielle, Gaston tenta une ultime offense :

« Tu fais reculer l'Histoire. Si j'en avais le pouvoir, je remonterai le temps pour réparer les erreurs du sexe masculin et rétablirai à jamais la parité. »

Ce dernier mot résonna à ses tympans, et, son souhait comme exaucé, Gaston se réveilla chez lui, au 21^e siècle, le corps ruisselant de sueur. Après avoir repris ses esprits, la première chose que fit ce directeur d'entreprise fut d'ajuster le salaire de toutes ses employées, sans oublier de leur verser une prime, pour toutes les années où leur travail a été injustement sous-payé...

Tischa Ivana

ALGERIE

MES HOMMAGES A ABOUBAKR BENBOUZID !

Je profite de cette tribune pour rendre un hommage mérité à celui qui a explosé tous les records en termes de longévité en tant que ministre au pouvoir algérien et plus particulièrement au ministère de l'Education Nationale algérien devenu aujourd'hui le ministère de l'Ignorance Nationale. Je parle bien évidemment du sempiternel Aboubakr BENBOUZID, alias Boubker BENBOUZID, l'indétrônable ministre de l'Éducation algérienne. Celui-ci est une figure, une vedette intergénérationnelle du pouvoir algérien et plus précisément de l'éducation. Après 19 ans au pouvoir sans interruption, BENBOUZID est notre "Highlander" national, à savoir l'impérissable roi-président lui-même (Abdelaziz BOUTEFLIKA) ! Sur le sillage de ce dernier qui est resté plus 17 ans au ministère des Affaires Etrangères à l'époque du parti unique, le dinosaure de l'éducation nationale a effectué 14 rentrées scolaires ininterrompues.

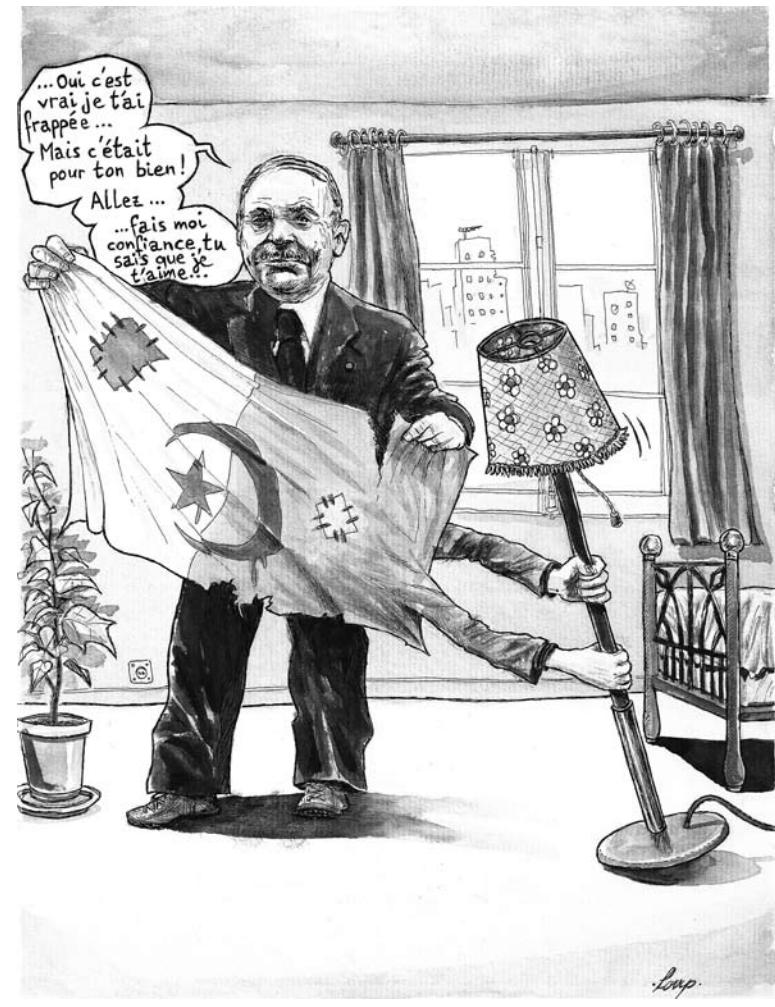
Bref, quoi qu'on en dise BENBOUZID est une star en Algérie, tout le monde le connaît, toutes générations confondues, hommes, femmes, de toutes les classes sociales. Nous pouvons également dire que BENBOUZID est celui qui a vu se succéder pas moins de 10 de ses homologues français, de François Bayrou à Vincent Peillon en passant par Claude Allègre, Fillon, Lang, Ferry, De Robien, Darcos, et Chatel. BENBOUZID est à l'Éducation Nationale ce que Roger Federer est au tennis ou Michael Schumacher a été à la Formule 1. Bref, c'est lui le patron, le guide, le dieu de "l'éducation" algérienne. Avant 2012, les élèves, les enseignants, les directeurs

d'établissements, les Premiers ministres (7) et même les Présidents de la "République" (3) se "renouvelaient" mais jamais BENBOUZID, on parlait alors de l'intrigant homme à la tête de l'éducation algérienne. On pourrait croire alors que BENBOUZID s'est éternisé au pouvoir (près de deux décennies) et particulièrement au ministère de l'Éducation Nationale à la suite de plus de 10 ans de "bons" et "loyaux" services, qu'il s'agirait d'un homme qui a consacré une bonne partie de sa vie au service de « l'État et de l'éducation en particulier » et avait un projet, un programme, une vision de l'école dont il voulait assurer l'aboutissement, et que le voir partir avant d'achever ses réformes était quelque chose d'inconcevable, ou bien que son bilan a été tellement exceptionnel que l'idée de le remplacer était simplement inenvisageable pour le roi-président. Malheureusement, la réalité est toute autre.

En effet, A 58 ans BENBOUZID quitte enfin son ministère de prédilection en laissant une école piteuse et sinistrée. L'ensemble des réformes engagées sous son règne ont été des modifications bricolées à minima, désastreuses et inadaptées aux réels problèmes de l'école algérienne aujourd'hui bien malade, réformes donc complètement déconnectées de la réalité. Dans la lignée de son "grand" ami, à savoir monseigneur BOUTEFLIKA, BENBOUZID décidait seul, il décrétait ses dispositions sans concertation et imposait unilatéralement une vision fallacieuse de l'école. Le suzerain et ses conseillers, n'ont daigné prendre en compte une seule fois, en plus de 10 ans de suprématie,

les innombrables réclamations et revendications des enseignants et autres professionnels du secteur. Cette attitude méprisante et méprisable illustre parfaitement la vision archaïque de l'exercice du pouvoir de ces oligarques algériens aux commandes depuis la prétendue indépendance, que le peuple algérien cherche toujours à entrevoir d'ailleurs, et ce dans le but, bien sûr, de défendre leurs intérêts personnels et se partager le pactole tiré des satanés pétrodollars.

Pour mener à bien leurs manœuvres machiavéliques BENBOUZID avait une place stratégique. Il a été la pièce maîtresse des différents gouvernements et présidents successifs pour rendre possible, et organiser le pillage de l'État sans trop de fracas. Le mode d'emploi était simple : transformer l'école censée former l'Algérie de demain et l'élite du futur en une espèce de fabrique d'analphabètes bilingues, lobotomisés et quasi décérébrés ne sachant plus réfléchir grâce à une école qui en fait des abrutis ! En effet, en concevant un système scolaire complètement arabisé (conséquence de l'arabisation forcée des institutions), et depuis peu un programme kafkaïen où enseignants et élèves pataugent (un mélange d'arabe et de français dans des exercices de mathématiques par exemple) alors que la quasi-totalité des universités sont francophones (trouvez l'erreur ?). BENBOUZID est le concepteur en chef de ce massacre éducatif qui a vu naître deux générations d'étudiants ne maîtrisant ni l'arabe (parce qu'enseigné et parlé qu'à l'école et nulle part ailleurs), ni le français



(qui est enseigné médiocrement aux primaires, dans les collèges et lycées). Dans ces conditions, les tyrans et autres généraux despotes pouvaient alors faire tranquillement leurs marchés, organiser sereinement leurs magouilles et bourrer leurs comptes suisses sans être inquiétés.

Force est de constater que le niveau d'éducation n'a jamais été aussi bas alors que l'Algérie n'a jamais compté autant d'étudiants et de diplômés. Ce surprenant paradoxe s'inscrit dans une démarche obscène et malsaine consistant à usiner des diplômés à tout va, où les bédouins décrochent les meilleures places à l'université, voire, des bourses à l'étranger, à l'exemple de la fille de BENBOUZID qui a "obtenu" son baccalauréat avec le minimum syndical (10) et est maintenant dans une prestigieuse université londonienne payée par les deniers publics sachant que l'Algérie ne délivre plus de bourses d'études à l'étranger pour ses meilleurs bacheliers depuis l'année 2008.

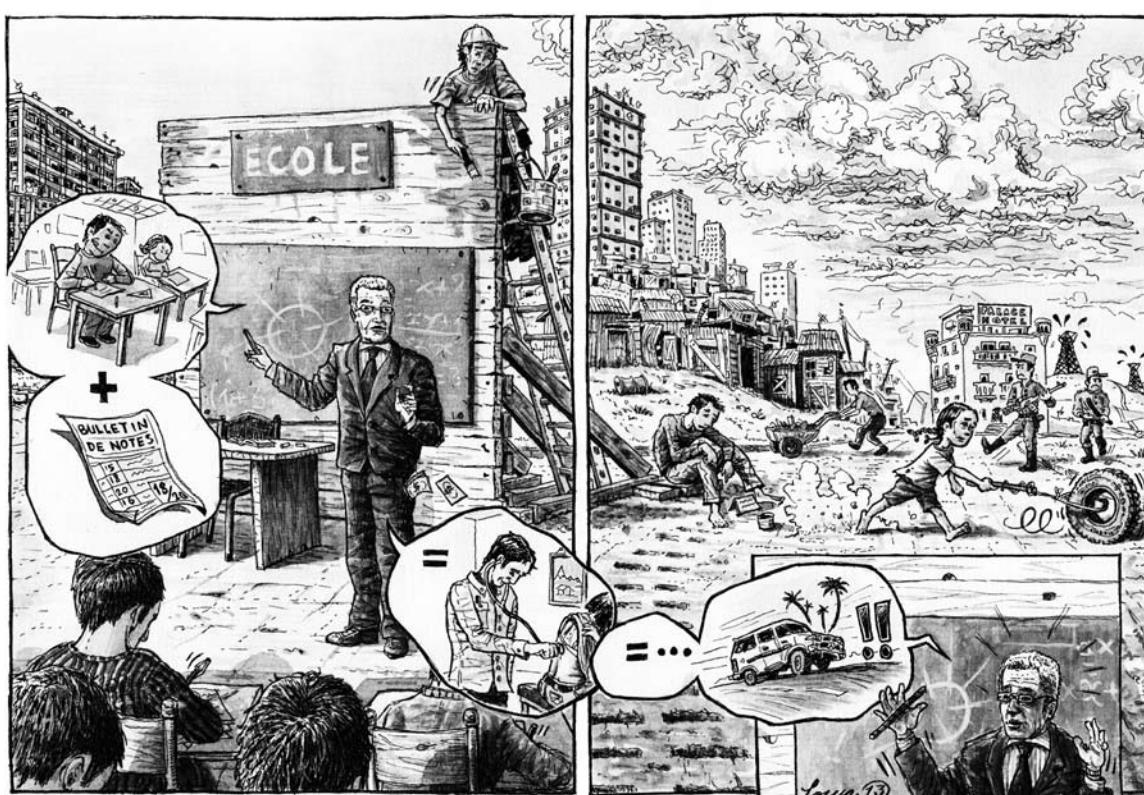
C'est vrai que favoriser les siens, ses amis, sa famille, et profiter du système est quelque chose qui ne choque plus personne en Algérie et cela n'est pas très grave dans le fond, parce que ça n'altère en rien la gratitude que nous devons avoir pour cet homme : le mérite lui en revient. Car BENBOUZID est une sorte de magicien, un alchimiste capable de rendre possible ce que tout le monde croyait impossible naguère. C'est en effet l'homme qui a conçu un système scolaire où les étudiants peuvent "s'instruire" de la première année primaire jusqu'à la terminale, et même au-delà dans certains cas, sans être obligés (dans le programme), ou avoir besoin de lire un seul livre pour réussir et "décrocher" son diplôme ! Le pouvoir par le biais de son ministre ne voulait guère d'élèves qui lisent, curieux et avares de connaissances, risquant d'étendre leurs aptitudes cérébrales et par la même occasion se former un esprit critique pouvant les aiguillonner à se mêler de ce qui les regarde.

Pis, c'est vrai, après tout pourquoi lire des livres quand on a un BENBOUZID comme ministre de l'Éducation ? Cette question n'a aucun sens et paraissait même complètement loufoque aux yeux de tous, jusqu'au jour où... le papa abandonna ses enfants. Ehhhhh oui ! Aujourd'hui BENBOUZID a quitté l'éducation et n'est plus ministre ! Laissant une inquiétude généralisée.

Néanmoins, pas de panique à bord, je dis à tous les mélancoliques qui ont regretté le règne et / ou la présence de l'ex ministre de l'Incompétence Nationale algérienne au pouvoir : ne vous inquiétez pas, pour ne pas que vous soyez dépayrés, anxieux ou déprimés de l'absence de BENBOUZID au pouvoir, sa majesté le roi a comme toujours pensé à tout, il a pensé à vous. Quatre mois après son limogeage, l'immuable président autoproclamé roi, sa majesté Abdelaziz BOUTEFLIKA n'a pas supporté l'absence de son ministre bien-aimé et a décidé de le nommer au Conseil de la Nation au titre du tiers présidentiel.

En résumé, ce qui a pu donner l'impression d'une décision logique, convenable et indispensable au vu de l'état de ruine dans lequel se trouve l'éducation algérienne aujourd'hui et de l'urgence qu'il y avait à la réformer en congédiant le ministre qui est à l'image, non pas de l'échec d'une politique, mais à l'origine d'un carnage, d'un véritable génocide éducatif touchant deux générations a été en fin de compte, comme à l'accoutumée, une manœuvre politicienne pour faire croire à un éventuel renouveau dans cette institution dévastée aujourd'hui, car ce triste constat nous montre, encore une fois, que ces potentiats ne sont pas prêts de tirer leur révérence tant que l'argent du pétrole et du gaz demeurera, bref, l'Algérie est une mascarade je me languis de sa vraie indépendance.

Yahia Aglaé



Complainte pour 400 dinars

شكوى بربعين الف دينار

Ana n'traini
Ana n'traini Steeven Seagal
Chkoun ana
Chkoun anta

Face à l'entrelacement
Et à l'appropriation insoupçonnée
Naît le questionnement

Entraînement de bâtards culturels
Prêt pour la radicalité de l'appropriation

L'entraînement commence tôt
À l'aube

Et prend saveur au milieu
De 4 murs appauvris
Et du carrelage-colon usé

Déjà se jouent ici
Le reste colonial
Et la vie qui s'impose

Le matin
Dans les chambres sans rideaux
Entraînement à la vie de toutes les nuits
Entre quelques tapis
Couverture-matelas
Et plastique blanc

Loughat el meskin
Pour pirater
Les chimères-productions-d'outre atlantique
Et pour ne pas plonger
Directement
Face au sucre
aux cendres
au vide

L'entraînement reprend au lever du monde
Et dans le silence géné
Face aux cris de la terrasse
Et aux non-dits
Se lève le dégoutage
Entre 4 pauvres femmes seules
400 dinars
Pour deux vies

Face à la curiosité de gamins pour le sang
Rouge
se joue la course
Au clandestin

Un hôpital
400 dinars pour deux vies
Gouttelettes épargnées
Ce sera pour l'année prochaine...
400 dinars pour le choix de deux vies

Et au matin
petit matin

Le plus dur n'est même pas d'accepter la mort
Et le sang à épouser
Mais de trouver de quoi payer
Et faire 10 kms pour sauver la mère
400 dinars pour une vie

Système D
Clandestin-ambulance au milieu
De la gangrène systémique

En 4 murs
La journée continue pour 4 familles regroupées

Stress

Sucre

Kahla

Sucre

Et un peu de sang

Ni caché

Ni étalé

Comme une fatalité de matinée
Une future mère obligée
De transvaser le sac plastique
De vêtements souillés
De sa belle soeur

Et puis le rythme s'accorde à nouveau
A la journée

Et au bruit

Du nombre
Du nombre qui cohabite
Service khaoui contre maison débordante

Il n'y a plus de priorité en sang
Les bottes sur le pyjama
Ne sont qu'un signe

Non pas de hâte

Mais de cette vie qui revient chaque matin

أنا نترنمي
أنا شرني ستيفن سيفال
شكون أنا
شكون تنا

كوترا للاندماج
للمالك اللي ما نفيقوش بي
يزاد التساؤل

تدريب لفروحة تاع الثقافة
واجدين لجذبة التملك

التدريب بدأ بكري
عند لفجر

ويدي يحلى في الوسط
ربع حوط حاليں

والكارلاج القديم تاع المستعمر

ديجا، راه يتلعب هنا
اللي بقا من الاستعمار

ومن الحياة اللي تجبر نفسها

الصباح

في البيوت بلا ريدويات
تدريب للحياة تاع كل الليالي

بن الزرابي
الحيثيات

والبلاستيك ليبيض

لغة المسكين

باش نيراتيو

الاتجاهات الموهومة تاع اللي مور البحر

وباش ما بتلنجوش

ديراكت

كوترا للسكر

للرماد

للحوا

التدريب يعادب يدي كي العالم ينوض

و في السكات الحشامن
كوترا للحس في لي تراس

و اللي ما ينفالش

بنوض الديفوطاج

بن رب نسا مساكن بدهم

رعمية دينار
لحاجة زوج

فاص لفضول الدراري الصغار للدم

حرم

يتلعب الساق

للكلان

الصيبار

ربع عمية دينار لحاجة زوج

نقطات تنسف

نشالله العام الحاي...

ربع عمية دينار باش تختار بين حجاج زوج

وفي الصباح

الصباح الصغير

سيستام دي

أنيولاس كان في الوسط

تاع العنقربيا الجهازية

بين رب حيوط

النهار كمل لري فامييليات متجمعة

السترس

السكر

الكلة

وشوية دم

ماشي مخفي

و ماشي بابن

كمبي نكتة تاع الصياغ

و أم واحد آخر بيسيف علىها

تذلل الشكاره

تاع القش العائز

تاع مراد خوها

و الريتم يسقد من جيد

على حساب النهار

و الحس

تاع العاشي

العاشي اللي عايشين مع بعض

سارفيس خالي ضد دار معمرة

ما يقش الأولية في الدم

لبيوط فوق البيجامه

هادو غي علامات

ماشي علامات هادي الحياة اللي تولّي كل صباح

L'AUTREMENT | L'ACTUALITÉ VUE D'EN BAS | N°1.3 | AOÛT-SEPTEMBRE 2013

Une goutte à goutte

Noir et sucré

Au rythme du travail d'aube

Agglutination d'impératifs

Toujours du même côté de la barrière

نقطة بنقطة

كحلة و حلوة

على حساب الرسم تاع خدمة الصباح

تغرة الحنمية

دایمن من نفس الجهة تاع الحاجز

الجسم الثقيل يعاود يولي

و لوقت قصير

في مقدمة المسرح

يطبع ثلت خطرات كي يجي مهود للحوش المعمر

بيلاما هو

يجري ثلت خطرات باش يصي

404

مقرفة

ربعين الف للكلام

أنولاسن مؤقة

و السارفييس خالي

والدم اللي يتنفس

والحاجة اللي تغيض كتر

بلا حشمة

بلا والو

أههم يختاروا حياة

خاصصي بالاك تحسس الدير دراري

من بعد، الريتم

يولي

فوق كل شيء

هو

وبلما ما يعتر

الريتم الهاي

غي أفين باش تشرى شي فواره

و حدهم

ومحططين بالشوية في الجيب

و حدهم

الدوا الوحيد

قارّو و مقاومات لنفس النتيجة:

الدبراشاج

باش ما تغمسش

كوترا للدراما تاع هداك الوقت

وللوقت الطويل تاع الحياة

اللي تخوات

تتلعب بين التل و الحوش

الدبراشاج

الصفا مور بسمة بلا سنان

لآخر تضحك

منتها لواش راه يتلعب

ما بين الحوش والطريق المكسرة

من بعد الريتم يعاود يولي

للام

الدراري ليزاباش

يضاخوا

ينطلعوا

يحكعوا

الحكاية الدامية

قرب حرية

مازال باقي السوفونير

تاع الولد لآخر

اللي طاح من الحوش العريان

من قبل ديجا

دراما المساكن

يتلعب

في الريتم اللي يولي

و من بعد؟

واشن هو هادم؟

للكارتة تاع الشوماج

لأم الفحله

للسفل سنين اللي فاتت في التربيي

وللتنيوش عند المستعمر؟

.....

التلفره

والوطنه

والقومه

راها تقدم برنامج جيد

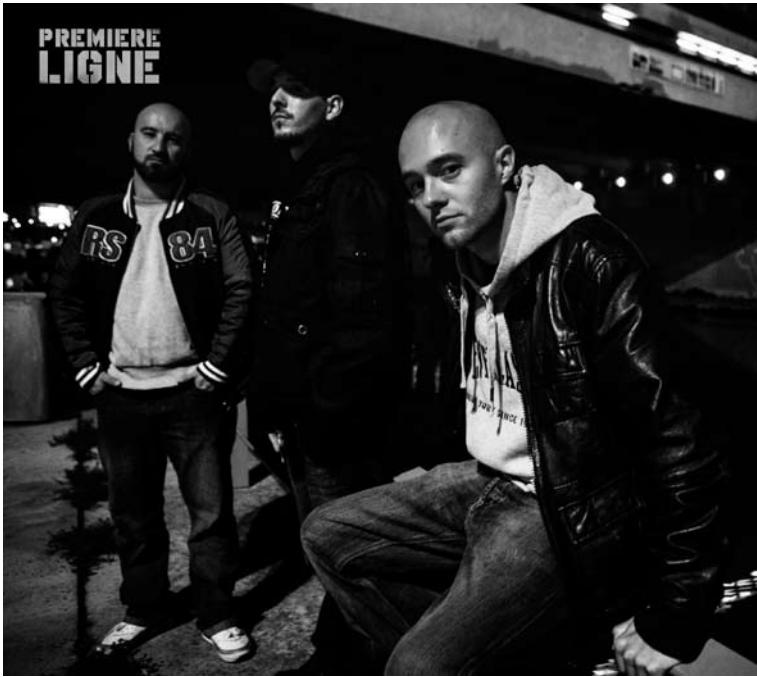
على كيغاش مقاومو الشحم الزايد

في الحين

Et après tout ?

Qu'est ce que ce sang ?

Face au service national sangl



PREMIERE LIGNE : L'ALBUM EPOONYME « Nous sommes en guerre, pas pour la paix, mais pour la victoire. »

Début 2013, le groupe sort son premier album intitulé simplement « Première Ligne ». Après avoir présenté ses proches à l'occasion du maxi « Non standard », le trio prend le temps de développer son univers et son identité à travers 18 tracks sans invités.

Objet de lutte et de résistance, l'album est une déclaration de guerre. Skalpel et E.one y abordent les thèmes qui leur sont chers, dans la continuité des projets précédents : la création artistique comme engagement, riposte au système capitaliste, sécuritaire et bureaucratique, au néocolonialisme, à l'impérialisme et à l'arrogance des pouvoirs hiérarchiques. Mais c'est aussi le récit d'existences au cœur du paysage urbain le plus dense, la Seine Saint Denis, et la chronique du quotidien des plus fragilisés, exposés à toutes les formes de violences et d'oppressions. Enfin le support permet aux MC de

creuser des thèmes plus personnels comme le déracinement, le vécu d'immigré issu de quartier populaire, la solitude existentielle ou encore la lutte des femmes.

On retrouve les influences musicales du groupe, soul, reggae, beaucoup de samples mais aussi des sonorités plus modernes. Un effort particulier est apporté à la cohérence des textures, des arrangements, à la réalisation et aux scratchs (présents sur la plupart des morceaux), permettant ainsi de faire le lien entre les styles des 7 beatmakers ayant participé au disque : Warm T, Nizi, Saikness, Martis, Don Korto, Kabé prod, et E.one. Des producteurs expérimentés, d'autres plus jeunes, des proches et de nouvelles rencontres.

C'est Kash Leone du groupe Tango & Kash qui mixe et coréalise le disque, apportant son savoir-faire de rappeur/beatmaker et l'expérience de ses précédentes collaborations avec les membres du groupe. On retrouve Skeez (Harcore & âme) pour le mastering, en habitué des productions Bboykonsian.

Le disque est distribué via le site : www.bboykonsian.com et lors des concerts de Première Ligne.

Ma cité

J'ai eu le sentiment d'étouffer entre ces bâtiments tristes. J'ai vu des choses glauques, sales et morbides. Mais j'y ai vu aussi l'espoir, la solidarité, la dignité, la joie, l'entraide et la résistance. J'en veux à la société de ne pas permettre aux mômes de nos quartiers de vivre l'innocence de certains instants de la vie. De ne pas les laisser profiter de l'insouciance de l'enfance. De les obliger à s'endurcir pour affronter le quotidien. De se construire dans une banalisation des rapports de force existants. D'obliger certaines sœurs à être des mères et certains frères à être des pères de substitution pour les petits frères et les petites sœurs. D'avoir entassé toute une génération dans des cages à lapins. D'avoir habitué cette génération à ressentir l'impression d'être enfermé, même dehors, pour mieux la préparer aux cellules dont elle sera la principale occupante du fait de son appartenance à une classe sociale exploitée.

Les critiques sur cette relation passionnelle que j'ai entretenue avec ma cité, je ne les accepte que de la part de ceux qui ont partagé notre quotidien, nos joies, nos souffrances, nos rires, nos larmes et au final notre existence dans ce que l'on peut appeler les ghettos de l'Europe. Le meilleur dico de la banlieue ne vous serait d'aucune utilité pour évoluer dans ces quartiers. Ne le prenez pas mal, ce n'est pas par mépris, ni sentiment de supériorité, c'est juste que pour donner un avis objectif, ce qui n'existe d'ailleurs pas car tout est subjectif, il faut avoir vécu entre ces murs.

Vous ne pouvez pas comprendre, pour beaucoup, que derrière une certaine violence il y a une forme de révolte, derrière certains mots brutaux il y a l'expression d'une souffrance enfouie qui ne peut s'exprimer que par des attitudes que vous trouveriez choquantes. Même s'il m'arrive de douter, je fais partie de ceux qui pensent qu'aucun changement radical dans cette société ne se fera sans les habitants des quartiers populaires, des cités et des taudis modernes. Le « potentiel révolutionnaire », pour lui donner un nom, se trouve entre ces dalles de béton. Les émeutes de 2005, même si elles n'ont pas pris la forme et les pratiques que certains auraient aimées voir, en sont la preuve. Il ne s'agit pas non plus d'idéaliser quoi que ce soit. Il faut que les liens se retissent entre pratiques militantes et quartiers populaires, il n'y a pas d'autres choix et la situation est urgente.

Nous sommes dans un état de guerre latent à l'intérieur des quartiers populaires et son intensité varie. J'ai quitté définitivement ma cité il y a environ un an, je n'y suis pas retourné une seule fois, par manque de temps, officiellement. Je crois que j'avais besoin de couper brutalement avec un endroit qui génère en moi des sentiments confus et intenses. Je n'ai pas, tout à fait, fait le deuil de mon quartier. Nous avons vidé mon père et moi l'appartement et nous n'avons pas beaucoup parlé non plus de ce que cela nous faisait intérieurement. Que dire de plus ?

Habitants des 3000, anciens et nouveaux, pour la grande majorité d'entre vous, sachez que je vous aime. Vive le 93 !

« Le pouvoir aux lumpen et aux quartiers qui vous font peur ! »

Frères et sœurs des quartiers populaires !

Si des gens viennent vous voir pour vous demander de militer pour telle ou telle cause, exigez d'eux, de la cohérence, du suicide social, de la rupture familiale et du partage des difficultés de votre quotidien. Si c'est pour des élections, giflez-les, quelque soit leur couleur politique, et dites-leur que c'est toute l'année que vous galérez et pas seulement lors des échéances électorales. S'ils ont pitié de vous, dépouillez-les et laissez-les à poil. S'ils vous parlent en modifiant leur accent et en prenant des tournures banlieusardes pour faire plus street crachez-leur à la gueule. Si, quand ils vous serrent la main, ils la pose sur leur cœur en disant wesh, alors qu'ils ne le font jamais et que ce n'est pas naturel, rigolez un bon coup pour les humilier et coupez-leur un doigt. N'attendez rien des partis. Soyez le plus autonome possible dans la gestion de votre révolte, votre rage, votre haine et votre colère. Ne laissez personne vous dire que vos sentiments ne sont pas légitimes. C'est votre rage qui dans le monde d'aujourd'hui est la plus porteuse de changement pour un bouleversement radical de la société. Quelle forme prendra celui-ci ? J'avoue que je ne sais pas, mais est-ce vraiment important quand il s'agit de se libérer de la pire des prisons ? Trouvez d'autres frères et sœurs comme vous et bougez-vous le cul.

Nous sommes nombreux et eux, ils sont si peu.

SKALPEL

Extrait de la nouvelle *Ma cité*, publiée dans *Les Fables de la mélancolie*, dispo' aux éditions BBOYKONIAN.



Présentation de Béton ArméE

Cette collection a pour but de rendre accessible aux mondes enragés des paroles de quartiers, des rêves de rupture, des mémoires de luttes, des analyses critiques sur et en provenance de toutes les rues, usines, chantiers, charters et prisons, marges et territoires de chasse du pouvoir.

Parce que nous ne voulons pas participer à cet ordre des choses mais le détruire, parce que, pour cela, il faut cesser d'être divisés et nous organiser librement.

Parce qu'une puissance ingérable émerge des quartiers populaires et que nous voulons continuer à la nourrir sans la conduire.

Parce que tout cela n'est pas possible sans une indépendance économique et politique totale d'un point de vue éditorial. Parce que nous ne voulons pas fabriquer de marchandises mais distribuer des armes. La collection Béton ArméE est un chantier autonome, instable, mouvant, liquide et résolument partisan.

Loin de ces singes savants disciplinés à n'être que de sages pantins de ruelle, contre ces sous-traitants du carnage qui reproduisent d'en bas les discours de toutes les dominations, humiliations et pacifications, il est temps de s'armer d'un non-lieu éditorial, un atelier de mécanique pour blablateurs ingouvernables et écrivains combattants.

Quelques fous, quelque part avant. www.bboykonsian.com/betonarme



Ne pas tenter de se faire entendre du spectacle ou des puissants parce que l'émancipation ne se revendique pas et que nous ne mendions rien et encore moins des droits. Envisager la culture comme un moyen de reconnaissance et d'auto-organisation, une ligne de force dans la guerre pour l'émancipation.

Ancrages, Leur laisser la France

« L'arbitraire d'une naissance, d'un chemin ou d'une fuite nous a portés dans ces lieux. Des lieux occupés par l'État français. Là où il a disposé ses pièges. Pour nous imposer un contrat que nous n'avons ni choisi, ni signé : être de son ressort, se laisser représenter, s'en faire le représentant. »

Ni essai, ni manifeste, ni poésie, *Leur laisser la France*, livre polyphonique du collectif Ancrages, ne se laisse pas aisément définir. Que ceux qui sont venus chercher un projet de société ou une prise de position sur l'identité nationale se le tiennent pour dit : « *Il n'y aura ni dialogue, ni explication, ni contribution à un débat* ». Passées ces quelques précautions d'usage, les auteurs nous livrent un texte fort, parfois opaque mais toujours lumineux, où les expériences des marges de l'hexagone s'entrechoquent pour porter « quelques évidences » communes. Parmi elles, le refus d'être Français. Ou plus qu'un refus, une impossibilité. Implacable, non négociable, en forme de « si je l'aime, je crève » :

« *La France* nous assigne à une forme fixe, stable, morte. Elle nous classe, nous mesure, nous compare, nous hiérarchise, nous canalise sous son nom haïssable. Elle n'est pas née du refus d'être réduite, "irréductible gauloise", mais de son acharnement à réduire : des Corsos aux Kabyles, des Muslim aux Bretonnes, elle a cru tous nous tuer. »

À la lecture, pourtant, une chose est certaine : les marges sont bien vivantes. Le texte, entrecoupé de récits à la première personne, met en regard les expériences de sales races d'ici ou d'ailleurs, d'hier ou de maintenant. De celles et ceux qui ont dû et doivent toujours « se laver les mains, les frotter jusqu'au sang, décrasser ses ongles pour montrer patte blanche. Poncer les reliefs du crépu, souder les mots sans phrases et balayer l'accent ». Pour finalement « être moins que nègre, parce qu'en cours de blanchissement. Un linge pourri sur la planche à tabasser ».

Mais il n'y a pas ici de victimes, pas de plaintes ni de revendications. Ne rien demander à la France. Ne rien attendre d'elle. Simplement brandir les races et les langues à la gueule de l'occupant. Pour qu'explose l'imposture de l'universalisme.



RIO DE JANEIRO, MANIFESTATION À PROXIMITÉ DU STADE MARACANA, JUIN 2013
PHOTO : MIDIA NINJA, COLLECTIF « NARRATIONS INDÉPENDANTES JOURNALISME EN ACTION »



Ar Moal

Ancrages, Leur laisser la France
(livre-album, éd. Syllepse, 2012)

Ce soir c'était grand soir

Elles sont sérieuses les télés continues ?

À mimer des humeurs navrées d'enterrement et leur morale aux mains moites, à métaphorefiler la peur et l'indignation ? « Triste soirée », ah bon ? Sans doute, la tristesse vous appartient seulement ! Aux arbitres du récit, aux followers officiels des émotions vérités, ce syndicat du spectacle et de l'hygiène affective qui font carrière dans la séparation, les lignes franches de celles qui distinguent le bon-enfant des mal élevés, ou ces lignes-autoroutes qui dans vos musées-capitale séparent les dalles Trocadéro de nos dalles périphériques. C'est ça qui vous gêne ? Une heure ou deux avec l'odeur du chaos infiltré pas loin, dans vos rues du café du samedi matin, à l'intérieur même de votre petit rêve climatisé, au près des monuments du mois d'avance. Hier, j'avoue, j'ai vu la peur dans trois quatre regards vides et paumés. Des passants égarés dans leur costard ou leur siècle, sinon des Marseillais sporadiques. Sinon, j'ai vu partout la festive que vous avez certifié disparue, ouais, la joie d'instinct et le rire déployé dans un exercice

non simulé, dans le sport véritable d'un minimum de désordre. Un désordre importé chez vous, là où justement toute une rage nationale s'emploie à nous rendre étrangers, tous et tout le temps. Ah ouais, ça, c'est pas la fête ? C'est gâché ?

Mais vous voulez quoi au juste ? La police toujours de nos vies ravalées, ça ne vous suffit pas ? Nôtre rôle pointillé ce serait d'applaudir aussi les triomphes programmés comme vous célébrez nos humiliations quotidiennes avec les mots photocopie du ministère de l'Intérieur ? C'est donc ça, vous aimeriez commander nos actes et nos conséquences comme on millionne des jeunes talents brésiliens ? Et donc la faute aux ultras, aux hools, aux casseurs. Facile. Classique. Dix-neuf ans d'attente brûlés par une petite bande d'énervés. Une minorité de voleurs des moments rares (et chers). Non non, y a un lapsus dans votre l'histoire, hier, chacun en face de lui-même a décidé de n'obéir à aucune limite du genre cordon de CRS. Je ne vous ai pas aperçu dans les rangs décousus du vrai, hier au Trocadéro ou dimanche sur les Champs. La vérité, ce n'est pas juste dix-neuf ans

d'attente pour un trophée inutile en forme de parabole, c'est dix-neuf ans de merde sous-traitée dans les lointains. Une vie avec des tours pas Eiffel, avec des titres à la pelle, en une des journaux, qui nous méprisent et effacent chaque jour le peu d'attachement qui nous restent à vos conneries débitées, à un pays qui nous a naufragé bien avant de commencer à nous le reprocher. Ouais, on a de la mémoire aussi. Elle nous est revenue devant ce Trocadéro, construit avant la paix sociale. C'était pour une « exposition universelle ». Celle avec des zoo pour les « indigènes »

Farhat Ghomrasni



AFFRONTEMENTS AVEC LES POLICE SUR LES CHAMPS ÉLYSÉES APRÈS LE TITRE DU PSG - 13 MAI 2013

BRESIL

CE N'EST PLUS POUR 20 CENTIMES...

Le soulèvement brésilien qui a pris corps en juin 2013 est une pièce de plus dans le puzzle des contestations inattendues à la logique néo-libérale mondialisée. Les manifestations qui se sont multipliées rapidement ont laissé perplexes non seulement les élites brésiliennes mais aussi les regards étrangers, tournés vers le pays-hôte de la prochaine Coupe du monde et des JO, devenu cinquième puissance économique mondiale. Le déclencheur du soulèvement brésilien a été l'annonce de la hausse des tarifs des transports urbains dans plusieurs grandes villes du pays. Les premiers rassemblements, beaucoup plus petits que ceux qui ont emmené 2 millions de personnes dans les rues le 19 juin, étaient organisés par le Movimento Passe Livre - mouvement étudiant autonome et autogéré qui revendique le transport public comme un droit social gratuit. Après la répression policière contre la manifestation du jeudi 13 juin, dont la violence a fait des victimes y compris parmi les journalistes, le mouvement a pris de l'ampleur.

Différents secteurs de la société, dont les médias qui, jusqu'alors, criminalisaient le mouvement, ont commencé à diffuser ses mots d'ordre, notamment contre la corruption, visant indirectement le Parti des Travailleurs (au pouvoir depuis 10 ans). À partir du 17 juin, les manifestations se sont nationalisées et la pression populaire a conduit le mouvement à gagner la bataille contre la hausse du tarif des transports. On a alors assisté à une adhésion massive au mouvement et à une multiplication des revendications, tout comme à une escalade de la répression policière. Composées de classes sociales et de groupes politiques très divers, les manifestations ont aussi été marquées par une grande tension entre partisans et « sans parti ».

Deux positions se sont distinguées dans ce large spectre de manifestations, qui ont suivi les grandes mobilisations des 19 et 20 juin. D'un côté, la classe moyenne et les groupes de droite rassemblés autour d'une lutte contre la corruption et ayant pour cible le gouvernement fédéral et le PT, au pouvoir.

De l'autre, les mouvements sociaux organisés et les partis d'extrême gauche qui revendentiquent de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la population. Les divergences entre ces deux groupes relèvent pour partie des politiques gouvernementales, qui ont partiellement profité aux classes les plus pauvres (par le biais des programmes sociaux) au détriment des classes moyennes (hausse d'impôts et du coût de la vie), sans pour autant toucher aux intérêts du capital financier. Ce conflit remet en question le « pacte social » formulé par le PT dans le but d'améliorer les conditions de la population sans couper les liens avec les intérêts capitalistes internationaux, ce qui amènera inéluctablement le pays à prendre des décisions importantes concernant son destin politique.

Carmila Areas,
journaliste et doctorante en communication,
Daniel Andrade,
professeur de sociologie
à la FGV à São Paulo
et Isadora Peres,
étudiante à l'Université Paris 8

L'ISLAMOPHOBIE ET LA GAUCHE FRANÇAISE

Lorsque l'appel «Libertaires et sans concessions contre l'islamophobie»¹, a été lancé, en octobre 2012, certains ont signé spontanément, convaincus de la nécessité d'un engagement et d'un positionnement clair face à la montée tous azimuts de l'islamophobie. Pour beaucoup d'autres, ce texte sonnait comme une hérésie dans le champ militant. L'islamophobie n'était qu'une polémique, un détail de l'histoire sociale française, une fiction politique. Le terme même, soi-disant un concept importé d'Iran pour empêcher toute critique de l'Islam, ne devait pas exister. La «haine de la religion»² leur voilait la face. Pourtant, à l'époque où l'appel a été publié, la réalité parlait déjà d'elle-même : lois contre le voile, interdiction de certains métiers aux femmes voilées, reportages à répétition sur les dangers de l'Islam, démagogie anti-musulmane des électoralistes, amalgame entre islamisme et quartiers populaires... Tout cela ne contribuerait donc pas à jeter l'opprobre sur une population identifiée et stigmatisée en tant que musulmane ?

Dans ce texte, nous tentions d'interpeller celles et ceux qui se réclament des pratiques libertaires et plus largement des idées progressistes et qui, si prompts parfois à lutter pour plus de justice sociale, refusent le combat contre l'islamophobie ; comme si le soutien de celles et ceux qui la subissent n'en valait pas la peine. Ainsi, du Parti socialiste au Parti de Gauche, en passant par certaines organisations qui se revendiquent anarchistes ou communistes, il paraît inconcevable de considérer l'islamophobie en tant que telle, c'est-à-dire comme l'oppression d'une minorité culturelle par un racisme d'État, aujourd'hui disséminé dans l'ensemble des espaces publics. Autrement dit, les actes racistes, lorsqu'ils visent des musulmans, ne méritent pas d'être combattus, sous prétexte que cela ferait le jeu de la religion. On n'hésite pas d'ailleurs à accuser celles et ceux qui se mobilisent contre l'islamophobie d'être des «crypto-islamistes ou des communautaristes venus faire du prosélytisme et interdire le blasphème»³.

Derrière cette impuissance critique, il y a plusieurs décennies de représentations caricaturales de l'Islam, accentuées par «la guerre contre le terrorisme» et les attentats du 11 septembre 2001. Cela ne date pas d'hier : l'islamophobie ronge la pensée occidentale, y compris dans les rangs de la gauche. Au sein de l'Orient fantasmé, l'Islam est régulièrement l'élément qui concentre la répulsion. Il était au cœur de la stratégie de guerre psychologique de la France coloniale en Algérie. Et, jusqu'à aujourd'hui, assigner l'autre à l'image d'un barbare fait partie de la logique de domination de l'État français envers ses minorités. Ce schéma classique de la domination impérialiste trouve son actualisation, sur le plan international, dans la théorie néocoloniale du «Choc des civilisations», qui assimile tout ce qui est ou perçu comme musulman à la décadence et à l'antithèse des valeurs occidentales – qui, elle, représenteraient le stade supérieur de l'humanité.

De façon manifeste, la gauche «franchouillard» n'a pas échappé à l'héritage colonial et à cette arrogance bien occidentale qui distribue les bons points et les mauvais jugements selon ses schémas de valeurs. Ces postures sont en outre alimentées par la petite bourgeoisie de gauche qui n'a jamais côtoyé la culture arabo-musulmane, présente majoritairement dans les quartiers populaires. Pourquoi ne pas accepter cette conséquence de l'histoire de la société française et ne pas la voir comme une réalité culturelle – parmi beaucoup d'autres – des quartiers populaires ? Comment expliquer la peur de militer aux côtés d'une femme voilée ou l'impossibilité pour un militant de cette gauche d'appeler une personne musulmane «camarade», comme

dans les années 70 lorsque l'on avait peur, au sein de cette même gauche, de militer pour les droits des homosexuel·le·s aux côtés de ces derniers ?⁴ Pourquoi cette retenue, pourquoi cette hésitation, pourquoi cette honte à soutenir les musulman·e·s victimes d'agression et/ou celles et ceux qui luttent contre l'islamophobie ?

Parasitée par son inconscient colonial, la gauche française reste donc, pour partie, silencieuse sur la question. Elle compte aussi un bon nombre de ses membres qui n'hésitent pas à hurler avec les loups, propagant le discours islamophobe, au nom des valeurs de la chimérique République, d'un anti-cléricalisme sélectif, d'une laïcité dénaturée, ou encore au nom d'un féminisme centré sur des valeurs occidentales. Beaucoup se déclarent par exemple solidaires des thèses et saillies verbales des Fourest, Onfray et autres pseudo intellectuels médiatiques, adeptes du principe de plaisir laïcard, qui consiste à identifier systématiquement l'Islam comme une religion de sous-arriérés. Ces mêmes tartuffes de la gauche progressiste et antiraciste vont même affirmer que le «concept» d'islamophobie «produirait du communautarisme», reproduisant parfaitement, une fois encore, le discours dominant. Dans la même veine, le fait de dénoncer l'islamophobie impliquerait de renoncer à la critique de la religion et à la liberté d'expression ; des arguments qui trouvent un parfait écho au sein d'organisations d'extrême droite comme le CRIF⁵ ou le Front National.

Cette gauche devrait pourtant voir que ses postures ne diffèrent en rien de celles entretenues par les politiques les plus réactionnaires. Plutôt que de se terrer dans ses fantasmes et son passé colonial, elle devrait tenter de combler son ignorance et surtout savoir qu'au final c'est la question sociale qui nous réunira autour du projet révolutionnaire. Elle devrait aussi percevoir que «l'islamophobie dominante, encouragée par les pouvoirs occidentaux, est aussi l'occasion de diviser ceux qui devraient s'unir.» Comme le stipulait l'appel, «l'islamophobie n'est pas un concept flottant manié par des militants mal intentionnés, mais bien une politique de domination de l'État post-colonial», et «un langage raciste de peur permanente qui désigne le paria sous les traits imprécis du musulman». Trop préoccupée par des objectifs électoraux, par son confort bureaucratique et son archaïsme idéologique, la gauche française ne semble malheureusement pas prête de s'extraire de son imposture. Ce manque de discernement risque d'ailleurs de persister, tant qu'elle restera coupée des populations issues de la colonisation et des quartiers populaires.⁶

En l'absence de réactions conséquentes, la voie est donc libre pour les réactionnaires de gauche comme de droite et pour



PHOTO : MANIFESTATION ANTIFASCISTE DU 23 JUIN 2013 / FATOU MEITÉ

la banalisation du discours de la haine de l'autre. Inéluctablement, après les lois et les paroles viennent les actes : sur tout le territoire, les agressions islamophobes se multiplient. Des groupes d'extrêmes droites vont désormais à la chasse aux musulman·e·s à Argenteuil (95) et n'hésitent plus à rouer de coups des jeunes femmes voilées en pleine journée. Ainsi fut le sort de Leila, 21 ans, enceinte de trois mois, qui a perdu son bébé après s'être fait agressée par deux fascistes, le 13 juin dernier. Rien que pour le mois de juillet 2013, des faits similaires ont été signalés à Reims, Orléans, Cholet, Melun, ou encore Trappes.⁷ Désormais, pas un jour ne passe sans une agression de ce type en France, sans compter les profanations (le dépôt de tête de porc devant une mosquée étant l'activité favorite de décérébrés d'extrême droite), les humiliations, les insultes, les attaques contre des lieux religieux ou assimilés comme tels. Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a annoncé fin juin 2013 avoir recensé 469 actes islamophobes en 2012, soit une augmentation de 57% par rapport à 2011. L'augmentation est de plus de 100% si l'on se réfère aux chiffres de 2010.

Face à cette réalité implacable, la gauche «militante» française reste toujours inactive, incapable de se remettre en question. Fort heureusement, d'autres s'organisent, comprenant qu'il faudra agir sans cette gauche colonisée, comme à Argenteuil où plusieurs rassemblements ont eu lieu suite aux agressions racistes du mois de juin dernier. Nous devons faire le lien, sur le front anti-fasciste, entre les agressions islamophobes et celles commises par des groupuscules identitaires sur des homosexuels et lesbiennes, sur des militant·e·s féministes, des militant·e·s d'extrême gauche, également en nette augmentation ces derniers mois. Ainsi, suite à l'assassinat de Clément Méric par ces mêmes groupuscules, on pouvait lire sur une des banderoles lors d'une manifestation «Fascisme, Islamophobie, Hors de nos vies!» [cf photo]. «Le PS recule, les fachos

avancent» disait une autre banderole, déployée par ACT-UP, durant cette même manifestation. C'est cela que l'appel contre l'islamophobie pointait du doigt : ce relâchement de tous les principes politiques au sein des partis de gauche, la (re)conversion au racisme d'Etat, sous les paillettes de l'antiracisme et de la démagogie électoraliste. Car si toute la société est tirée vers la droite, c'est notamment sous l'impulsion de ces bureaucraties et militants arriérés qui laissent désormais passer sans broncher le langage de haine de la vieille France coloniale. Il est temps d'agir, de reconquérir la rue et d'inclure le combat contre l'islamophobie, aux côtés des premiers concernés, au sein d'un réel mouvement social. C'est dans les luttes sociales que le fascisme est combattu avec efficacité, en faisant le lien entre l'oppression économique et le racisme d'Etat. Entre la Révolution et le fascisme, entre une utopie à construire et un horizon totalitaire, il faut le redire, il n'y a pas d'alternative.

Samuel Idir & Elie Octave

1. Appel rédigé par des rédacteurs des éditions Bboykonsian et du journal *L'Autrement*, en ligne sur le site de Bboykonsian

2. Pierre Tévanian, *La Haine de la religion*, éd. La Découverte, 2013

3. Les passages entre guillemets sont des extraits de l'appel «Libertaires et sans concessions contre l'islamophobie»

4. En 2010, un débat au sein du Nouveau Parti Anticapitaliste concernant la présence d'une femme voilée sur une liste électorale avait profondément divisé le parti.

5. En juin 2013, suite à une résolution des sénateurs belges visant à lutter contre l'islamophobie, le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) a jugé ce projet «étrange et inquiétant». Dans un communiqué, le CRIF affirme ne pas considérer l'islamophobie comme du racisme, mais comme une liberté d'expression. La résolution des sénateurs belges aurait ainsi pour objectif d'«empêcher toute critique de l'islam».

6. Plus généralement, comme il était précisé dans l'appel, cette imposture de la gauche française sur la question de l'islamophobie est caractéristique du peu d'intérêt qu'elle porte à la lutte contre le racisme visant les enfants d'immigrés issus de la colonisation. Car «ce sont aussi toutes les questions liées aux quartiers populaires qui font les frais d'un déficit d'engagement de la part du mouvement social. Pour prouver le peu de personnes qui militent contre les violences policières et les crimes racistes et sécuritaires».

7. www.islamophobie.net